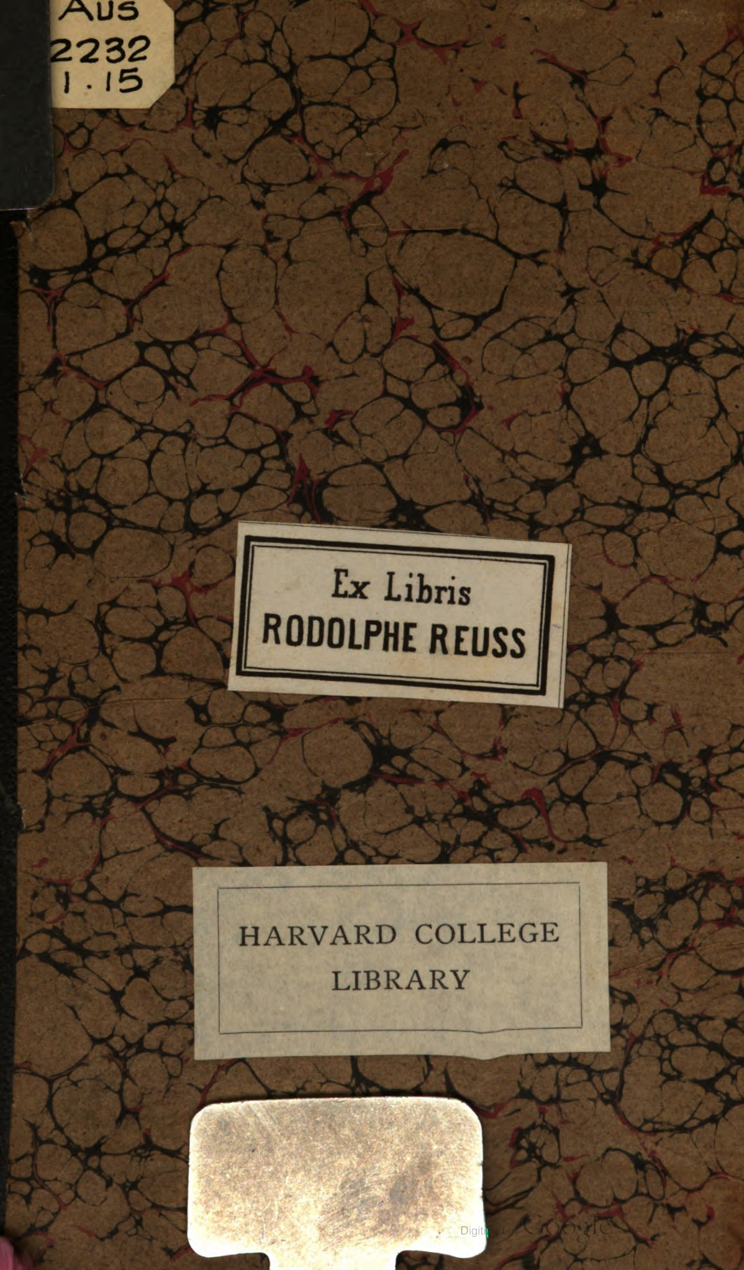


Histoire de Ferdinand II, empereur d'Autriche

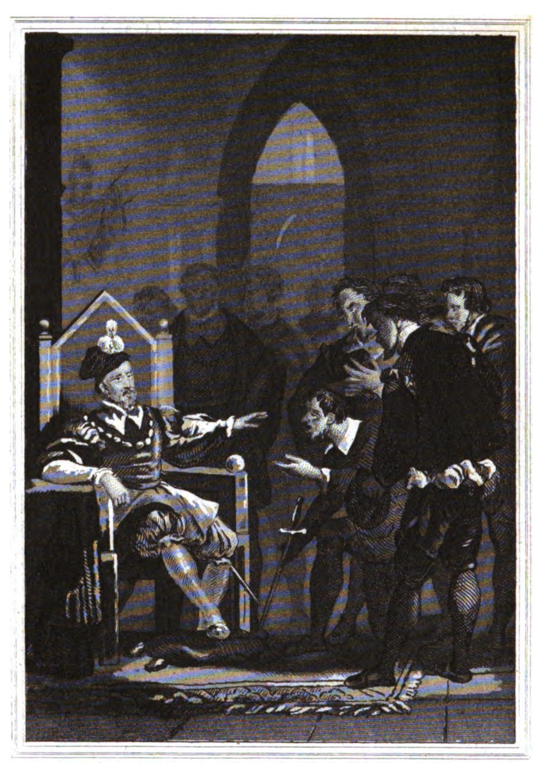
Theodor Francis Xaver Hunkler





Paris 1866.
(quais.)
Const. 50c

J. Rud. Reuss



Ceux qui demandèrent pardon furent graciés par l'empereur.



Docteur en Théologie



Le Prince jure de rendre prompte justice.

Limoges

Barbou Frères

LIBRAIRES EDITEURS

0

HISTOIRE

DE FERDINAND II,

EMPEREUR D'AUTRICHE,

PAR

M. HUNKLER,

DOCTEUR EN THÉOLOGIE, CHANOINE HONOR. DE PARIS ET DE STRASBOURG,
MEMBRE TITULAIRE DE L'INSTITUT D'AFRIQUE,
PRINCIPAL DU COLLÉGE DE SCHLESTADT.



A LIMOGES,

CHEZ BARBOU FRÈRES, IMP.-LIBRAIRES.

—

1843.

AVERTISSEMENT.

« UN roi saint, dit M. de Marchangy (Gaule Poétique, 34e récit, art. Saint-Louis), est le plus vénérable spectacle qui puisse être offert à l'homme ici-bas. Heureux les peuples gouvernés par un tel monarque ! Ils n'ont point à redouter qu'un pouvoir arbitraire, insolemment élevé au-dessus des lois, ne repousse dédaigneusement leurs flots suppliants loin de la barrière d'un t· ne inaccessible ; ils ne craignent pas qu'un luxe effréné n'épuise, pour satisfaire à de folles dissolutions, les fortunes des pères de famille, et ne flétrisse, jusque dans sa fleur, l'espérance d'un lucre légitime. »

Ces paroles, on peut à juste titre les appliquer aussi au monarque dont nous allons retracer ici la vie si glorieuse ; et quoique l'auréole des saints

ne brille pas autour de sa tête; quoique l'Eglise ne l'ait point placé sur ses autels, il n'est pas moins vrai que, par ses sublimes vertus, Ferdinand II s'est élevé à un rang bien haut, et que son nom figure en caractères ineffaçables dans les fastes de l'histoire. Son règne est une preuve éclatante de la protection que la Providence accorda à la religion catholique, à une époque où tout le monde de l'Europe était ligué contre elle, où se présentèrent sur la scène Gustave-Adolphe, Bethlen Gabor, Philippe, *ce roi d'hiver*, Wallenstein, etc.

Ce prince a eu le sort de tous les hommes supérieurs. Plusieurs historiens, connus par leur haine contre le Catholicisme, l'ont accusé d'un aveugle fanatisme, d'une intolérance furibonde, et ont travesti sa figure si noble en indigne caricature; des écrivains modernes, mieux avisés, lui rendirent cependant plus de justice et parlèrent de son caractère pacifique, de son vif amour pour ses amis et ses ennemis, de son désir à faire le bonheur de ses sujets, au milieu des obstacles sans cesse renaissants qui paralysèrent son zèle et l'empêchèrent de réaliser les vœux de son cœur.

Les nombreux événements de cette époque de guerres sanglantes et de désastres de toute espèce, ont été relatés avec une rare fidélité dans les *Annales du règne de Ferdinand*, publiées par *Khévenhiller*, et que consultèrent avec succès les

historiens postérieurs *Heinrich*, *Westenrieder*, *Schiller* et *Hormayr*. Il a paru, en 1836, à Vienne, à l'imprimerie des Méchitaristes, un ouvrage remarquable par sa précision et dû à la plume de *Silbert*, intitulé « Ferdinand II, empereur romain et son époque. » Il est dédié à l'empereur Ferdinand, actuellement régnant. C'est celui que nou avons cherché à reproduire ici, comme tenant le milieu entre les exagérations d'une servile flatterie et les excès d'un blâme trop sévère, également éloignés de la vérité historique. — Nos lecteurs, en parcourant ces pages, apprendront à connaître les cruelles épreuves par le creuset desquelles la Providence fit passer ce monarque sans jamais l'abandonner. Ils compatiront sans doute aux malheurs d'un homme qui soupira toujours après la paix sans jamais pouvoir l'obtenir, qui ne déposa jamais les armes; qui, attaqué par de nombreux et redoutables adversaires, leur survécut à tous, et dont la constance et l'inébranlable fermeté assura le maintien de la religion catholique dans des pays d'où elle aurait été bannie, si ses ennemis n'eussent échoué devant ses armes victorieuses.

LIVRE PREMIER.

Jeunesse de Ferdinand jusqu'à la mort de l'empereur Mathias I.

Année 1578. — 1619. De sombres nuages pesaient sur l'Europe. En Angleterre, la réformation avait dégénéré en persécution sanglante ; en Allemagne, elle avait pris le caractère d'une spéculation universelle; en France, elle s'était constituée en état de rébellion ouverte pour déchirer un royaume florissant, réduire en cendres une multitude innombrable de villes, de bourgs et de villages, détruire une foule d'églises catholiques et donner le jour à de redoutables factions, sous les

poignards desquelles étaient tombés deux rois, dignes d'un meilleur sort. L'Espagne, dont les intérêts étaient si étroitement liés aux intérêts de l'Autriche, n'était pas moins ébranlée : les progrès de la réformation lui avaient fait perdre les Pays-Bas; l'or de l'Amérique l'avait apauvrie, tandis que ses nombreuses colonies l'avaient énervée; ce qui, joint aux guerres qu'elle était obligée de soutenir, l'avait sourdement minée, quoiqu'elle parût encore si formidable à l'extérieur. L'Autriche, au contraire, qui avait su long-temps maintenir le repos et la tranquillité dans ses états, jouissait des doux loisirs de la paix et justifiait l'adage du poète : « *Tu, felix Austria, nube.* » Mais, tout-à-coup, on vit aussi apparaître des germes de discorde religieuse; les nouvelles doctrines s'y répandirent clandestinement, le feu y couva quelque temps sous les cendres, pour s'y manifester ensuite plus rapidement et produire ce terrible incendie connu sous le nom de guerre de *trente ans.*

Ce fut à cette époque, grosse de tempêtes, que Ferdinand, duquel nous allons parler, vit le jour. Il était fils de l'archiduc Charles, dont le pouvoir s'étendait alors sur la Styrie, la Carinthie, la Carniole et Gortz, et de Marie, fille d'Albert V, duc de Bavière. Il naquit à Grœtz, le 5 juillet 1578. Son père était alors occupé à défendre le littoral de la Croatie contre les invasions des

Turcs, dont l'esprit de conquêtes se manifestait à tout moment par des tentatives d'envahissement. Ferdinand montra dès l'âge le plus tendre ces heureuses dispositions au bien, qui se développèrent plus tard avec tant d'éclat et qui lui valurent l'admiration de ses contemporains et de la postérité. Il avait à peine six ans que déjà on remarquait en lui cette fervente piété, qui fut son plus bel apanage pendant tout le cours de sa vie. La comtesse de Montfort, dame distinguée par ses brillantes qualités, et gouvernante de Marie de Bavière, donna au jeune prince les premières leçons de vertu. Elle sut, par une direction sage et ferme, lui apprendre de bonne heure à faire plier sa volonté sous celle des autres, lui enseignant à former son caractère à l'obéissance chrétienne, et jetant dans son cœur les semences d'une sincère humilité sans laquelle il n'y a point de vertu.— Ces précieux germes de salut déposés dans un cœur encore vierge, portèrent bientôt d'heureux fruits. Ferdinand ignorait encore le monde et ses vanités, mais il était déja initié aux secrets du Ciel. Semblable au lis de la vallée, ce jeune rejeton d'une maison illustre, étalait, sans le savoir, les charmes de ses qualités naissantes, et lorsqu'il eut reçu, sous d'habiles maîtres, les premiers éléments des connaissances humaines, on l'envoya, en 1590, à la célèbre université d'Ingolstadt, pour y achever ses études, accompagné

de son gouverneur Balthasar de Schrottenbach et suivi d'une cour assez nombreuse.

Pendant que le jeune élève faisait les délices de ses professeurs par ses rapides progrès, sa constante application et sa conduite exemplaire, il se passa dans les états de son père des événements qui amenèrent en peu de temps des changements inattendus. Les affairesreligieuses avaient fait naître dans les états autrichiens des difficultés qui acquirent une grande gravité. La noblesse y avait obtenu la faculté d'entretenir dans ses domaines des ministres protestants, et de suivre en toute sécurité les pratiques de la confession d'Augsbourg; mais peu contente de ce privilége, elle chercha, malgré la défense du prince, à l'étendre encore au peuple, et se mit à réformer partout dans les villes et les campagnes; ce qui engagea une foule de catholiques lâches à déserter cette antique foi, pour se ranger sous les drapeaux des novateurs. — Quoique l'archiduc Charles déployât partout le zèle le plus louable à préserver ses sujets de l'influence des doctrines des réformateurs, il ne put cependant empêcher ces derniers de maltraiter ses commissaires, de chasser les prêtres catholiques pour les remplacer par des ministre de la réformation; pien plus, pendant que ce prince s'était rendu à Luxembourg, en Autriche, et de là aux bains de Mannersdorf, on profita de son absence pour soulever les habi-

tants de Grœtz. L'émeute s'y montra avec une telle violence, que l'évêque y fut accablé d'injures, que le nonce du pape, *Malaspina*, fut obligé de se cacher sous les combles du toit d'une église pour échapper à la mort, etc.

L'archiduc fut instruit par un courrier de ce qui se passait dans sa capitale. Il se mit aussitôt en route, malgré les fortes chaleurs de l'été, pour comprimer cette sédition. Arrivé à Grœtz, il y tomba malade, soit par l'effet du chagrin que lui avait causé cette révolte, soit pour avoir été obligé d'interrompre les eaux, et mourut trois jours après, emportant au tombeau l'estime, l'amour et les regrets de tous ses fidèles sujets.

Cette mort inattendue plongea dans le deuil la famille archiducale et appela le jeune Ferdinand, qui avait à peine douze ans, à la succession de son père. Celui-ci, prévoyant les difficultés que son fils allait rencontrer dans l'administration de ses états, avait établi, par testament, tuteurs du jeune archiduc l'empereur Rodolphe, l'archiduc Ferdinand, administrateur de l'Alsace et du Tyrol; sa veuve, Marie, ainsi que Guillaume, duc de Bavière, qui tous acceptèrent cette haute mission. Enfin il avait confié le gouvernement immédiat de ses provinces à l'archiduc Ernest, qui se rendit aussitôt à Grœtz, et dont l'administration fut digne des plus grands éloges.

La veuve Marie, rassurée sur l'avenir de son

fils, pria son frère, le duc Guillaume de Bavière, de se charger de l'éducation et de l'instruction de Ferdinand. Personne ne méritait plus cette marque de confiance que le susdit duc, surnommé *le Pieux*. Pénétré de la grandeur de ses devoirs, Guillaume s'appliqua à former le futur monarque, et jeta dans son cœur les fondements de ce vif amour pour Dieu qui anima plus tard toutes les actions de l'empereur, dont la devise fut constamment *la gloire de Dieu et le bonheur de ses sujets*. Ce duc était l'exemple vivant de toutes les vertus : sans jamais manquer à aucune des obligations, même de pure bienséance que lui imposait sa charge, il sut si bien s'élever au-dessus des vanités de ce monde, qu'il ne perdait jamais de vue le salut de son âme. La religion était le mobile de toutes ses actions. Tout dans sa conduite privée comme dans sa vie publique, était subordonné à l'influence de cette auguste fille du ciel : comme il ne voulait régner que par Dieu et en vue de plaire au Roi des rois, il lui fut facile de modérer ses transports et d'user en vrai chrétien du pouvoir suprême. Guillaume donna au monde un bel exemple d'abnégation ; car à la mert de sa femme, arrivée en 1596, il abandonna le gouvernement de ses états à son fils, Maximilien I[r] renonça à tous ses titres et alla s'ensevelir dans une solitude, où il passa encore une longue suite d'années dans les austérités de la pénitence et la pratique des plus sublimes vertus.

Comme le soin des affaires et les embarras du siècle ne lui permettaient pas de s'occuper de l'éducation de Ferdinand aussi activement qu'il l'aurait désiré, il plaça celui-ci ainsi que son fils Maximilien sous la direction immédiate des Jésuites d'Ingolstadt, où les deux jeunes princes, unis ensemble par les liens d'une étroite amitié, ne formèrent bientôt qu'un cœur et qu'une âme et se promirent de ne jamais s'abandonner plus tard dans le bonheur comme dans le malheur : cette union fut encore cimentée dans la suite par le mariage de Ferdinand avec Anne, sœur de Maximilien.

Ferninand passa cinq ans à Ingolstadt, et fit de si rapides progrès dans les études, que l'Université de cette ville lui donna le certificat suivant auquel la flatterie, comme la suite le prouva, n'eut point de part.

« *Ferdinandus, archidux Ingolstadium, venit*
» *grammaticus, Græciam rediit orator eloquens,*
» *mathematicus accuratus, philosophus politices*
» *præclarus, justinianus peritus.* »

Les événements qui se succédaient alors en Europe relativement aux discussions religieuses, durent exercer nécessairement une grande influence sur l'esprit ardent d'un jeune prince si tendrement dévoué à la religion catholique, et si pénétré de ses devoirs de régent des provinces que la Providence allait lui confier. La révolte des

paysans n'était pas encore entièrement éteinte; les horreurs des Anabaptistes, séduits par les doctrines du farouche Muncer, continuaient à se reproduire; les adhérents de ce fanatique, que n'avait encore pu réduire le glaive des princes, se précipitaient par milliers dans les fleuves pour y recevoir un baptême de mort; le sang de Henri III fumait encore en France; la persécution des Catholiques d'Angleterre était encore flagrante, et même dans l'Autriche si paisible, les séditions se succédèrent avec une étonnante rapidité, fomentées par le génie des Protestants, cherchant à enter leurs principes sur l'arbre antique du Catholicisme; partout enfin se manifestaient les symptômes d'une convulsion générale qui allait gagner les peuples et les princes, et creuser sous leurs pas d'innombrables abîmes. Joignez à tout cela la conduite religieuse des Protestants, qui ne se tenaient plus au Symbole de foi présenté à Augsbourg à l'empereur Charles-Quint, mais qui, une fois lancés dans la carrière de réformer, conformément au principe du *libre examen*, se crurent autorisés à faire ce qu'avaient fait Luther, Calvin, Zuingli et autres, se divisèrent en sectes nombreuses, s'anathématisant mutuellement et ne se réunissant que par leur haine commune aux Catholiques; joignez-y la fureur des ministres protestants, qui, sous prétexte d'annoncer la parole de Dieu *dans toute sa pureté*, ne

cessaient d'invectiver contre le culte catholique qu'ils accusaient d'idolâtrie, ce qui devait nécessairement produire des réactions souvent sanglantes, et vous pourrez facilement concevoir pourquoi Ferdinand, regardant le Protestantisme comme la cause première de tous ces désordres, de cet ébranlement de toutes les bases de la société, quitta l'université avec la ferme résolution si non d'extirper totalement, du moins de contenir dans de justes bornes le Protestantisme, si envahissant et si turbulent, sans se laisser rebuter par les obstacles qu'allait rencontrer l'exécution de ce projet.

Ferdinand venait d'atteindre sa dix-huitième année et fut appelé par l'empereur Rodolphe, en sa qualité de chef de toute la maison impériale, à gouverner les états que lui avaient transmis son père. On fixa au 4 décembre 1596, la prestation du serment pour la province de Styrie; les Etats envoyèrent leurs députés à Grœtz. Mais dès la première assemblée, les députés protestants firent de l'opposition et demandèrent, avant de passer outre, non-seulement la confirmation de leurs priviléges, mais la liberté illimitée de vivre selon les principes de la Confession d'Augsbourg, pour eux, leurs femmes, enfants, domestiques, en un mot, tous les habitants du pays.

Ferdinand leur répondit avec fermeté qu'il voyait avec plaisir l'empressement des états à

prêter le serment exigé par les lois, qu'il n'était pas éloigné d'acquiescer à leur désir; mais que cette affaire religieuse n'avait aucun rapport avec ladite prestation de serment, que d'ailleurs il n'était point disposé à traiter d'affaires avant que le serment ne fût prêté, qu'il espérait par conséquent que ceux de ses sujets protestants présents dans le moment, ne feraient aucune difficulté pour prêter le serment prescrit.

Quoique les membres protéstants répliquassent à plusieurs reprises à cette réponse de leur jeune archiduc, celui-ci ne changea point sa résolution, mais leur promit d'en référer à l'empereur Rodolphe II, et de faire, dans cette affaire, ce que sa conscience lui permettrait; ce qui engagea ensuite les députés à se désister de leur opposition et à prêter le serment.

Les états de Carinthie, de Carniole et de Gortz prêtèrent, l'année suivante, le même serment de fidélité avec empressement et joie. Les commissaires députés à recevoir le prince ainsi que les habitants des campagnes allèrent au-devant de Ferdinand jusqu'aux frontières du pays pour le complimenter. Les annales de Khévenhiller font mention d'un usage qui avait lieu lors de la prestation du serment, et qui, à cause de l'antiquité à laquelle il remonte, et de son caractère de simplicité, mérite d'être rapporté ici.

» De temps immémorial il fut d'usage en Ca-

rinthie, qu'à l'avènement de chaque nouveau prince ou à la prestation du serment de fidélité, ce dernier devait recevoir la province à titre de fief et être investi du pouvoir suprême par un paysan, ce qui se pratiquait de la manière suivante. »

» Il y a parmi les familles nobles une maison plébéienne qui porte de nos jours le nom de Glasendorf, qui avait été députée à cela de tout temps et avait reçu des priviléges particuliers. Toutes les fois qu'un nouveau prince monte sur le trône, un des membres de cette famille, appelé par droit de naissance, va se placer sur un marbre rond situé à Granbourg en rase campagne, à une lieue de Klagenfurt, et destiné dès la plus haute antiquité à cela comme il l'est encore de nos jours (1597), sur lequel sont taillées les armes du pays. — Dès que le paysan est assis sur la pierre, le peuple et tous les paysans se placent autour de lui en dehors de la balustrade placée autour de la pierre. Le nouveau prince se présente ensuite portant le costume, le chapeau et les souliers des paysans et tenant en mains une houlette. Deux seigneurs du pays l'accompagnent; il est suivi de toute la chevalerie et de la noblesse en habits brillants et portant la bannière de l'archiduché de Carinthie. Audevant de lui marche, au milieu de deux petites bannières le comte de Gortz en sa qualité de comte-palatin-héréditaire de la Carinthie; au côté du

prince on conduit un bœuf noir et un cheval maigre et déformé. »

» Dès que le paysan assis sur le marbre aperçoit le prince, il s'écrie dans le dialecte du pays ou en langue slavonne : — Quel est celui qui s'avance avec tant de fierté? — Le peuple qui l'environne lui répond : — C'est le prince du pays. — Le paysan demande : — Mais est-il un juge équitable et aime-t-il le salut de notre pays de libre possession? Est-il le protecteur de la foi chrétienne et des veuves et des orphelins? — On lui répond : Il est tout cela. »

» Le prince est donc obligé de promettre au paysan sur sa foi et pour les deux pièces susdites d'exercer strictement la justice; et qu'à cause de la justice il veut devenir pauvre jusqu'à être obligé de se nourrir avec ledit bétail, savoir le bœuf et le cheval. »

» Le paysan demande ensuite : — Comment et par quelle justice me fera-t-il lever de ce siége? Le comte de Gortz lui répond. — On te rachètera de là avec six deniers; ces deux têtes de bétail, le bœuf et le cheval, seront à toi, tu prendras l'habit du prince, et ta maison sera libre et exempte d'impôts. »

» Ensuite le paysan donne au prince un petit soufflet et lui enjoint d'être un juge équitable. Ensuite il se lève et emmène le bétail avec lui. Les deux susdits seigneurs conduisent le prince au

siége de marbre; celui-ci y monte, tire son épée, se tourne en tout sens, la fait briller en l'air, et promet au peuple bonne et prompte justice. »

» Il se rend après cela à l'église de Saint-Pierre, qui est située sur une colline voisine, et après avoir assisté à l'office divin, il dépose son costume de paysan, se revêt des insignes de sa puissance et prend un repas avec la noblesse et la chevalerie. Il se rend ensuite à cheval au siége féodal qui se trouve au champ du péage et prête, la tête découverte et la main levée en l'air, devant tout le peuple, le serment usité qu'on lui lit, de maintenir la province dans toutes ses franchises et libertés telles qu'elles existent de temps immémorial; il reçoit en même temps les hommages et les vœux du peuple et fait proclamer les fiefs pour les distribuer lui-même. »

Dès que l'affaire de la prestation du serment fut terminée, Ferdinand se rendit à la cour de l'empereur, qui résidait alors à Prague, pour le remercier d'avoir bien voulu être son tuteur et s'entendre avec lui sur les mesures à prendre concernant les dissensions religieuses du pays. Rodolphe le reçut avec bonté et lui conféra, ainsi qu'à son frère l'archiduc Mathias, qui était aussi allé à Prague à cette époque, l'ordre de la toison d'or. Mais ce monarque vouait alors ses soins à d'autres occupations et n'avait pas le loisir de traiter d'affaires

religieuses avec les deux archiducs. La nature semblait l'avoir destiné à être artiste plutôt qu'empereur; car, élevé en Espagne, d'un caractère noble mais un peu sombre, il ne sympathisa jamais assez avec l'Allemagne pour prendre sur lui de consacrer son temps aux embarras et aux soins nombreux d'un empire. Enfermé dans son palais, où il était presqu'inaccessible, avec des devins, des alchimistes, des astrologues, des sculpteurs, des peintres, il s'occupa d'astrologie, d'alchimie et de beaux arts, et excellait même dans ces derniers; ce furent là ses occupations favorites. Il sortait rarement de son palais qu'il avait transformé en atelier; ce qui fit croire au peuple plus d'une fois qu'il était mort.

Il renvoya donc Ferdinand à quelques-uns des conseillers de la cour pour conférer avec eux sur les affaires religieuses de ses états : l'avis de ces hommes fut que son altesse était autorisée à abolir la réformation dans les provinces soumises à son autorité et qu'en cas de besoin sa conscience lui en faisait même un devoir; mais ils ajoutèrent que le prince devait d'abord soigneusement s'informer si les moments d'entreprendre un tel changement étaient favorables, s'il n'en résulterait pas un mal plus grand encore, si enfin une pareille mesure n'était pas faite pour amener la destruction totale du catholicisme dans ce pays; d'autant plus que le parti protestant y était puis-

sant et se liguerait avec les autres états du Nord, même avec la république de Venise si hostile, et peut-être avec les Turcs, ces ennemis si redoutables de l'empire, pour précipiter dans l'abîme la maison archiducale.

Néanmoins l'empereur, irrité par la conduite des protestants ainsi que par les excès qui se commettaient partout au nom de la religion, mit lui-même la main à l'œuvre pour mettre un terme à l'envahissement des nouvelles doctrine dans ses états. Déjà, l'année précédente, il avait publié un édit qui devait servir de règle à toutes les provinces. Il avait sévèrement défendu à toutes les autorités civiles de se mêler d'affaires spirituelles ou de gêner en quoi que ce fût les évêques ou les officialités diocésaines dans l'exercice de leurs fonctions ou de resteindre les droits de collation des états catholiques. Il y fut répété en termes formels, que la permission accordée à l'ordre de la bourgeoisie et de la chevalerie d'exercer la religion protestante, ne s'étendait qu'aux châteaux et aux maisons particulières et nullement au peuple et aux gens de la campagne, qui devaient rester soumis à leurs curés ordinaires. De cette permission étaient formellement exceptés plusieurs villes et bourgs. Les prêtres et les religieux infidèles à leurs vœux devaient être renvoyés du pays; les consistoires nouvellement établis dissous; les écoles et ministères religieux de Linz abolis; tous

les fonctionnaires publics retourner à la religion catholique, et personne ne devait appeler de ministre protestant, ou assister au prêche.

Après un court séjour à Prague, Ferdinand retourna à Grœtz. Là il s'occupa des moyens d'abolir dans ses états le protestantisme, pesa les conséquences que cette mesure pouvait entraîner, prévit les difficultés qui allaient surgir d'une entreprise si chanceuse, fit faire des prières publiques à cette intention, et après avoir mûrement examiné toutes choses, il reconnut que l'édit de tolérance accordé en 1578 par son père aux états protestants, avait été plutôt arraché par la force que librement consenti; que cet édit était une permission personnelle, qui ne regardait nullement les successeurs de l'archiduc Charles, d'autant plus que cette clause était expressément stipuléedans l'édit; que le mépris des lois et les luttes continuelles produits par cette concession tant dans l'ordre spirituel que temporel, surtout la malheureuse émeute de Grœtz qui précipita son père dans le tombeau, avaient tellement navré le cœur de ce dernier, qu'il l'aurait infailliblement révoquée, s'il eût vécu plus long-temps. Il reconnut aussi le danger auquel il était exposé de n'être bientôt plus maître de ses états et de ses églises; il prévit que chaque émeute se couvrirait facilement du manteau de la religion : il avait appris, qu'à son insu, le parti protestant de ses provin-

ces avait envoyé des députes aux assemblées de l'empire, et se préparait à établir un gouvernement indépendant, pour régler les affaires religieuses ; que d'ailleurs personne ne pouvait lui contester le droit de rétablir l'antique foi catholique, droit qu'exerçaient sans embarras le comte palatin, les électeurs de Saxe et de Brandebourg ainsi que les villes de l'empire, et des monarques étrangers en faveur du protestantisme; car tout comme les sujets de ces susdits princes avaient plus d'une fois été forcés, même par des tortures, à embrasser la réforme, de même il lui était permis, à lui, d'empêcher ses peuples d'échanger la religion qui remonte jusqu'au berceau de Jésus-Christ contre une doctrine née d'hier et de ne point tolérer celle-ci dans ses états, où elle n'avait signalé sa présence que par des désordres, des scènes sanglantes, des guerres et des bouleversements de tout genre. Il ajouta que, d'après les principes des Protestants et de Luther lui-même, on pouvait se sauver dans l'église catholique, tandis que les docteurs catholiques disaient le contraire de ceux qui professaient formellement le protestantisme.—Cependant, au dire de Hormayr lui-même, Ferdinand mit la plus grande circonspection dans l'exécution de son projet et n'employa jamais la violence. Quant aux difficultés qu'il rencontra, il ne se laissa jamais rebuter par elles.

Mais avant de s'occuper activement de ce grand

projet, il fit, en 1598, le voyage de Notre-Dame-de-Lorette, accompagné seulement de quelques chevaliers de sa cour et gardant le plus strict incognito. Il se rendit ensuite à Rome où il recommanda à Dieu, dans une fervente prière, l'affaire qui le préoccupait si vivement comme étant la plus importante de sa vie. Il eut plusieurs entretiens avec le Pape Clément VII, visita les principaux monuments de cette capitale du monde chrétien, et retourna enfin dans ses états. Quelque temps après il publia un édit adressé au gouverneur et aux fonctionnaires publics de la Styrie par lequel il leur enjoignit d'abolir, dans l'espace de quinze jours, l'exercice de culte protestant tant à Grœtz qu'à Judenhourg et dans toutes les villes, bourgs et districts du domaine privé du prince, et d'annoncer à tous les ministres et prédicants de sortir pendant ce laps de temps, dès états de son altesse, sans se permettre d'y jamais rentrer. Les mêmes hauts fonctionnaires reçurent ordre de s'abstenir, de toute nomination auxdits emplois de ministre protestant dans les villes et domaines de son altesse. Un autre édit fut adressé à tous les prédicateurs, directeurs et professeurs des écoles, leur enjoignant de cesser, dès le moment, toute fonction de prêcher et d'enseigner et de ne plus reparaître dans les états de son altesse sous les peines les plus sévères, après le laps de temps fixé.

Ces édits occasionèrent une foule de réclama-

tions et d'écrits, mais Ferdinand demeura inexorable; et comme les Protestants refusaient d'obéir et cherchaient ailleurs des protecteurs contre leur prince légitime, il parut un autre édit beaucoup plus sèvère, portant que la peine prononcé serait exécutée dans huit jours contre tous ceux qui seraient encore surpris dans le pays. Comme les ministres voyaient que la chose devenait sérieuse, ils se hatèrent de sortir du pays. Ferdinand avait commencé à faire exécuter cette mesure d'expulsion par les ministres de Grœtz et des environs, parce que tout le pays avait les yeux fixés sur cette capitale, et que les autres prédicants, tant de la Styrie que de la Carinthie et de la Carniole dépendaient de ceux-là. Du reste le prince avait si bien pris ses mesures, que tout se passa sans émeute et même sans grand embarras.

Quelque dure que paraisse cette conduite du jeune archiduc envers les ministres protestants, l'histoire a prouvé qu'eux-mêmes, d'accord avec la noblesse, en avaient provoqué la rigueur; car les choses en étaient venues au point que, sans prétexte de liberté religieuse, le pays était plutôt soumis à leur domination qu'à celle du prince; ils introduisirent des prédicants et des écoles de leur culte même dans les communes qui relevaient immédiatement du domaine privé de l'archiduc, firent construire, sans le consulter, des écoles et des temples, défendirent qu'on n'admît d'habi-

tants catholiques dans les endroits où eux-mêmes dominaient, exclurent ces derniers de toutes les charges et fonctions publiques : quand le prince leur envoyait un édit, ils se réunissaient d'abord pour délibérer s'ils s'y soumettraient ou non. A Vienne même ils introduisirent clandestinement des ministres, les firent paraître en public, leur donnèrent l'hôtel où s'assemblaient les états, chassèrent les Minoristes de leur église et de leur monastère pour s'en emparer malgré la défense de l'autorité, et invectivèrent avec tant de force contre la religion catholique, qu'ils causèrent des troubles et des schismes parmi les habitants.

Après le départ des ministres, Ferdinand publia un nouvel édit portant que tous ceux de ses sujets non catholiques eussent ou à retourner à la religion de leurs pères ou à quitter ses états. Il en résulta que beaucoup d'habitants abandonnèrent la doctrine des novateurs, d'autres, parmi lesquels se trouvaient des familles riches, sortirent en effet du pays. Malgré ce zèle pour la tolérance de la seule religion catholique dans ses états, le gouvernement de Ferdinand était empreint d'un tel caractère de douceur et d'équité, que même les Protestants furent obligés de lui accorder de justes louanges et de déclarer qu'ils ne désireraient jamais être soumis à un autre prince, si Ferdinand était moins catholique.

Et en effet jamais prince ne fut plus doux en-

vers ses sujets; jamais monarque ne s'occupa plus activement de leur bien-être. Il épuisa presque ses ressources en faisant fortifier le littoral de l'Adriatique contre les incursions des Turcs, qui ne purent plus rien entreprendre contre la Croatie. Quoique la nature lui eût refusé les talents nécessaires pour commander les armées, il voulut cependant se rendre au siége de Kanischa en Hongrie, pour y encourager par sa présence l'armée qui bombardait cette ville. La forte assiette de Kanischa et l'intempérie de la saison empêchèrent tout résultat ultérieur; car l'intensité du froid (1601) était telle qu'il périt près de 3,000 personnes et un grand nombre de chevaux pendant le blocus. Les années suivantes, pendant la guerre désastreuse que les Turcs continuaient à faire à l'empire, ces barbares, après avoir envahi presque toute la Hongrie, pénétrèrent jusqu'en Styrie; mais les soldats et les paysans de Ferdinand les reçurent si bien qu'ils évacuèrent la province, ayant subi des échecs considérables.

L'année 1606, l'empereur Rodolphe se vit obligé pour des motifs pressans, et du consentement des électeurs de l'empire, de convoquer une diète à Ratisbonne, qu'il se proposa même de présider en personne. Mais comme il n'avait pas l'habitude de manier les esprits ni de traiter les affaires, il changea d'avis et se proposa de nommer un commissaire qui tiendrait sa place dans cette assem-

blée. Il jeta les yeux sur notre Ferdinand. Celui-ci eut de la peine à accepter cette mission délicate, tant parce que le gouvernement de ses états absorbait tous ses moments, que pour ne point blesser ses oncles, surtout l'archiduc Mathias, que l'empereur avait exclu de ses honorables fonctions: car la désunion qui éclata plus tard entre ce prince et Rodolphe existait déjà en partie. Le monarque saisissait toutes les occasions pour humilier son frère Mathias auquel il disputait même la succession au trône, se refusant à ratifier les conditions de la paix que cedit archiduc avait faite avec les Turcs, du consentement des députés des villes et états de l'empire; bien plus il alla jusqu'à refuser de fournir les subsides que nécessitait la guerre contre les Musulmans, ce qui offrit presqu'à ces derniers l'occasion de s'emparer des provinces héréditaires, à la grande satisfaction de la France, de la république de Venise et de quelques autres puissances ennemies de la maison d'Autriche. Cette indifférence de l'empereur engagea Mathias à s'entendre avec les principaux chefs de la noblesse hongroise et autrichienne pour aviser aux moyens de résister aux farouches Musulmans : cette démarche, dictée par des vues fort sages, acheva de brouiller ensemble les deux frères.

Cependant le jeune archiduc se rendit avec une suite nombreuse et brillante à la diète de Ratisbonne, qu'il devait présider au nom de l'em-

pereur, pour obéir aux moyens de faire tête aux entreprises des Turcs ; car il était à craindre qu'après avoir vaincu les Perses, ces peuples ne tournassent toutes leurs forces contre la Hongrie et l'Allemagne. On proposa donc aux états de l'empire d'entretenir vingt mille hommes d'infanterie et quatre mille chevaux, ou de fournir la somme nécessaire pour équiper un pareil corps d'armée. — Un autre point sur lequel il fallait délibérer, ce fut l'administration de la justice à la chambre impériale. On devait s'occuper des Pays-Bas, qui, sous le nom de *Hollande*, cherchaient à se séparer de l'empire et à se constituer en république indépendante, ce qui faisait un tort égal à l'Espagne et à l'empire Germanique ; puis il s'agissait aussi de régulariser le cours de la monnaie et de remédier aux plaintes continuelles concernant la matricule générale des Etats.

A peine ces propositions avaient-elles été lues, qu'il s'éleva une violente discussion entre les Catholiques et les Protestants, pour savoir de laquelle d'entre elles on s'occuperait d'abord. Les premiers demandaient qu'elles fussent débattues selon l'ordre dans lequel elles avaient été présentées; les seconds, au contraire, voulaient qu'on s'occupât d'abord de la réformation de la justice ainsi que des difficultés surgies au sujet des querelles religieuses. Les députés se divisèrent donc aussitôt en deux camps, se disputèrent pendant

quatre mois sans rien décider, et comme le différend entre l'empereur Rodolphe et son frère, l'archiduc Mathias, prit chaque jour plus de gravité, l'assemblée se sépara sans avoir obtenu de résultat. Ferdinand se retira aussi, ayant reçu la triste nouvelle que sa mère était dangereusement malade et qu'on désesperait de sa guérison.

Le chagrin que causa à l'archiduc la perte d'une mère chérie, d'une femme si sage et si pieuse, fut tempéré par la naissance d'un fils, que l'archiduchesse, son épouse, mit au monde la même année 1608, et qui reçut au baptême les noms de *Ferdinand-Ernest*. Cet événement fut d'autant plus heureux que la maison d'Autriche était près de s'éteindre; l'empereur Rodolphe n'ayant jamais voulu se marier, et n'ayant pas voulu, par une bizarrerie de caractère, permettre à ses frères de le faire, ce qui augmenta encore l'animosité de Mathias contre lui : ce dernier enfreignit toutefois la défense de Rodolphe, et épousa à l'âge de 55 ans, *Anne*, fille de son oncle Ferdinand, comte du Tyrol.

Les occupations peu dignes d'un prince auxquelles se livrait Rodolphe, et l'indifférence qu'il montrait pour les affaires publiques même les plus pressantes, n'éloignèrent pas seulement de lui les esprits d'abord les plus dévoués à ses intèrets, mais amenèrent les plus tristes résultats et compromirent gravement le bien public. Si ja-

mais l'empire eût eu besoin d'une tête forte pour conduire avec habileté les rênes de l'état, ce fut à cette époque où l'Europe était travaillée par une fermentation générale, où l'Allemagne était toujours exposée aux ravages des Turcs. Henri IV, roi de France, avait déjà formé le plan de réunir à sa couronne les états autrichiens, dont la conquête lui paraissait facile sous un prince comme Rodolphe, et ce plan il l'aurait exécuté en partie, si la mort n'était venue le surprendre au moment même où il s'occupait des préparatifs. Cependant Richelieu ne perdit pas de vue ce projet, et, en ministre habile, il en exécuta ce que les circonstances lui permirent d'en exécuter.

La mollesse de l'empereur alla au point d'admettre à peine en sa présence les ambassadeurs des monarques étrangers, de ne point s'occuper des affaires publiques, d'oublier tout-à-fait celles de la guerre; et quand, dans des cas urgents les gouverneurs des provinces ou autres fonctionnaires publics prenaient sur eux de décider et d'agir, Rodolphe les révoquait ou les punissait pour n'avoir pas attendu ses ordres.

Souvent cette conduite avait singulièrement attristé son frère, qui lui succéda plus tard sur le trône impérial; car si l'empereur, moins dominé par la jalousie, avait pu se résoudre à assorcier ce prince à l'empire, il aurait attiré sur son gouvernement la bénédiction des peuples, tandis que

l'indolence du monarque mit l'état à deux doigts de sa perte. La Porte ottomane venait de nommer roi de Hongrie *Etienne Botskay*, noble transylvanien. Celui-ci ne se contenta pas du titre de prince, mais fondit sur la Hongrie les armes à la main, et chassa le gouverneur italien Belgiojoso, qui en administrait les provinces supérieures au nom de l'empereur, et qui s'était fait généralement détester par les mesures prises par ordre de Rodolphe, concernant les affaires religieuses du pays. Une grande partie de la Hongrie sa soumit à lui, l'autre fut réduite par les armes. Ses troupes victorieuses avaient déjà franchi les frontières de l'empire, inondé la Moravie et menaçaient même Vienne, sans que l'empereur songeât à s'opposer à leurs ravages.

Dans cette perplexité, les trois frères du monarque, Mathias, Maximilien et Albert se réunirent à leurs cousins Maximilien-Ernest et notre Ferdinand, pour déclarer par un rescrit officiel, *que Rodolphe n'était pas tout-à-fait propre au gouvernement de l'empire à cause de l'état de sa santé ;* c'est pourquoi, pressés par les circonstances, ils se voyaient forcés de confier le soin des affaires à l'aîné de la famille régnante, à l'archiduc Mathias qu'ils promettaient de seconder de tout leur pouvoir. Ils instruisirent de cette résolution la cour d'Espagne, déclarant qu'ils n'en agissaient ainsi que pour conjurer le danger qui menaçait l'empire.

A peine Mathias se vit-il investi du pouvoir qu'il rassembla des troupes, fondit sur Botskay, lechassa de la Moravie et de la Hongrie et le poursuivit jusqu'en Transylvanie. La noblesse hongroise alla à sa rencontre, le félicita sur ses victoires, et fit avec lui à la diète de Presbourg une alliance offensive et défensive contre les Turcs, alliance qu'à son retour à Vienne, il fit aussi signer aux états d'Autriche, malgré quelques protestations. Par cette mesure si louable le sfrontières de l'empire furent préservées pour longtemps des incursions des Musulmans. — Fier de ses succès, ainsi que de la réputation que ses exploits lui avaient value en Hongrie, en Autriche et en Moravie, Mathias se mit en route pour Prague avec ses troupes victorieuses, au grand étonnement de Rodolphe. Mais cet étonnement fit bientôt place à l'indignation, lorsque le faible empereur apprit que Mathias ne demandait rien autre chose, si ce n'est la couronne du royaume de Hongrie et l'archiduché d'Autriche. Cette demande obscurcit toute la gloire du vainqueur, et ternit l'éclat du seul fait important qui eût pu l'illustrer. Rodolphe se réveilla de sa léthargie, réunit toutes les troupes que la Bohême put mettre à sa disposition et se prépara à parer le coup. Mais Mathias fut instruit de tout, ne s'en effraya point, d'autant plus que ses forces étaient bien supérieures à celles de son ennemi, et qu'il comptait

dans ses rangs un plus grand nombre de membres des Etats, même de Protestants, auxquels il avait promis une liberté illimitée de conscience, nonobstant les observations que lui faisaient à ce sujet son ministre *Klésel*, évêque de Vienne et son chancelier *Stenko Poppel* de *Lobkowitz*. On s'attendait donc à une guerre entre les deux frères; mais on entama des négociations, et la paix fut faite sous quelques conditions. Mathias obtint la couronne de la Hongrie, céda à l'empereur sa part qui lui revenait du Tyrol, et s'engagea à verser entre ses mains une partie de l'argent que lui voteraient les Etats des provinces qui lui furent cédées.

Mathias ayant donc réussi dans ses démarches, fit une entrée solennelle dans Vienne au bruit du canon et sous un magnifique arc-de-triomphe, ce qui eut aussi lieu à Presbourg ; mais il fut obligé de mendier auprès des Protestants, par les concessions qu'il leur fit et dont quelques-unes furent même humiliantes, le titre de roi qu'il avait tant convoité.

La même année (1609), Rodolphe accorda aux Hussites (surnommés *Utraquistes*, parce qu'ils recevaient la communion sous les deux espèces), par un rescrit impérial, la liberté illimitée de conscience, que le grand chancelier de l'empire refusa de contresigner, quoiqu'on le menaçât de le jeter par la fenêtre. Un pareil rescrit fut aussi

accordé aux états de Silésie, un semblable fut promis à ceux de l'Autriche, au cas où ils voulussent se séparer de Mathias, mesure qui acheva de brouiller à jamais les deux frères.

L'archiduc Ferdinand, qui gouvernait avec tant de sagesse ses états, gémit long-temps sur cette mésintelligence entre les frères de la maison impériale, et fit des efforts pour les réconcilier, non-seulement dans l'intérêt de la paix publique, mais pour empêcher que les différentes provinces de l'empire, profitant de cette désunion, n'arrachassent, chaque année, quelques nouvelles concessions à un pouvoir déjà si fractionné, ce qui était également funeste à l'autorité impériale et au bien des peuples; car Ferdinand prévoyait que l'empereur et tous ses frères n'ayant point d'enfants, toutes les provinces de cette vaste monarchie lui reviendraient un jour, et combien il lui serait alors difficile d'abolir des priviléges, arrachés plutôt par importunité que par réflexion, ce qui exposerait les Etats à des séditions et à des guerres, comme la suite ne le prouva que trop. Pour mettre donc un terme à cette fureur d'exigences sans cesse renouvelées, il résolut de faire le voyage de Prague, pour en parler à l'empereur lui-même.

Un autre motif non moins pressant l'engagea encore à se rendre auprès du monarque. — Son frère cadet, *Léopold*, évêque élu de Strasbourg

et de Passau, jeune prince spirituel et ambitieux, avait su, par ses maximes souples, gagner les bonnes grâces de Rodolphe et de ses ministres, et poussé les choses au point de leur persuader de lui assurer la succession à la couronne de Bohême, d'engager les électeurs à le nommer empereur; ce qui paraissait d'autant plus facile, que les électeurs et les états de Bohême ne devaient pas voir d'inconvénient à intervertir l'ordre de succession, et à choisir le cadet au lieu de l'aîné : d'ailleurs, disait-on, les frères du monarque sont tous déjà avancés en âge et maladifs; *Mathias*, surtout odieux à l'empereur, n'aurait probablement point d'enfants de son mariage tardif; *Maximilien*, le second frère de l'empereur, ne désirait point l'empire; *Albert*, toujours malade, se contentait du gouvernement des Pays-Bas; *Ferdinand de Styrie*, au contraire, l'héritier présomptif, ne sera jamais élu empereur par les électeurs du Palatinat, de Saxe et de Brandebourg, à cause de l'expulsion des Protestants de ses états : il fallait donc prendre un milieu, et assurer la succession à l'empire à *Léopold*, qui convenait à tous les partis.

Ferdinand avait été instruit de ce complot tramé contre ses droits; il s'occupa donc sérieusement des moyens d'opérer une réconciliation entre Rodolphe et Mathias, comme l'unique voie pour préserver les provinces de toute aliénation

et de tout trouble ultérieurs. — Rodolphe lui-même, bourrelé de remords, et ne pouvant consentir à dépouiller de ses droits un prince si sage et si juste, engagea Ferdinand, et quelques autres princes et électeurs, à se rendre à Prague, pour traiter avec eux de quelques affaires de la plus haute importance, entre autres de sa réconcialiation avec Mathias, et rétablir la concorde entre les membres de sa famille, en lui donnant à lui-même satisfaction sur quelques points, et en consolidant son autorité si fortement ébranlée.

Dès son arrivée, Ferdinand gagna tous les cœurs. D'après la peinture qu'en avaient faite les Protestants émigrés de ses états, les princes de l'empire se l'étaient représenté comme un tyran sombre et passionné, dominé par les Jésuites; un homme qui gouvernait arbitrairement ses peuples, foulant aux pieds les lois de la justice et de la religion, et, à leur grande surprise, ils trouvèrent en lui un prince pieux, éclairé, aimable, tendrement dévoué aux intérêts de ses sujets, aussi éloigné de l'arbitraire que de toute faiblesse, peu disposé à se laisser conduire par des factions, mais toujours prêt à rendre justice à qui elle était due; d'un caractère ferme, réfléchissant avant de faire des concessions, porté à la paix, ne violant jamais ses promesses, et se conduisant envers ses sujets non catholiques, d'après les mêmes principes invoqués par les

princes protestants envers leurs sujets catholiques respectifs.

La haine qui avait jusqu'alors poursuivi Ferdinand fit place à l'amour et à l'admiration. L'électeur de Saxe montra surtout sa surprise d'avoir été trompé à son égard. Les Hussites l'entourèrent d'attentions, tant à la cour qu'à la chasse, et son amabilité produisit une telle impression sur les Protestants, qu'ils déclarèrent, qu'excepté la religion, ils ne voyaient aucune différence entre lui et les autres princes.

Rodolphe proposa donc les conditions du traité entre lui et son frère, et demanda la cession de la haute et basse Autriche et de la Moravie, ce qui donna lieu à des contestations vives et graves, et occasiona une correspondance active entre Prague et Vienne, où résidait le roi Mathias. Comme les deux partis ne purent s'entendre, il fut convenu que l'électeur de Cologne, l'archiduc Ferdinand et le duc de Brunsvick iraient trouver Mathias, pour s'aboucher directement avec lui. — Celui-ci les reçut avec une magnificence vraiment royale, alla au-devant d'eux avec une suite de cinquante voitures, fit tirer le canon à leur approche de sa capitale, et leur donna des fêtes brillantes. On s'occupa ensuite du traité, et il fut arrêté : « Que le roi Mathias regarderait son frère Rodolphe comme empereur, comme le chef suprême de la chrétienté et de la maison d'Autri-

che; — qu'il lui ferait des excuses au sujet de ce qui s'était passé; — qu'il lui enverrait chaque année deux mille muids de vin, lui payerait cent mille florins, et lui abandonnerait la partie du comté du Tyrol, que lui, Mathias, avait possédée; — que tous deux s'assisteraient mutuellement pour dompter les sujets rebelles; — que Mathias ne ferait point la guerre aux Turcs, sans le consentement de l'empereur; — que tous deux licencieraient leurs troupes dans l'espace d'un mois; — que les ministres, qui se permettraient de violer ce traité, seraient destitués sur-le-champ; — qu'enfin les archiducs, électeurs et princes, réunis à Prague, signeraient la présente convention. »

Comme une des clauses du traité stipulait des excuses que Mathias devait faire à Rodolphe pour lui avoir arraché la Hongrie et quelques autres pays, on convint que les archiducs Maximilien et Ferdinand seraient chargés de cette commission. L'empereur les reçut sur son trône. Au moment où, d'après la convention, ils allaient se mettre à genoux, Rodolphe ôta son chapeau et leur dit : « Quoique mon frère Mathias se soit gravement compromis à mon égard, je ne veux cependant pas faire à notre maison l'affront d'exiger, que vous, mes chers, fassiez à genoux cette excuse. » — Il leur dit ensuite de s'asseoir, fit tomber la conversation sur un autre sujet, les re-

conduisit jusqu'à l'antichambre, et leur présenta la main ainsi qu'à leurs chambellans. Ferdinand retourna bientôt après à Grœtz.

Cependant les mesures que Ferdinand avait prises au sujet des Protestants de ses états furent conduites avec tant de loyauté, qu'une foule de familles nobles et bourgeoises, même quelques-unes de celles qui avaient vendu leurs biens, reconnaissant les bonnes dispositions du prince, y retournèrent; beaucoup d'entre elles embrassèrent la religion catholique; d'autres prêtèrent le serment de fidélité, et l'archiduc, se conduisant envers ses sujets en vrai père, fit bénir son administration, ses provinces goûtant les doux loisirs de la paix et de l'ordre.

Ferdinand s'appliqua ensuite à entretenir l'harmonie, qui avait été rétablie en grande partie par ses soins entre Rodolphe et Mathias; mais on pouvait prévoir facilement qu'elle ne serait pas de longue durée; car Rodolphe, qui déjà auparavant s'était occupé à assurer sur la tête du jeune Léopold la couronne de la Bohême, et avec elle la dignité impériale, fit maintenant de nouveaux efforts pour lui procurer le titre de roi de Hongrie, au détriment de Mathias, avec lequel il ne s'était réconcilié que pour sauver les apparences. Le duc de Juliers venait de mourir sans héritiers; une foule de princes firent valoir de prétendus droits à cette succession, qui devint plus tard la

cause de longues guerres; Léopold se mit aussi sur les rangs. L'empereur profita de cette occasion pour le faire proclamer roi de Bohême. Il lui manda de mettre sur pied un petit corps d'armée, sous prétexte de défendre ses droits à la succession de Juliers; mais Léopold ne se fit pas attendre long-temps, marcha sur Prague, et occupa une partie de cette ville. Le roi Mathias devint furieux en apprenant cette nouvelle, il fondit comme un lion sur la Bohême, et alla mettre le siége devant Prague, avec un corps de dix-huit mille hommes. — Rodolphe, qui se voyait placé entre deux armées ennemies, craignant tout pour lui-même, conjura l'orage, solda de ses propres deniers les troupes de Léopold, les congédia, fit la paix avec Mathias, et consentit même à ce que celui-ci fût proclamé roi de Bohême, à la diète prochaine; ce qui eut en effet lieu bientôt après. Rodolphe ne survécut pas long-temps à cet événement, et mourut dans les premiers mois de l'année 1612, après un règne de trente-six ans.

L'électeur de Mayence convoqua à Francfort les autres électeurs de l'empire, pour procéder à l'élection d'un nouveau monarque. Tous s'y rendirent en personne, à l'exception de celui de Brandebourg. Le choix tomba sur Mathias dont le couronnement se fit avec une pompe extraordinaire. Son entrée à Vienne fut de même des plus importantes. Cependant Mathias ne plut ni aux

Catholiques ni aux Protestants; les uns ne se fiaient pas à lui, parce qu'ils se laissait dominer par l'évêque Klésel, qui était connu par son aversion pour la réformation; les autres ne l'aimaient pas, parce qu'il avait, non par conviction, mais pour avoir la couronne, fait trop de concessions au parti protestant.

L'année suivante l'empereur Mathias se rendit à Ratisbonne, où il fit un appel aux princes de l'empire, pour en obtenir des subsides contre les Turcs; mais il n'en obtint rien. Avant son départ il appela Ferdinand à Vienne, et lui confia l'administration des pays de l'Autriche intérieure ainsi que des affaires de la Hongrie : il lui donna pour conseillers le gouverneur de la ville *Trantsam* et le Baron *Jean de Mollart*. La sagesse, la douceur et la fermeté que déploya Ferdinand dans la gestion des affaires excitèrent l'admiration générale, et lui conquirent l'amour et la confiance des peuples. Mathias l'envoya ensuite en Moravie pour y tenir la diète, et le fit venir l'année suivante à Linz où furent assemblés les états pour y débattre les intérêts de l'empire, toujours en proie à l'invasion des Turcs; mais on n'y réussit pas plus qu'à Ratisbonne, et Mathias se vit obligé d'acheter, à de dures conditions, une trève de ces barbares.

A cette époque Ferdinand eut de graves démêlés avec la puissante république de Venise, qui lui

enjoignit de chasser les Uskokes, ce qui l'obligea à une guerre à laquelle il ne s'était pas attendu. Ces peuples étaient d'origine turque, avaient embrassé la foi chrétienne et s'étaient établis sur les frontières du Frioul et de la Croatie; le long de la mer Adriatique, où ils s'occupaient de pêche et de commerce; quelquefois aussi ils exerçaient la piraterie dans les parages de Venise. Ferdinand fit des observations, donna satisfaction aux Vénitiens, fit punir les coupables, et publia une ordonnance sévère pour réprimer de pareils abus. Mais cette expulsion des Uskokes et les pirateries qu'on leur reprochait n'étaient que des prétextes, le véritable motif qui avaient poussé les Véntiens à se plaindre fut leur désir de s'emparer des ports du Frioul et de la Croatie, encore au pouvoir de Ferdinand; ils trahirent leurs intentions en fondant tout à coup sur ces pays, mettant tout à feu et à sang et exerçant des cruautés inouïs. Ils pénétrèrent même dans l'intérieur des provinces, prirent Novi, Gradiska et une partie de Gortz. Ne se sentant pas de force à se mesurer avec des ennemis si puissants, Ferdinand fut obligé d'implorer les secours de l'empereur pour repousser ces agressions perfides, d'autant plus que les pays saccagés faisaient plutôt partie du royaume de Hongrie que de ses états propres. Il attendit longtemps, trouvant, peut-être, sans s'en douter, un adversaire dans le ministre même de l'empereur.

Cependant le danger augmenta de jour en jour, les Vénitiens n'omirent rien de ce qui pouvait humilier l'Autriche, ils appelèrent même le Turcs à leur secours; mais la Providence n'abandonna pas le pieux archiduc Ferdinand; au moment où tout paraissait perdu, et que Venise chantait partout victoire, l'Espagne se déclara pour le prince; le duc de Milan auquel cette puissance avait envoyé de fortes sommes d'argent, battit les Vénitiens, leur enleva toutes les places qu'ils avaient conquises sur Ferdinand, et fit, après de longs débats, une paix honorable pour ce dernier, assurant à ses sujets la liberté du commerce sur les côtes de l'Adriatique.

A cette même époque, l'empereur Mathias adopta Ferdinand et prit avec lui plusieurs arrangemens concernant la succession à l'empire. L'Espagne fit toutefois valoir des prétentions à la couronne impériale, mais on lui en fit voir la nullité et elle n'insista plus. — Cependant on sentit de plus en plus le besoin de fixer le choix du successeur au trône, et tous les regards se portaient sur Ferdinand, tous les autres archiducs renonçant sans peine à cet honneur.

Les électeurs eux-mêmes avaient déjà manifesté leurs intentions, et personne ne trouva de raison, pour refuser sa voix à celui que la Providence semblait avoir réservé dans des circonstances auss critiques pour conduire les rênes de l'état. L'em-

pereur Mathias, dont la santé s'altérait chaque jour de plus en plus et qui avait souvent reçu des preuves de la sagesse et de la fidélité de Ferdinand, n'entreprenait presque plus rien sans le consulter, et lorsqu'à la diète de Prague en 1617, le monarque le proposa aux Bohémiens pour roi, ces peuples, quoique partagés en Catholiques, Protestants et Calvinistes, reçurent cette proposition avec un égal enthousiasme, espérant trouver dans son administration le repos dont ils avaient tant besoin. Ferdinand fut couronné quelques jours après avec une pompe que rehaussa encore l'ivresse générale. Les états de Silésie le reçurent avec les mêmes démonstrations de joie. Mais les Protestans d'Allemagne, ligués eusemble contre les princes catholiques et surtout contre ceux de la maison d'Autriche, virent avec douleur cette élévation de Ferdinand, et à peine l'électeur palatin Fréderic eut-il appris que ce dernier venait d'être couronné roi de Hongrie, qu'il fit l'impossible pour empêcher que le nouveau monarque ne ceignît le diadème impérial. Il prévit, il est vrai, que ses intrigues ne parviendraient jamais à détacher de la maison d'Autriche tous les autres électeurs; il eut recours à d'autres voies et intéressa à cette affaire quelques puissances étrangères. Toutes ses cabales tombèrent dans l'eau, comme disait Ferdinand lui-même; mais, comme la suite le prouvera, il suscita de cruels embarras

à la famille régnante et entrava de tout son pouvoir la marche des affaires.

Peu de temps après le couronnement, une sédition violente éclata en Bohême. L'abbé de Braunau se plaignit de ce qu'au mépris du rescrit de l'empereur Rodolphe II, (qui avait permis aux états seulement et non particuliers protestants d'avoir des temples) ses sujets luthériens avaient commencé la construction d'un temple sur ses propes terres. On ne s'avancerait pas trop en affirmant que les fondements de ce temple devinrent la cause de la terrible guerre de *Trente ans.* — Un édit impérial vint aussitôt défendre la continuation de cet édifice ; mais les habitants de Braunau ne tinrent pas compte de cette défense et s'adressèrent à ceux qu'ils appelaient leurs *directeurs* et leurs *défenseurs* religieux, à la tête desquels se trouvait le comte *Mathias de Thurn*, gentilhomme de la Carniole.

Thurn était un de ces mécontents qui avaient autrefois vendu leurs biens et quitté les états de Ferdinand à cause du protestantisme. Il ne possédait que peu de biens en Bohême ; mais il avait su, par son éloquence, son zèle à défendre les nouvelles doctrines et par un feint dévouement à l'empereur, gagner la confiance des Bohémiens; au point qu'ils le nommèrent bourgrave de Carlstein, charge qui lui confiait la garde de la couronne, des joyaux du royaume ainsi que des privilèges

et chartes des habitants. Le cardinal Klésel, ministre tout-puissant de Mathias, lui fit ôter cette haute dignité et la conféra *à Jaroslaw de Martinitz* seigneur catholique. Cette mesure poussa Thurn à de violens accès de vengeance. A peine les habitants de Braunau eurent-ils communiqué leur plainte à leurs prétendus défenseurs, que Thurn convoqua une assemblée extraordinaire des Protestants de chaque district à Prague. L'empereur publia sur le champ un rescrit sévère proscrivant toute réunion de cette espèce. Malgré cette injonction, les défenseurs continuèrent à s'assembler, et déclarèrent dans une protestation qu'ils adressèrent au monarque : « qu'il ne s'agissait que de maintenir la liberté religieuse que Rodolphe leur avait octroyée et qu'ils étaient bien éloignés de comploter eontre l'autorité de l'empereur ; que tout ce qu'ils entreprenaient n'avait d'autre but que de procurer la gloire de Dieu et d'éloigner ce qui pourrait mettre des entraves à leur religion, c'est pourquoi, ajoutèrent-ils d'un ton hypocrite, chacun devait prier Dieu afin qu'il touchât le cœur de Sa Majesté pour le bien de ses fidèles sujets, et menât ces événements à une bonne fin, confondît leurs ennemis et ceux de Sa Majesté et la conservât encore long-temps en paix pour servir le Seigneur. »

Lorsque donc les états Hussites (que nous nommerons désormais *Utraquistes*) se furent réunis,

le 22 mai 1618, ils reçurent un avis de se rendre soit ensemble, soit par députation à la chancellerie royale, pour y recevoir communication d'un ordre de Sa Majesté. Ils y allèrent : le bourgrave les remercia de leur complaisance, et lut le rescrit de l'empereur, qui leur représentait que de telles assemblées étaient plutôt faites contre, que dans leurs intérêts, qu'on leur accorderait tout ce qui leur avait été promis, et qu'on les invitait à ne pas fournir de prétexte à la malveillance des perturbateurs, pour agiter les provinces.

Le lendemain, Thurn vint à la tête des Utraquistes, qui faisaient alors cause commune avec les Protestants, et qui se confondirent même avec eux en armes et sans se faire annoncer à la salle de la Régence, prétendant qu'on avait armé la ville contre eux, et allégua une foule d'autres griefs imaginaires. Le bourgrave réfuta facilement ces inculpations mensongères ; mais ils l'interrompirent par des cris sauvages, et firent un tapage effroyable ; alors un des chefs de la rébellion ; *Paul de Titschin*, fendit la presse et dit : « Qu'ils avaient appris, lui et les siens, que Sa Majesté Impériale venait d'adresser aux gouverneurs un rescrit sévère, dans lequel on établissait que leurs réunions étaient dirigées contre la personne de l'empereur et contre le royaume; que les Etats avaient outre-passé les priviléges accordés par le

rescrit de Sa Majesté, et s'appliquaient à provoquer les sujets à la révolte ; qu'on avait formé le projet d'assassiner les principaux membres des Etats, et de forcer le peuple par toutes sortes de violences à embrasser la foi catholique. Que personne n'avait d'ailleurs engagé le monarque à ces mesures de rigueur que ses conseillers ; que pour cela eux-mêmes étaient venus leur demander ce qu'il en était.

Les conseillers inculpés étaient sur le point de leur répondre; mais ces hommes furieux ne leur en laissèrent pas le temps. *Mathias Thurn*, *Lienhard de Vels et Wocabat Werkha*, sortirent des rangs, se jetèrent sur le premier bourgrave, Adam de Sternberg, qui représentait le monarque ; sur le premier chancelier et grand-prieur de Malte, Léopold de Lobshowitz, les emmenèrent de la chancellerie, les promenèrent par la ville, au milieu des huées de la populace, et précipitèrent ensuite par la fenêtre, à une hauteur de vingt-huit toises, dans les fossés du château, le bourgrave *Martinitz*, le président de chambre *Slawatka*, et le secrétaire *Fabricius*. La Providence conserva ces hommes qui, non-seulement ne se firent aucun mal en tombant, mais qui furent plus tard élevés aux premières charges de l'empire, tandis que leurs ennemis périrent de mort violente.

Les rebelles se virent donc placés sur les bords

de l'abîme; ils virent en frémissant, qu'ils avaient poussé les choses trop loin; cependant ils ne purent réparer l'attentat qu'ils venaient de commettre, et prirent la résolution d'achever ce qu'ils avaient commencé, sans s'embarrasser des suites. Ce fut là le plan de *Thurn*, qui les poussa à cette extrémité, ne connaissant plus d'autre issue. Ils rédigèrent une apologie de leur conduite, accusèrent les Jésuites d'êtres les auteurs de tous les maux, comme instiguant l'empereur contre les états fidèles et contre les Utraquistes; se plaignirent de ce qu'on éludait les concessions faites par le rescrit impérial; parlèrent des entraves qu'on mettait au libre exercice de leur culte, des priviléges qu'on leur retirait, etc.

Cette apologie fut envoyée à l'empereur, qui y fit faire une réponse solide, et qui ordonna au conseiller privé, *Eusèbe de Khayen* (qui était en faveur auprès de Thurn et des autres chefs), de se rendre à Prague, pour s'aboucher avec les rebelles, et essayer de les ramener à l'obéissance; mais tout fut inutile. Celui-ci revint sans avoir réussi dans sa mission, et conseilla à l'empereur de prendre les armes, puisque toute autre voie de conciliation était impossibe. Le monarque eut de la peine à se décider à en venir à une extrémité, n'aimant point tirer l'épée entre ses propres sujets. Il mit donc sur pied une armée, dont il confià le commandement à quelques conseillers de

guerre, en attendant l'arrivée des généraux-comtes *Buquoi* et *Dampierre*, tous bons capitaines et élèves du général *Spinola*. Il fut obligé d'en agir ainsi, ne pouvant pas se fier à un commandant du pays même. Il s'adressa aussi aux électeurs de l'empire, ainsi qu'au roi d'Espagne. Les premiers promirent du secours, et le dernier envoya des troupes et de l'argent.

Avant d'employer la force, l'empereur Mathias et le roi Ferdinand essayèrent encore une fois les voies de conciliation, et publièrent un manifeste, adressé au gouverneur de la Silésie et aux états de Moravie, dans lequel ils pulvérisèrent les misérables motifs allégués par les rebelles, et mirent au néant la fameuse apologie, citée plus haut. Ils leur prouvèrent d'une manière péremptoire, que tous les torts ne provenaient que d'eux-mêmes; que les infractions aux lois n'étaient dues qu'à quelques brouillons, qui avaient foulé aux pieds leurs serments, et qui occupaient encore des charges de l'état, quoiqu'ils se fussent élevés contre l'autorité impériale, et qu'ils ne fussent pas catholiques; que jamais on n'avait molesté personne, pour le motif de sa religion, etc.

Cependant les chefs de la rébellion avaient pris différentes mesures, fait arrêter des fonctionnaires publics, saisi leurs papiers, envoyé des ambassadeurs à plusieurs princes protestants, pour justifier leur conduite en présentant les choses

sous un faux jour. Leur première entreprise fut l'expulsion dès Jésuites. Le 9 juin 1618, ils les firent garder par cinquante hommes d'infanterie, et leur signifièrent ensuite, par un décret, qu'ils étaient à jamais bannis du royaume, sans que ni le pape ni qui que ce fût pourrait les rétablir. Ils reprochèrent, dans ce décret, aux Jésuites d'avoir depuis long-temps troublé la paix publique dans l'état, de chercher à soumettre au Pape et à sa domination tous les pays de la terre, de prêcher la révolte des sujets contre leurs princes, d'usurper quelquefois le pouvoir temporel, d'avoir, dans leurs serments et leur écrits, traité d'hérétiques les Utraquistes et les Protestants; d'avoir forcé, par des menaces et par la privation de leurs emplois, plusieurs de ces derniers à embrasser la religion catholique, etc.

Les Jésuites sortirent du royaume, n'emportant avec eux que le souvenir de leur innocence, mais publiant une réfutation sévère de toutes les imputations dont ils avaient été chargés. Ils terminèrent leur manifeste par ces paroles : « Pardonnez-leur; car ils ne savent ce qu'ils font. »

Les événements continuèrent donc à marcher. Les rebelles s'emparèrent de l'hôtel des postes, brisèrent le cachet des lettres, se saisirent de la correspondance impériale, des revenus du monarque, en un mot du pouvoir suprême. Ils remirent au comte Thurn les insignes de l'état, le réta-

blirent au château de Carlstein, envoyèrent des ambassadeurs pour solliciter des secours contre leur souverain légitime, entraînèrent les Protestants autrichiens dans leur révolte et levèrent des troupes. Malheureusement le feu de la discorde n'était pas encore éteint dans d'autres parties de l'Europe, et la moindre étincelle pouvait le rallumer. Les Silésiens envoyèrent aux rebelles trois mille hommes; les Moraviens érigèrent un nouveau directoire pour gouverner; le parti protestant releva la tête dans les provinces soumises à Ferdinand, et demanda la liberté religieuse illimitée; la Hongrie remua; la Transilvanie mit une armée sur pied; les autres états protestants d'Allemagne se préparèrent à la guerre, et appelèrent à leur secours la France, l'Angleterre, le Danemarck, la Suède, la Suisse et Venise; un orage effroyable s'amoncelait de tout côté, et menaçait d'écraser l'Autriche.

Semblable à un tendre père qui, avant de châtier son enfant, lui montre d'abord la verge, l'empereur Mathias fit arrêter sur les frontières de la Bohême l'armée destinée à combattre les rebelles, espérant toujours les ramener par la bonté; ce qui paraissait aussi le parti le plus prudent. Mais les conseillers de l'empereur et surtout le cardinal Klésel insistèrent sur une répression prompte et énergique des mouvements séditieux et prouvèrent par une multitude de raisons péremptoires

la nécessité d'étouffer dans son origine une révolte aussi injuste qu'atroce, afin de prévenir des conséquences plus fâcheuses.

Les événements vinrent justifier ces mesures proposées par les conseillers de la couronne, car avant même que les troupes du monarque n'eussent commencé à agir, les Silésiens s'étant réunis aux Bohémiens, ouvrirent la campagne, fondirent sur la Basse-Autriche, maltraitant, pillant partout les Catholiques ; trois villes, *Krummau, Pilsen* et *Budweis*, restèrent seules fidèles à Mathias ; tout le reste du pays se joignit aux rebelles.

Malgré les intrigues auxquelles les ennemis de Ferdinand eurent recours pour le perdre dans l'opinion publique, ils ne purent empêcher son élection comme roi de Hongrie ; ce prince fut en effet couronné le 16 mai 1618, ce qui fit grand plaisir à Mathias, miné par l'âge et les maladies, ce royaume ayant besoin d'être gouverné par un bras robuste, à cause des incursions continuelles des Turcs. De retour de son couronnement, qui s'était fait avec une grande magnificence et au milieu d'un immense concours de citoyens, Ferdinand se rendit à Vienne où l'empereur avait convoqué une diète dans l'espérance de ramener les rebelles à d'autres sentimens. Les membres des états, gagnés en grande partie au protestantisme et faisant cause commune avec les Bohémiens, refusèrent de s'y trouver, sous prétexte d'être vexés par les Catholiques, tandis

qu'eux-mêmes les vexaient horriblement, et répondirent à l'injonction du monarque que jamais on n'avait entrepris une guerre offensive sans le consentement du pays ; qu'on ne les avait pas consultés au sujet de la guerre contre les Bohémiens, et que le commandement des troupes avait été presque exclusivement confié à des chefs catholiques : ils ajoutèrent que si on les avait appelés à délibérer sur cette affaire, ils auraient certainement trouvé moyen de terminer les différents sans recourir à une guerre désastreuse dont les malheurs ne devaient être imputés qu'à ceux qui avait pris sur eux de la conseiller à Sa Majesté.

Pendant qu'on négociait encore, Thurn et son armée se livraient à des excès tellement révoltants, qu'une troupe d'ennemis n'aurait pu en commettre de plus grands ; la confusion devint générale. Les princes et Etats protestants d'Allemagne se réunirent à Rottenbourg d'où ils adressèrent des manifestes à l'empereur, à l'électeur de Saxe et aux chefs bohémiens : — au premier pour l'exhorter à la modération, le priant de faire cesser les hostilités ; — au second pour le rendre attentif sur les suites de la guerre déclarée par Mathias aux Bohémiens, la Saxe étant intimement liée aux intérêts de la Bohême ; — aux troisièmes pour les assurer de leur assistance et protection.

On eût bientôt lieu de se convaincre que la force des armes était le seul moyen de rétablir l'ordre,

si la guerre eût été faite avec énergie. Buquoi et Dampierre entrèrent enfin en Bohême par ordre de l'empereur, et traitèrent en ennemis ce royaume rebelle. Les Bohémiens ne s'étaient pas attendus à tant de sévérité, habitués qu'ils étaient à se jouer du monarque. Cette guerre eut été promptement terminée, et les Bohémiens s'étaient déjà adressés au duc de Bavière pour le prier de négocier, en leur nom, la paix avec l'empereur; mais les généraux de Mathias commirent deux fautes graves : la première fut de ne pas maintenir une discipline assez sévère parmi ces bandes wallones et hongroises, qui faisaient partie de leur armée et qui se livraient à des excès condamnables; la seconde provint du peu d'égard qu'on avait pour l'ennemi dans lequel on ne voulut voir qu'un ramassis de gens sans aveu et qu'on s'imaginait pouvoir facilement comprimer. L'expérience prouva bientôt qu'on s'était étrangement trompé à cet égard.

Dampierre fut battu dans une affaire près de Zschaslau et obligé de se retirer dans une forêt où ses soldats faillirent périr de faim; tous ceux qui allaient fourrager furent impitoyablement massacrés par les paysans. Buquoi ne se sentait pas de force à entreprendre quelque chose d'important et attendit du renfort, s'étant fortifié dans un poste avantageux. — La cavalerie bohémienne prit trente-huit voitures chargées de munition

et de vivres avec une forte somme d'argent envoyées de Vienne ; les huit cents soldats impériaux qui les escortaient furent taillés en pièces pour la plupart ; les Bohémiens mirent aussi le siége devant Pilsen, Budweis et Krummau, qui étaient restés fidèles à Mathias.

Les Bohémiens reçurent encore un puissant secours d'autre part, *Ernest de Mannsfeld*, surnommé le Bâtard, pour le distinguer de son père le comte Ernest de Mannsfeld, alors gouverneur dans les Pays-Bas, leur amena un corps de quatre mille hommes de vieilles troupes. Lui-même était un brave capitaine qui avait autrefois fait la guerre en Alsace contre les Protestants sous l'archiduc Léopold ; mais plus tard il passa dans les rangs des Protestants, l'archiduc n'ayant pu contenter son avidité et son ambition démesurée. Ce corps qu'il conduisit en Bohême avait aussi servi sous le duc de Savoie contre l'Espagne et reprit avec plaisir du service contre l'empereur, dans l'espoir de faire du butin.

Les Bohémiens, enivrés par les premiers succès qu'ils venaient d'obtenir et convaincus que leur audace mettrait Mathias dans l'impossibilité de faire la guerre avec avantage, eurent recours à tous les moyens pour lui susciter des embarras. Ils députèrent donc un gentilhomme silésien, nommé *Colin*, à Constantinople, pour engager l'empereur turc à déclarer la guerre au monarque al-

lemand, lui faisant entrevoir combien il lui serait facile d'humilier l'Autriche, toutes les provinces de cet empire s'étant à peu près révoltées contre le vieil empereur. Mais Mathias, qui fut instruit de cette ambassade, en prévint l'effet en envoyant au Sultan le baron de *Mollart*, qui fut assez heureux pour en obtenir une trêve de vingt ans. Ainsi les rebelles échouèrent dans cette coupable entreprise, ce qui, loin de les abattre, les enhardit encore davantage. Ils députèrent Mannsfeld au duc de Savoie pour en obtenir le corps d'armée disponible, après la paix conclue avec Venise, et qui était de quinze mille hommes tant infanterie que cavalerie. Leur plan était d'envahir l'Alsace, de fermer tous les passages de l'Italie et du Tyrol pour empêcher tout secours de la part des Espagnols. Mannsfeld partit aussitôt, muni de lettres de l'électeur palatin Frédéric, de Chrétien, prince d'Anhalt et de Jean Ernest, margrave de Brandebourg. L'union protestante promit l'argent nécessaire. Mais pour les attacher fortement à leurs intérêts, les alliés montrèrent au duc de Savoie la couronne impériale; à l'électeur palatin celle de la Bohême, comme devant être le prix de leur dévouement à leur cause. — Si, écrivaient-ils au duc de Savoie, l'électeur palatin vient à obtenir la couronne de Bohême, il fera tout pour assurer celle de l'empire à vous, son bienfaiteur, et qui aurez si puissamment contribué à son élévation; ce sera

chose d'autant plus facile qu'en sa qualité de roi de Bohême et d'électeur palatin il aura deux votes à donner, que l'électeur de Brandebourg dépend de lui, et que celui de Trèves se laissera gagner. Plan bizarre et qu'ils n'avaient pas plus envie d'exécuter qu'il leur eût été possible de le faire.

Les princes catholiques d'Allemagne virent l'orage grossir de plus en plus et s'unirent aussi pour le conjurer. L'Espagne envoya 1,200,000 florins, et même le pape Paul V envoya à la ligue catholique, dont le chef était le duc de Bavière, 200,000 florins. Sigismond III, roi de Pologne adressa un rescrit aux rebelles dans lequel il dépeignit en termes énergiques leur opiniâtreté, leur résistance à l'empereur, leur souverain légitime, les menaçant de voler au secours de ce monarque auquel il était allié par les liens du sang et par un traité solennel, au cas où ils ne déposeraient pas les armes et ne recourussent pas à la clémence de leur prince. Les Bohémiens répondirent à ce rescrit par leurs anciennes doléances, énumérant leurs prétendus griefs, alléguant des raisons mensongères et priant le roi de ne point prêter l'oreille à leurs ennemis et d'ajouter foi à ce qu'ils disaient, eux étant seuls les organes de la vérité.

L'empereur, qu'on avait si souvent joué, essaya encore une fois la voie de conciliation, et

publia, le 1er décembre 1618, un édit parternel et touchant, dans lequel il exposa aux états de la Bohême tous les maux que leur rébellion avait attirés sur ce beau royaume; il leur dit, qu'en appelant dans ses domaines des troupes étrangères, ils avaient commis le crime de lèze-majesté, et rendraient compte au tribunal de Dieu de tout le sang qui avait été répandu. Il attesta l'Eternel d'avoir fait tous ses efforts pour détourner le fléau de la guerre, et établir la paix troublée par quelques hommes parjures et ambitieux, n'étant nullement cause de tout ce qui pouvait leur arriver, s'ils persistaient dans leurs projets de révolte.

Les rebelles ne virent d'abord dans ce manifeste, qu'une marque d'impuissance; mais quand ils apprirent les préparatifs de la Pologne; quand ils virent la ligue catholique prendre une attitude menaçante, quand ils eurent enfin acquis la certitude que Mathias serait à même de les combattre avec avantage, ils eurent recours à leurs armes ordinaires, ils cherchèrent à gagner du temps, en protestant de leur fidélité et dévouement à leur souverain.

A cet effet, *Erasme de Tschernembel*, gentilhomme riche et puissant, qui s'était exilé de la Carniole, à l'exemple de Thurn, pour cause de religion, présenta, au nom des Utraquistes, un mémoire qui n'était qu'un tissu d'hypocrisie

adroitement combiné, dans lequel il prétendait prouver que le temps n'était pas encore arrivé pour juger sainement de l'état de la Bohême, tous les partis n'ayant pas été suffisamment entendus. Supposant même que les Utraquistes fussent coupables de rébellion, il ne voyait pas en quoi une guerre contre eux serait avantageuse à l'empereur, puisqu'en les réduisant il ne gagnerait que ce qui lui appartenait déjà, et récupérerait des provinces dévastées; ce qui d'ailleurs l'exposerait à des dépenses énormes; qu'il ne pourrait nullement compter sur un secours efficace de la part des étrangers, dont les finances étaient pour la plupart obérées; qu'ensuite la victoire n'était pas sûre, comme cela était prouvé par l'exemple des Hussites, dont une faible partie avait autrefois battu les troupes de l'empereur Sigismond et du Pape; — que sans doute l'empereur devait, comme chef de la chrétienté, punir l'injustice quand cela se peut, sans causer de préjudice, mais quand l'innocent souffre plus que le coupable, il valait mieux absoudre cent pécheurs que de condamner un seul juste; qu'à ses yeux, le seul moyen de terminer ces différends c'était d'user de modération, et que, pour cela on n'avait besoin ni de soldats, ni surtout de soldats étrangers (cet homme audacieux ne se souvenait donc pas que les rebelles avaient, les premiers, appelé à leur secours les étrangers); enfin il

ajouta, qu'en montant sur le trône, Sa Majesté avait solennellement promis de maintenir la paix, ce qui rendrait impardonnable l'effusion du sang; qu'un père pouvait bien punir des enfants rebelles à sa volonté, mais qu'il ne les faisait pas mourir; que Sa Majesté devait licencier au plus tôt ses troupes, pour prouver qu'elle voulait sincèrement la paix et le bonheur de ses sujets, etc.

Ce singulier mémoire, qui devait avoir pour résultat d'engager l'empereur à déposer les armes contre des rebelles, offrait un contraste d'autant plus frappant, que non-seulement les Bohémiens ne firent rien pour prouver leurs intentions pacifiques, mais continuèrent les hostililés et entamèrent des négociations avec l'électeur palatin, Frédéric, pour lui donner la couronne de ce royaume. Néanmoins le vieil empereur, que cette révolte avait singulièrement fatigué et qui soupirait après la paix, accorda une amnistie de deux mois aux rebelles, et convoqua une assemblée à Eger, à laquelle, par l'entremise de l'électeur de Saxe, devaient assister les commissaires impériaux, avec les députés des électeurs de Mayence, du Palatinat, de Saxe et du duc de Bavière, ainsi que les Etats, pour y plaider leurs intérêts réciproques. Le faible Mathias aurait désiré terminer cette malheureuse querelle avant de descendre au tombeau.

Bien des circonstances avaient contribué à le dégoûter de la vie depuis quelques années, et pour avoir obligé son frère à lui céder les couronnes que celui-ci ne déposa qu'à regret, il n'en fut pas plus heureux; car il n'avait pas rempli les espérances qu'on avait conçues de lui, et il fit regretter le règne de Rodolphe. Son successeur se conduisit envers lui à peu près de la même manière qu'il s'était conduit lui-même envers son frère; Ferdinand usa toutefois de plus de modération. Une des causes du plus poignant chagrin qu'il eut à essuyer, fut l'arrestation et l'éloignement du cardinal Klésel, son seul ami et son plus fidèle conseiller Il est incontestable que ce ministre n'ait encouru de graves reproches. Il avait reculé, autant que cela dépendit de lui, l'affaire de la succession, sur laquelle reposait cependant le salut de la famille impériale; parce qu'il craignait de perdre son influence, Ferdinand voulant régner par lui-même. Cette influence était telle, que le cardinal répéta souvent, quand on lui parlait d'affaires: *Voici l'Empereur*, se désigant lui-même. On l'accusait d'avoir retardé l'entrée des troupes impériales en Bohême; d'avoir fait nommer plusieurs officiers, sur lesquels il ne pouvait pas compter, sachant qu'ils n'attaqueraient pas les rebelles, d'avoir lui-même entretenu une correspondance avec ces derniers qu'il ménagea trop. Ces suppositions furent confirmées par ses écrits

dont on s'empara, et plus encore par les quarante mille ducats qu'on trouva dans son coffre, et qui contrastèrent puissamment avec la gêne dans laquelle se trouvait la cour. On lui reprocha aussi d'avoir sacrifié aux Turcs les intérêts de la Hongrie, d'avoir introduit la confusion dans les affaires de la justice, de la guerre et des finances, et surtout d'avoir donné de mauvais conseils à l'empereur.

Ce fut par ces motifs que Ferdinand et l'archiduc Maximilien, d'accord avec l'ambasseur d'Espagne *Ognate*, prirent la résolution d'éloigner le cardinal en secret. Un jour qu'il voulut rendre une visite à Ferdinand, le chambellan de Brenner alla le recevoir au haut de l'escalier. le conduisit dans un salon et lui annonça que la maison archiducale, de concert avec Sa Sainteté, s'était décidée à l'éloigner de la cour, qu'il devait par conséquent remettre son manteau et son chapeau de cardinal aux deux colonels Collalto et Dampierre. Le prélat protesta contre une telle injonction; mais comme il vit que la chose était sérieuse, il s'y soumit et fut aussitôt conduit, sous bonne escorte, en Styrie et de là au château d'Ambach en Tyrol. Plus tard, en 1623, le pape fit tenir un consistoire à son sujet, et comme personne ne se présenta pour l'accuser, il fut renvoyé de toute plainte et retourna dans son diocèse de Vienne; le prélat le recom-

manda même à Ferdinand qui eut souvent recours à ses conseils.

Lorsque le cardinal fut sorti de Vienne, Ferdinand et l'archiduc Maximilien en instruisirent l'empereur, qui ne répondit rien à cette nouvelle, quoiqu'elle l'affectât vivement; il souffrait alors de la goutte. Mais l'impératrice, qui était présente, en fut tellement frappée qu'elle répondit : « Je vois bien où l'on veut en venir : mon époux gêne trop, on voudrait le voir mourir. » — Cette pieuse princesse ne fit plus que languir depuis ce moment et mourut la même année. Elle s'était toujours distinguée par sa piété et fonda entre autre quatre couvents de capucins à Steyer, à Ratisbonne, à Budweis et à Vienne, consacrant pendant trois ans tous ses revenus à soulager les pauvres et à doter les églises.

Lorsque les députés des électeurs et princes de l'empire se furent réunis à Eger, les commissaires des Bohémiens rebelles s'y présentèrent aussi pour faire connaître leurs griefs. Comme ils n'avaient nullement envie de se réconcilier avec l'empereur, ils élevèrent leurs prétentions si haut, que ceux là même d'entre les députés qui se montraient le mieux disposés en leur faveur, ne purent s'accorder avec eux. L'assemblée se sépara donc sans autre résultat que celui de faire hâter les préparatifs de guerre de part et d'autre. Mathias n'eut plus le chagrin de voir sa bonté et sa longanimité

si mal, payées, il suivit bientôt après son épouse au tombeau : une attaque d'apolexie l'enleva le 20 mai 1619. Lui et son épouse furent les premiers déposés au caveau du couvent des capucins à Vienne.



Ferdinand prenait des mains des domestiques les plats qu'ils apportaient pour les donner aux pauvres

LIVRE II.

Avènement de Ferdinand au trône impérial, jusqu'à l'édit de restitution.

Si jamais prince parut digne de compassion, sans ressources et sans moyens de défense, ce fut Ferdinand après la mort de Mathias. Sa petite armée, qui avait subi un échec et qui était réduite de moitié, se soutenait à peine en Bohême où elle était cernée auprès du Budweis et de Krummau par les rebelles qui, renforcés par les Silésiens, régnaient sur tout le royaume, employant les deniers royaux à faire la guerre à leur monarque. On s'attendait même à recevoir à tout moment la

triste nouvelle d'une entière défaite de ce petit corps d'armée, le seul que possédât Ferdinand à cette époque. En sa qualité de souverain légitime de ce royaume, Ferdinand convoqua à Vienne les députés des états bohémiens pour s'entendre avec eux sur les moyens de redresser leurs griefs et de rétablir la paix dans ce pays si cruellement agité; mais les chefs des rebelles lui firent répondre qu'ils n'avaient pas cru devoir accepter la lettre de convocation, parce qu'on ne leur avait pas donné le titre de *directeurs* ni *d'Utraquistes*. Les états de la Haute et Basse Autriche refusèrent aussi l'hommage dû au prince et firent des difficultés au sujet des pouvoirs que l'archiduc Albert avait transmis de la Hollande à Ferdinand, lui cédant ses droits au gouvernement des provinces autrichiennes. Les Protestants déclarèrent solennellement qu'ils ne reconnaîtraient jamais d'autre prince que celui qui confirmerait leurs priviléges en tout point, et pour prouver que leurs intentions étaient sérieuses, les états du pays au-delà de l'Enn séquestèrent les domaines du monarque.

Thurn entra en Moravie, s'empara de l'abbaye de Goldberg, de la ville de Brün dont il força le bourgmestre à lui remettre les clés; il exigea ensuite des bourgeois le serment par lequel ils devaient s'engager à faire cause commune avec les états en révolte, et menaça le cardinal de Dictrichstein, qui de concert avec le prince Charles de

Lichtenstein, avait encore maintenu l'autorité de Ferdinand dans la province, de le jeter sur le champ par la fenêtre, s'il ne renonçait à sa charge. Le prélat, obligé de céder au mouvement qui entraînait tout, se retira, et on nomma aussitôt cinq directeurs protestants pour gouverner les pays; les rebelles destituèrent les autorités catholiques tant à Brun qu'à Almutz, chassèrent les Jésuites et donnèrent leur église aux Utraquistes. Thurn, n'ayant plus d'ennemis derrière lui, profita de la disposition générale des esprits pour s'avancer de plus en plus, et parut enfin le 9 juin 1619 sous les murs de Vienne.

Les relations que les rebelles avaient établies partout portèrent leurs fruits tant en Allemagne qu'au dehors. Les Protestants de l'empire levèrent des troupes; le prince de Transylvanie *Bethlen Gabor*, d'accord avec les Hongrois, les Bohémiens et les Turcs, s'était jeté sur la Hongrie et avait enlevé les villes de Kaschau et de Presbourg; Vienne tremblait de voir son armée se joindre à celle de Thurn pour mettre le siége devant une ville qui n'était nullement en état de résister. L'anxiété augmenta chaque jour. Thurn avait fait élever des batteries auprès de Saint-Ulrich et commença à bombarder le château impérial. Les boulets tombèrent même au milieu de la ville, et quelques bandes de Bethlen Gabor se montrèrent déjà en Autriche. Les Protestants du pays levèrent la tête,

et se concertant avec les rebelles Bohémiens, firent entendre leurs prétentions. Il ne s'agissait de rien moins que de se saisir de la personne de Ferdinand, de l'enfermer dans un monastère, de faire élever ses enfants dans la religion protestante et d'élire un prince de cette religion pour gouverner ses états, de donner un roi particulier à la Bohême et de réunir à la Hongrie l'Autriche, la Styrie, la Carinthie et la Carniole. Les esprits de la capitale étaient divisés ; les Protestants entretenaient des relations avec l'ennemi, et quoique quinze cents bourgeois fidèles et six cents étudiants catholiques eussent pris les armes et s'opposassent à toute trahison, le danger augmenta cependant de jour en jour.

Dans ce péril extrême les conseillers les plus dévoués à Ferdinand le conjurèrent de céder aux circonstances, ou de s'enfuir secrètement dans le Tyrol; les Jésuites même lui conseillèrent de prendre ce partie ; on dit que quelques-uns de ses courtisans s'adressèrent même en secret à Thurn pour se ménager une issue en cas de mauvais succés, lui proposant de faire décréter la liberté religieuse illimitée, de faire sanctionner le rescrit de Rodolphe avec toutes concessions faites aux Protestants, et d'accorder une amnistie générale ; mais ce chef rebelle, fier de ses succès et regardant Ferdinand comme son prisonnier, auquel il allait dicter la loi, ne daigna pas même répondre

à ces propositions; il exigea qu'on lui ouvrît une des portes de Vienne, selon les promesses que lui avaient faites les Protestants, continuant, en attendant, à bombarder la ville.

Il fallait que Ferdinand fût doué d'un courage extraordinaire, pour ne pas plier sous le poids de tant d'épreuves. Cependant sa grande âme ne se montra jamais dans un plus beau jour, qu'au milieu des dangers. Il rejeta avec indignation les propositions des conseillers. Souvent il s'était convaincu que le Seigneur, sur lequel il s'était toujours reposé avec une tendresse filiale, lui avait toujours montré la puissance de son bras, au moment où les hommes ne pouvaient plus rien sur lui; c'est pourquoi il s'attacha avec une nouvelle confiance à lui, dans ce péril extrême, sûr d'être secouru. Tout paraissait perdu pour lui; ses plus fidèles serviteurs n'osaient presque plus l'aborder. Alors Ferdinand s'enferma seul dans son cabinet, et se jeta aux pieds du Seigneur, qu'il conjura avec larmes de ne pas l'abandonner. Et le Dieu de miséricorde sourit à son humble supplication. Il sortit de son cabinet pleinement rassuré sur son avenir, lorsque seize gentilshommes protestants, ayant à leur tête ce même *Tschernembel*, dont il a été question plus haut, pénétrèrent dans le château par une brèche qu'avaient faite les boulets de Thurn, se présentèrent à lui et exigèrent impérieusement la re-

connaissance de leur confédération ; etc. *Henri Thoura*, l'un deux, lui parla surtout avec insolence, et le saisissant par les boutons de son pourpoint :—« Eh bien ! Ferdinand, lui dit-il, signeras-tu bientôt ? »

« *Jamais* ! » répondit le prince avec sang-froid : — Et, au même instant on entendit sur la place du château retentir des fanfares. — Les rebelles pâlissent. Buquoi avait trouvé moyen d'envoyer au secours de Vienne le régiment de Dampierre, commandé par le colonel Saint-Hilaire, qui pénétra en effet dans la ville par la porte des Pécheurs, avant que les rebelles pussent s'en douter. Ces braves allèrent se poster sur la place du château. Le son de cette musique paraissait aux oreilles des rebelles comme la trompette du jugement dernier ; ils se sauvèrent dans toutes les directions, se cachèrent où ils purent s'arrêter, tremblant pour leurs jours.

Cet heureux événement parut extraordinaire aux yeux de la bourgeoisie catholique qui, ayant appris le danger qu'avait couru Ferdinand, attribua sa délivrance à une faveur spéciale de la Providence. Ferdinand n'en parla lui-même qu'avec une émotion visible. Le bruit se répandit bientôt que Buquoi avait battu Mannsfeld, en Bohême, et marchait sur Prague. — Thurn, qui avais en vain assiégé et bombardé Vienne, furieux de se voir trompé dans ses espérances, déchargea

sa colère sur les Protestants de l'Autriche, qu'il accusa de l'avoir trompé, lui ayant fait accroire qu'il entrerait dans leur capitale sans coup-férir, tandis qu'il avait perdu beaucoup d'officiers et de soldats tués par les balles des Catholiques. N'osant plus continuer le siége, il se sauva en Bohême, pour s'opposer aux succès de Buquoi et sauver Prague. Quant à Ferdinand il ne perdit pas de temps, et les routes étant libres, il se rendit à Francfort, où les électeurs s'étaient réunis pour élire un successeur à Mathias, confiant l'administration de ses états à l'archiduc Léopold.

Il y trouva des hommes qu'il ne s'était pas attendu à y voir. Des députés bohémiens avaient prévenu son arrivée, et s'y livrèrent à toutes sortes d'intrigues pour empêcher son élection. Ils avaient remis à l'électeur de Mayence un long mémoire, pour s'efforcer de prouver que Ferdinand ne pouvait pas prendre part à l'élection du futur monarque, encore moins être élu lui-même; vu qu'il n'était pas le véritable électeur de Bohême, ayant porté la guerre dans ce royaume, dont la possession lui avait échappé; qu'en vertu de la Bulle d'or, les gouverneurs de la Bohême avaient le droit de siéger à l'assemblée électorale à la place de l'électeur non reconnu; que Ferdinand n'avait jamais siégé sur la Bohême, etc.

L'électeur de Mayence répondit à cette pièce indigeste qu'il connaissait ses devoirs; que Ferdi-

nand, ayant été élu et couronné roi de Bohême avec toutes les cérémonies usitées; ayant été reconnu comme tel par la nation pendant plusieurs années, ne pouvait être exclu de son droit à concourir à l'élection d'un empereur, par le seul fait que des sujets rebelles lui disputaient la possession de son royaume.

Les directeurs rebelles avaient adressé un semblable mémoire à l'électeur de Saxe, qui les renvoya à l'assemblée même des électeurs. Cette assemblée non-seulement ne fit pas droit à leur demande déplacée, mais leur refusa d'abord une audience, puis, connaissant leurs sourdes intrigues, les fit sortir de la ville. Malgré les clameurs des ennemis de Ferdinand, l'estime que les électeurs professaient pour lui fut telle, qu'il fut proclamé empereur à une imposante majorité, le 28 août 1619.

Les cabales des ennemis de Ferdinand et partant de la cause catholique en Allemagne, devaient avoir pour effet des résultats incalculables. Il ne s'agissait, en effet, de rien moins que de détruire toute la maison impériale. De concert avec les Bohémiens, l'électeur palatin, le margrave d'Anspach, le duc d'Anhalt et quelques autres princes protestants, délibérèrent sur les moyens de faire sortir la couronne impériale de la maison d'Autriche, et de priver celle-ci même de ses royaumes et provinces héréditaires. Dans ce but,

le duc d'Anhalt se rendit au nom des autres en Savoie, auprès du duc Charles-Emmanuel, pour lui proposer la couronne de Bohême et celle de l'empire, à condition que ce prince s'engageât à aider l'électeur palatin, Frédéric, à conquérir l'Alsace, et à le déclarer son successeur aux royaumes de Hongrie et de la Bohême. Il l'assura des voix des électeurs de Brandebourg et du Palatinat; lui fit entrevoir qu'on forcerait à cet arrangement les électeurs ecclésiastiques (dont ils s'étaient déjà d'avance partagé les pays). Les choses en étaient venues au point que le duc de Savoie avait promis de fournir huit tonnes d'or par an, pour faire la guerre à l'Autriche, et s'engagea à en obtenir autant de Venise, trois ans après ; à attaquer ensuite Ferdinand dans ses possessions du Frioul, de Gorz, de Gradisca et des provinces littorales de l'Adriatique; à décider la France à s'opposer à l'élection de Ferdinand; à déclarer la guerre à l'Espagne, et à provoquer enfin toutes les mesures propres à réduire Ferdinand, même en invoquant les secours des Turcs.

Pendant qu'on s'occupait de ces négociations, les directeurs de la rébellion convoquèrent une assemblée de leurs affidés, dans laquelle la religion catholique fut bannie, si non de droit, du moins par le fait de leur royaume, puisqu'ils firent aux Catholiques des conditions tellement

humiliantes et révoltantes, qu'aucun homme d'honneur ne pouvait y souscrire : ils ne laissèrent plus qu'une ombre d'autorité au roi, qu'ils firent dépendre de leurs caprices, et déclarèrent qu'au cas où il ne voulût pas s'y soumettre, ils se regarderaient comme absous du serment de fidélité envers lui. Ils désignèrent dans chaque district le nombre des cavaliers et des fantassins obligés de prendre les armes pour la défense de leur cause; se saisirent des revenus publics, et déclarèrent qu'à l'avenir ils ne toléreraient plus de lieutenants-royaux dans les villes qui dépendaient de Prague.

Enfin ils mirent le comble à tant d'audace, en déclarant déchu de la couronne le roi Ferdinand, pour le punir d'avoir introduit dans le royaume des soldats ennemis, qui s'étaient livrés à toutes sortes d'excès; d'avoir, secrètement et à l'insu des États, fait des traités tendant à bouleverser et à rendre malheureux le royaume; de n'avoir pas gardé son serment. — Ils élurent enfin « *par une inspiration particulière du Tout-Puissant, d'après sa volonté et son conseil, roi de Bohême, le comte-palatin et électeur Frédéric V, prince pieux et aimant Dieu, son salut, la justice et le bien général; doué d'esprit, de sagesse, de prévoyance et de beaucoup d'autres qualités; issu d'une race illustre, et allié à beaucoup d'illustres monarques, avec lesquels il vit en bonne intelligence :* » A cette

première décision, ils ajoutèrent plusieurs considérations pour le gouvernement du royaume.

Mais cette élection, faite *par une inspiration particulière du Tout-Puissant*, ne plut pas à tout le monde ; non-seulement parce qu'elle fut une violation flagrante d'un pacte légitime et solennel, un affront sanglant pour un prince si digne d'estime, mais parce qu'elle tendait à introduire dans le royaume le Calvinisme, aussi odieux aux Protestans que le Catholicisme ; l'électeur-palatin, nouvellement élu, professant cette secte. Mais pour colorer un peu leur conduite, les directeurs rebelles proposèrent, seulement pour la forme et quoique bien décidés à n'élire que Frédéric, trois autres candidats, le duc de Savoie, le roi de Danemarck et le duc Georges, électeur de Saxe.

Ils ne voulaient point du premier, parce qu'il n'était pas d'origine allemande, parlait une langue étrangère ; parce qu'il était de la religion du Pape et ne tolérait pas la réformation. Mannsfeld avait, il est vrai, annoncé qu'il était possible qu'il se fît utraquiste, ce qui n'était cependant guère présumable, etc.

Ils ne voulaient pas du second, quoiqu'il fût un ardent protestant ; parce qu'il aurait essayé de régner en souverain absolu, et n'aurait pas eu beaucoup d'égards pour les priviléges des Bohémiens, et qu'ensuite on pouvait craindre que les

états de son royaume ne s'opposassent à son départ.

Enfin ils ne voulaient pas du troisième, parce qu'il était déjà trop puissant, et aurait probablement cherché à rendre la couronne héréditaire dans sa famille ; parce qu'il lui aurait été plus facile qu'à tout autre d'attenter aux libertés des Bohêmiens, pour lesquels il n'avait jamais rien fait, à la cause desquels il avait nui au contraire ; parce qu'il ne consentirait pas à l'abolition des couvents ; parce qu'il n'aimait pas les Calvinistes, etc.

En apprenant le choix que les rebelles avaient fait de l'électeur Frédéric, les autres électeurs lui écrivirent des lettres pressantes pour le décider à refuser cette dignité, offerte par des sujets révoltés contre leur souverain légitime, l'empereur Ferdinand, qu'ils avaient privé de la couronne, en alléguant des motifs futiles et même injustes. Ils lui représentèrent tous les maux qu'il allait attirer sur sa tête, sur la Bohême, sur l'Allemagne entière, en acceptant une couronne dont on ne pouvait pas disposer ; ils lui exposèrent que Ferdinand allait incontinent marcher contre les rebelles qu'il lui était si facile de soumettre.

Frédéric avait trop de pénétration pour ne pas être frappé de la justesse de ces observations ; il reconnut son impuissance à lutter contre un monarque proclamé empereur d'Allemagne, et flotta

long-temps indécis; mais tout comme autrefois Adam, quoiqu'il prévît que par la pomme que lui offrait Eve, il ne serait pas semblable aux dieux, mais s'attirerait au contraire les châtimens dûs à la désobéissance, céda cependant; de même Frédéric succomba aux traits de la séduction de son épouse. — Celle-ci était fille de Jacques Ier, roi d'Angleterre, et lui dit un jour : — « Comment! tu as prétendu à la main de la fille d'un roi, et tu trembles devant une couronne qu'on t'offre? J'aimerais mieux ne manger que du pain à la table royale, que de faire bonne chère à la table d'électeur. » Ces paroles décidèrent la question (1). L'électeur partit d'Amberg, vers la fin d'octobre 1619, avec son épouse, ses enfans et toute sa cour, et s'approcha des frontières de la Bohême, où l'attendaient les députés des rebelles. Le comte *André Schlick* le reçut, et lui adressa un long discours, dans lequel il énuméra

(1) On dit que Frédéric lut les larmes aux yeux le décret de son élection, ayant le pressentiment du sort qui l'attendait. On prétend qu'outre son épouse, son chapelain, le ministre calviniste Scultetus, l'engagea encore à accepter la couronne; quoique son beau-père, le roi d'Angleterre, sa mère, l'électrice-douairière, Louise-Julienne, la cour de Dresde, et son cousin Maximilien, duc de Bavière, l'eussent fortement dissuadé.

les prétendus motifs qui avaient porté la nation à déposer le roi-empereur Ferdinand et à élire un prince pieux et dévoué à ses intérêts ; il rehaussa encore une fois *l'inspiration divine*, qui s'était manifestée dans cette affaire ; pria Son Altesse de vouloir bien les accompagner jusqu'à Prague, pour recevoir la couronne selon le rit en usage, et de vouloir bien leur remettre auparavant la contre-lettre usitée en pareil cas.

L'électeur reçut les députés la tête découverte et le chapeau à la main. Il leur répondit : « Qu'il était pénétré des sentimens d'amour et de confiance que les députés lui exprimaient et qu'il s'efforcerait de répondre aux espérances qu'on avait conçues de lui : qu'il avait d'abord fait quelques difficultés avant d'accepter cette haute mission, mais que ses conseillers, après avoir tout mûrement examiné et eu égard à l'unanimité des voix qui avait voté son élection, l'avaient engagé à ne pas s'opposer à la volonté de Dieu si manifeste dans cette affaire, et que par conséquent il allait prier le Très-Haut de conduire toutes choses à une heureuse fin, à la gloire de son saint nom. Qu'en outre il promettait, en sa qualité de prince de l'empire, de respecter et maintenir les priviléges et libertés des Bohémiens et des provinces incorporées à ce royaume et de gouverner avec la grâce de Dieu les peuples de manière à ce que personne ne fût en droit de se plaindre, espérant

que tout réussirait en paix et pour le bien général. »

Après ces paroles, les députés baisèrent la main de leur nouveau roi et se rendirent auprès de l'électrice, à laquelle ils s'adressèrent en langue française, la remerciant d'avoir, par ses instances, decidé son illustre époux à accepter la couronne d'un royaume si affligé, pour lui rendre son ancienne splendeur; ils allaient, ajoutèrent-ils, prier la Providence de répandre dans ce nouveau royaume ses grâces et toutes sortes de faveurs sur *Sa Majesté*, à la bienveillance de laquelle les États obéissans prenaient la liberté de se recommander très-humblement.

L'électrice que flattait singulièrement le titre de *Majesté* qu'on lui donnait pour la première fois, répondit qu'elle n'avait recherché en tout ce qu'elle avait fait que la gloire de Dieu et de sa religion et le bonheur des États, et qu'elle ne laisserait échapper aucune occasion pour leur prouver son amour et son dévouement à leurs intérêts.

Le couronnement du nouveau roi eut lieu le 4 novembre 1619, après que Frédéric eût d'abord accordé aux États ce qu'ils avaient exigé de lui; la cérémonie se fit d'une manière qui n'avait jamais été d'usage en Bohême; car lorsque les Etats eurent introduit le roi à l'église, un *Superintendant* calviniste, accompagné de quelques ministres de cette secte, le conduisirent à la chapelle

de Saint-Wenceslas, où ils le revêtirent du manteau royal, lui posèrent la couronne sur la tête, lui remirent les insignes de la royauté, récitant en latin toutes les prières prescrites par le rit catholique, avec la seule différence, qu'au lieu de grand'messe il n'y eut que des prêches et des cantiques en langue vulgaire. — Quelques jours après, la même cérémonie eut lieu pour le couronnement de l'électrice.

On donna ensuite aux Calvinistes les églises des Jésuites, le prêche eut lieu en langue allemande à l'église de la cour, et en langue française à la chapelle de Saint-Wenceslas. Et comme la cour professait le calvinisme, les églises affectées à ce culte furent arrangées à leur façon : on démolit les autels, on brisa à coup de hâches les crucifix et les statues, et comme les ouvriers ne parvenaient qu'avec beaucoup de peine et fort lentement à descendre un Christ placé au haut d'une église, on leur ordonna de le précipiter sur le pavé. ce qui eut lieu avec un fracas épouvantable et au milieu des railleries des spectateurs. Les images de la sainte Vierge devinrent l'objet des insultes les plus grossières; ils ne firent pas même grâce aux croix placées sur les monumens funéraires et les mutilèrent; le seigneur de Lobkowitz parvint avec peine à arracher à leur fureur sacrilége le magnifique et riche crucifix que l'empereur Rodolphe avait fait apporter, et qui ornait son tom-

beau. Ils foulèrent aux pieds les reliques des saints, les domestiques des ministres calvinistes en emportèrent des monceaux dans des paniers et les brûlèrent avec les riches ornements qui les encadraient. Le bois des autels, des crucifix et des statues servit à faire la cuisine, et lorsque les Catholiques leur offraient de fortes sommes d'argent pour se procurer comme objet d'art quelques-unes de ces belles statues, ils ne purent les obtenir, les Calvinistes fanatiques prétendant que ce serait charger leur conscience et contribuer à l'idolâtrie.

La veille de Noël on dressa à l'église de la cour une table avec douze chaises et une crédence, et le lendemain le roi apporta lui-même un gâteau, les autres en reçurent un morceau sur un plat dont chacun prit sa part et la mangea en l'accompagnant d'un peu de vin, c'est ce qu'ils appelèrent *la cène*. Une foule de Catholiques et d'Utraquistes, qui assistèrent à cette cérémonie, s'en retournèrent, honteux d'avoir élu pour roi un prince calviniste. Les ministres protestants ne contribuèrent pas peu à augmenter le mécontentement qui se manifestait partout en déclamant contre les briseurs d'images, et la confusion, allant toujours croissant, les gens du roi se plaignirent de ce qu'on les avait fait venir dans un pays où ils n'étaient pas même sûrs de la vie. Ce qui n'empêcha pas le roi de demander au magistrat de la vieille-ville de faire disparaître le grand crucifix qui ornait le pont; mais il

lui répondit que cela n'était pas en son pouvoir, que ce crucifix ayant été érigé par un vœu de toute la bourgeoisie, il fallait son consentement pour le faire ôter, que si toutefois Sa Majesté avait envie d'en commander elle-même l'éloignement, le magistrat ne pouvait répondre des suites qu'entraînerait cette affaire. Comme le bruit se répandit qu'on allait en effet faire disparaître ce Christ, on ordonna aux factionnaires postés sur le pont de faire bonne garde et de précipiter dans le fleuve le premier qui oserait s'attaquer à ce crucifix, sans avoir égard au rang de la personne. Le comte Thurn, le plus ardent protecteur de l'électeur couronné, lui reprocha d'avoir fait briser les statues et les autels des principales églises du royaume, et lui exposa que cela pourrait occasioner des séditions dans la ville où le prince ne serait plus même en sûreté dans son palais, la Bohême ne ressemblant point en cela au Palatinat.

L'empereur Ferdinand, que des affaires pressantes retenaient encore en Allemagne, avait appris cette nouvelle insulte des Bohémiens et en fit aussitôt publier une relation ainsi qu'un rescrit qui cassait tout ce qui avait été fait. Cette pièce jeta l'épouvante dans le camp des rebelles; beaucoup d'entre eux furent consternés et se repentirent d'avoir cédé aux instigations des directeurs. Ils avaient d'autant plus sujet d'être mécontents qu'ils s'étaient attendus à voir couler à grands flots l'or

anglais, à recevoir des charges brillantes, des emploits lucratifs dans les provinces autrichiennes; mais rien n'était arrivé. Les plus raisonnables d'entre eux prévoyaient que cet état de choses ne durerait pas long-temps en Bohême et que les chefs des rebelles avaient assumé sur eux une terrible responsabilité; mais ils paraissaient encore rassurés pour le moment, car un nouvel orage se préparait à fondre sur Ferdinand. Bethlen Gabor, que le sultan venait de nommer prince de la Transylvanie, et qu'il désigna bientôt après pour être roi de Hongrie, avait, malgré ses protestations d'amitié pour Ferdinand, fait un traité d'alliance avec les Hongrois protestants contre l'Autriche et mis sur pied une armée de soixante mille hommes, attirant en outre à lui une foule de rebelles de ce royaume avec lesquels il traversa la Hongrie et s'avança vers les frontières de l'Autriche. Vienne tremblait. L'archiduc Léopold, auquel Ferdinand avait confié la garde de cette capitale, ne sut à quoi se résoudre et commit la faute de rappeler de la Bohême le général Buquoi avec son armée pour couvrir Vienne, ce qui débarrassa les rebelles de la présence de ce chef distingué et mit Thurn à même de retirer aussi ses troupes de ce royaume et de les réunir à l'armée de Bethlen Gabor. Lorsque le pauvre Ferdinand revint de Francfort avec son titre d'empereur, il trouva la capitale assiégée par plus de quatre-vingt mille ennemis, qui avaient

infesté toute la contrée circonvoisine. Buquoi et Dampierre, malgré des prodiges de valeur, s'épuisaient dans les combats continuels qu'ils avaient à livrer à des forces bien supérieures aux leurs; la disette se fit sentir dans leur camp, et comme ils ne recevaient point de secours, et que rien ne pouvait empêcher les ennemis à suivre leurs succès, tout paraissait à jamais perdu pour Ferdinand.

Si jamais l'empereur parut admirable, ce fut dans ces graves circonstances où, semblable à un rocher battu de toutes parts par les flots d'une furieuse tempête, il voyait tout le monde se liguer contre lui. Cependant il conserva le calme de sa belle âme et eut recours à ses armes ordinaires, à la prière. — Il s'adressa avec une vive confiance au dieu des armées duquel seul il attendait du secours. Il n'est personne qui s'étant trouvé dans un cas pareil, abandonné des hommes et en proie aux plus grands revers, voyant tout à coup ses affaires les plus désespérées reprendre une tournure favorable, ait pu attribuer ce retour au bonheur, à un cas fortuit, à l'aveugle hasard, sans entendre sa conscience l'accuser d'ingratitude; de même Ferdinand compta sur l'assistance de cette aimable Providence, qui plus d'une fois déjà l'avait sauvé des plus grands périls, et sentit son cœur palpiter d'espérance et même d'une joie secrète à la pensée que le Seigneur volerait encore

à son secours dans ce moment si critique. — Lors donc que tout parut perdu et qu'on s'attendait à un coup décisif de la part de ses nombreux ennemis, Dieu montra la force de son bras et terrassa ses superbes adversaires.

Tout à coup le farouche Gabor disparut comme un éclair. *Hammonay*, un serviteur fidèle, qui déjà autrefois avait lutté contre le prince de Transylvanie, avait ramassé huit mille braves Polonais avec lesquels il fit une irruption en Hongrie et battit près de Kaschau, Georges Rakoczy, un des lieutenants de Bethlen Gabor, puis ayant reçu un renfort de dix mille fidèles Hongrois, il attaqua et défit les troupes du Transylvanien. A peine ce dernier eut-il appris ces fâcheuses nouvelles, qu'il décampa avec son armée, laissant Thurn seul assiéger Vienne. Celui-ci dont l'armée avait été décimée par les maladies et la famine, n'osant tenir tête à Buquoi, se sauva aussi en Bohême, et de cette manière Vienne se vit tout à coup délivré de ses ennemis comme par enchantement.

Après cet événement qui tenait du miracle, Ferdinand s'occupa de l'affaire du serment de fidélité que devaient prêter ses sujets dans la province héréditaire d'Autriche ; mais il rencontra de puissants obstacles.

Il convoqua les états et fut obligé de le faire une seconde fois ; les Catholiques répondirent à son appel, mais les Protestants refusèrent de s'y

rendre, et lui firent à ce sujet des propositions qui blessaient son honneur et ses droits de souverain ; comme ils espéraient l'intimider, ils levèrent des troupes et armèrent les paysans. Ferdinand leur fixa un dernier terme au 1er juin 1620, déclarant coupable de lèze-majesté ceux qui résisteraient encore. Enfin, après beaucoup de protestations et de pourparlers, de rescrits et de menaces, les États de la Basse-Autriche prêtèrent ce serment le 13, mais ceux qui demeuraient au-delà de l'Enn persévérèrent dans leur refus jusqu'à ce que des troupes bavaroises pénétrassent dans la province pour briser leur orgueil.

Cette entrée des Bavarois dans les États autrichiens fut motivée par le fait suivant. Ferdinand s'était arrêté à Munic à son retour du couronnement. Le duc de Bavière, son ami d'enfance, le reçut avec une grande pompe et lui donna plusieurs fêtes brillantes. Il se montra disposé à assister l'empereur de tout son pouvoir dans les circonstances fâcheuses où se trouvait alors ce dernier. Comme les dépenses nécessitées par la guerre avaient épuisé le trésor de l'empereur, il fallut recourir aux moyens de couvrir treize millions, et Ferdinand fut obligé, pour se tirer d'embarras, d'engager à Maximilien le pays au-delà de l'Enn, jusqu'à ce que cette somme que lui avança ce prince fût payée. Les électeurs catholiques avaient de même promis des secours à Ferdinand, et Khéven-

hiller parvint, à force d'instances, à triompher des répugnances de l'Espagne, qui depuis long-temps n'avait rien fait pour l'empereur et la ligue catholique. L'Espagne accorda donc enfin des subsides, et les vices-rois reçurent l'ordre d'envahir les états *du roi d'hiver*, (nom qu'on donnait alors à Frédéric, roi intrus de Bohême) en y faisant passer une partie des troupes stationnées dans les Pays-Bas.

Tout se préparait donc à une guerre longue et acharnée. L'empereur et le duc de Bavière levèrent de nouvelles troupes, les princes protestants s'assemblèrent à Ulm où ils tinrent conseil et convinrent d'armer de même. Anspach et Bade devaient jouer le rôle principal dans cette lutte. Le nouveau roi de Bohême envoya, après son couronnement, le comte *Solms* à l'électeur de Saxe pour le prier de lui permettre de lever des troupes dans ses états; mais ce seigneur fut mal reçu; l'électeur, pour toute réponse, lui fit lire une sentence inscrite sur les murs de sa salle à manger : « Je crains Dieu, j'aime la justice, et j'honore mon empereur. » Soit que l'électeur fût irrité de n'avoir pas été élu roi de Bohême, soit par haine du calvinisme triomphant dans la personne de Frédéric, soit enfin par attachement pour Ferdinand, ce prince, au grand étonnement des Protestants, entra dans la ligue catholique assemblée à Muhlhausen, pour travailler au rétablissement de la paix. Cette assemblée adressa un édit aux états bohé-

miens, aux chefs de l'union protestante, à toute la noblesse révoltée contre l'empereur pour l'engager à mettre fin à cette rébellion; elle écrivit même à Frédéric ainsi qu'aux États de la Hongrie, de la Silésie, de la Moravie, de la Lusace, de l'Autriche pour leur recommander leur soumission à l'empereur qu'ils se disaient devoir soutenir de toutes leurs forces. Ferdinand publia aussi un monitoire adressé à tous les princes et villes protestants ; les réponses qu'on y fit furent évasives, conçues en termes respectueux, mais laissant entrevoir la pensée de se défendre jusqu'à la fin. L'électeur Frédéric fut vivement piqué de ce que les chefs de la ligue catholique lui refusaient le titre de roi que lui donnaient cependant quelques princes étrangers, et annonça qu'il saurait bien défendre son royaume au besoin.

Pendant ces pourparlers, les troupes que l'empereur et le duc de Bavière avaient fait lever dans les Pays-Bas se mirent en marche; les généraux espagnols Spinola et Corduba allèrent occuper le Palatinat avec vingt-quatre mille Espagnols; Bade entra sur le territoire autrichien. L'armée de l'Union se concentra dans les environs d'Ulm, celle de la ligue entre Laningen et Gunzbourg sur le Danube, lorsque tout à coup la paix fut faite. Cette nouvelle surprit les Bohémiens, qui avaient placé toutes leurs espérances sur les troupes de l'Union et qui apprirent, non sans étonnement, que l'Union,

craignant d'être attaquée à la fois par les Bavarois et les Espagnols, avait accepté la médiation de la France pour échapper à une destruction totale. Une des conditions posées par la France fut que l'Union ne devait pas s'immiscer dans la querelle des Bohémiens et de prêter secours à Frédéric qu'autant qu'il serait attaqué dans le Palatinat. Telle fut la fin de cette fameuse Union qui s'était montrée si formidable à l'empereur et qui pendant onze ans avait fait tant de mal pour aller s'éteindre dans le ridicule. La France en agit ainsi envers elle pour s'en débarrasser; car si l'Union avait succombé sous les armes de l'Autriche, cette dernière puissance eût pu dicter facilement des lois au rete de l'Allemagne, ce qui ne convenait pas à la France rivale de la maison impériale; si au contraire l'Union protestante avait triomphé, elle avait donné la main aux Huguenots français et rallumé le feu de la guerre civile en France. Cette pauvre Union devint donc le jouet de la politique des Parisiens et s'en alla mourir couverte de honte, et odieuse à l'Europe qu'elle avait mécontentée sans s'en douter.

Lorsque ce résultat fut obtenu, le duc de Bavière, à la tête d'un corps d'armée, entra dans la haute Autriche pour demander le serment de fidélité par intérim d'un pays qui lui avait été engagé. Il reprocha aux États leur infidélité, la part qu'ils avaient prise à la révolte des Bohémiens qu'ils

avaient secourus en hommes et en argent, leur refus de rendre hommage à leur souverain légitime et surtout leur infamie d'avoir voulu se soumettre aux Turcs plutôt qu'au prince appelé à les gouverner.

Malgré la sévérité de ce langage et des menaces qu'il employa, le duc ne réussit pas sitôt dans sa démarche, et ses troupes ayant été obligées de livrer un combat acharné aux paysans armés, Maximilien se vit forcé d'appeler à son secours le général Tilly avec six mille hommes; ce qui n'empêcha pas les Etats d'exiger, avant la prestation du serment, 1° la confirmation de leurs priviléges tant spirituels que temporels; 2° l'éloignement des troupes bavaroises, et la délivrance de Lintz de toute garnison; 3° une amnistie générale de tout le passé. — Une correspondance interceptée fit connaître la cause de cette résistance des habitants de la haute Autriche. L'électeur couronné et les chefs des rebelles Bohémiens les avaient engagés à la révolte, leur promettant de les soutenir, de faire même une irruption en Bavière pour forcer le duc Maximilien à rappeler ses troupes. Celui-ci, qui n'avait nullement envie de perdre son temps à de longues discussions, d'accord avec le député autrichien, Charles de Harrach, exigea sur le champ le serment, fit licencier leurs troupes, mit une garnison dans Lintz et dans d'autres villes. Ceux des seigneurs absents furent avertis d'avoir

à envoyer par écrit la formule de leur soumission s'ils ne voulaient s'exposer à des poursuites judiciaires. L'électeur de Saxe manda en même temps à l'empereur Ferdinand qu'il avait réuni un corps de huit mille hommes d'infanterie et de deux mille cinq cents de cavalerie, qu'il comptait augmenter encore pour rentrer le 16 août suivant dans la Lusace et opérer ensuite sa jonction avec l'armée impériale et bavaroise pour réduire les Bohémiens rebelles.

Cette nouvelle causa une vive sensation à la cour de Frédéric qui se prépara à une défense désespérée. Il publia un édit qui prescrivait une levée générale, fit ensuite taxer les Catholiques et les Juifs, vendre les biens ecclésiastiques, porter au trésor l'argent des veuves et des orphelins, et exerça toutes sortes d'extorsions. Mais pour attirer la bénédiction de Dieu sur ses armes, il exhorta tous ses sujets à la piété, à la crainte de Dieu et à une vie sage. Pour mettre le comble à ces dispositions religieuses, il ordonna une nouvelle guerre contre les images et les statues dans toutes les églises du royaume. Et quoique les ministres protestants déclamassent partout contre cette fureur iconoclaste, le peuple alla cependant par curiosité assister aux prêches calvinistes, le chapelain de la cour, Scultetus, cherchant surtout à attirer le monde par son éloquence. Frédéric était surtout irrité contre l'électeur de Saxe, qui

avait en effet envahi la Lusace ; il le priva de tous les fiefs qu'il possédait en Bohême, y ajouta même l'insulte, ce qui surprit tout le monde ; car l'on ne put concevoir qu'au lieu de faire des efforts pour gagner un prince si puissant, il se conduisait de manière à s'aliéner sa bienveillance.

Les Bohémiens reçurent aussi de puissants secours : Bethlen Gabor leur envoya un corps de cavalerie ; le comte *Styrum* leur amena cinq cents fantassins et deux cents chevaux ; le duc de Saxe Weimar deux mille mousquetaires. Un autre corps d'armée attendait en Moravie l'ordre de marcher, et parmi les généraux de Frédéric on remarquait le prince d'Anhalt qui avait le commandement suprême, son fils, les ducs de Weimar et de Lauenbourg, les comtes de Thurn père et fils, Ernest de Mannsfeld, deux comte Styrum et beaucoup d'autres seigneurs appartenant aux premières maisons d'Allemagne. Le roi se proposa de marcher lui-même avec les troupes, espérant que les Etats suivraient son exemple ; mais la plupart d'entre eux s'excusèrent. Cependant, malgré les bravades de quelques officiers, malgré les insultes prodiguées à l'empereur et au duc de Bavière dont on espérait réduire facilement les forces, les soldats de Frédéric n'étaient ni trop rassurés, ni trop contents ; car tandis qu'eux-mêmes souffraient de la faim, la cour et noblesse regorgeaient de tout ; un autre grief qu'on reprochait encore à

Frédéric, c'était d'avoir appelé en Bohême une foule d'étrangers qui reçurent biens et dignités, tandis que les Bohémiens en étaient privés.

Pendant que Frédéric s'occupa des moyens de fortifier son camp, de mettre la ville en état de défense, le duc de Bavière essaya d'opérer sa jonction avec Buquoi, qui tenait toujours Bethlen Gabor en échec. Ce dernier venait de se faire proclamer roi de Hongrie et s'avançait avec dix mille hommes pour bloquer Presbourg, lorsqu'une nouvelle révolte le rappela en Transylvanie. Dès que cet orage fut dissipé, Buquoi rejoignit le duc de Bavière. Il aurait voulu accorder à ses troupes quelques jours de repos; mais Maximilien lui représenta qu'il n'y avait pas de temps à perdre: ils partirent donc ensemble, s'emparèrent de plusieurs villes occupées par les rebelles qu'ils battirent dans différentes rencontres.

Le duc de Bavière désirait se porter sur Prague afin de frapper un grand coup, de forcer les rebelles à accepter la bataille, espérant réduire et à étouffer ainsi la rébellion par la prise de la capitale : et l'événement prouva que ses prévisions étaient fondées. — Mais avant d'en venir à une action, Frédéric essaya encore une fois la voie des négociations. Il fit demander par une trompette la permission d'envoyer un député à Maximilien, ce qui lui fut accordé. Ce député remit une lettre dans laquelle le roi se plaignit de voir un membre

de sa propre famille venir, à la tête d'une armée, lui disputer la possession d'un royaume que lui avaient conféré les Etats, et demanda en même temps une entrevue au duc. Maximilien lui répondit qu'il n'agissait pas ici en son nom privé, ni par aucun motif de haine personnelle, mais comme prince allemand, en vertu du traité conclu à Mulhausen; et que quant à l'entrevue, elle pourrait avoir lieu dès que Frédéric aurait renoncé à un titre que lui, Maximilien, ne lui reconnaissait pas, puisqu'il ne pouvait y avoir qu'un seul et légitime roi de Bohême, l'empereur Ferdinand.

Cette réponse prouva à Frédéric qu'il n'avait rien à espérer que du sort des armes, et il fit faire de redoutables préparatifs de défense. Le corps d'armée qui se trouvait en Moravie se joignit aux rebelles, ce qui rehaussa encore leur courage, d'autant plus, qu'étant très-bien retranchés et commandés par un général expérimenté, ils pouvaient se mesurer avantageusement avec l'armée impériale, qu'ils surpassaient en nombre. Le duc de Bavière, Buquoi et Tilly furent obligé d'admirer leur belle tenue, et les heureuses dispositions qu'ils avaient prises.

Le 8 novembre 1620, les deux armées se rencontrèrent sur la montagne, dite Blanche, auprès de Prague. Maximilien commanda en personne, assisté de Buquoi et de Tilly. Sur l'enseigne principale de l'armée était peinte l'image de la Sainte-

Vierge. Lors donc que tout fut préparé, entre midi et une heure, Maximilien donna le mot de l'attaque, qui était *Sancta Maria*. — L'armée impériale l'accueillit avec enthousiasme et se précipita sur l'ennemi. On se battit de part et d'autre avec un incroyable acharnement, et la victoire flotta long-temps incertaine, lorsque Chrétien d'Anhalt fit à la tête de sa cavalerie une décharge si brillante, qu'il refoula deux régiments impériaux. Dès que Tilly s'aperçut que la ligne avait été interrompue, il fit avancer le colonel Craz, qui commandait l'aile droite des Bavarois, et qui reçut si bien la cavalerie d'Anhalt, qu'il blessa mortellement le prince et dispersa son corps. La mêlée devint alors générale. Buquoi força le camp de l'ennemi, qui fut mis en déroute; la cavalerie de Bethlen Gabor se débanda et entraîna l'infanterie; la bataille fut perdue pour les rebelles. Ce fut l'affaire d'une heure, et six mille soldats bohémiens jonchèrent le camp; une immense multitude se noya dans le Moldau, cinq cents furent pris, et les dix canons qu'ils avaient avec eux tombèrent au pouvoir des vainqueurs, dont la perte ne dépassa pas quatre cents hommes.

On regarde cette étonnante victoire comme une faveur spéciale du ciel, surtout ayant été remportée à la place même où les Bohémiens reçurent l'électeur pour le saluer roi, et le dimanche où l'Eglise catholique chante dans l'Evangile : « Ren-

dez à César ce qui appartient à César. » L'armée autrichienne-bavaroise fut obligée de traverser des défilés, et de passer sur un pont exposé au feu de l'ennemi pour se ranger en bataille ; plusieurs colonels, entre autres le fameux Wallenstein, dont il sera si souvent question dans le courant de cette histoire, secouèrent la tête lorsque l'ordre d'avancer fut donné ; ils attaquèrent même Tilly, quelques semaines plus tard, dans une brochure, à laquelle ce général ne répondit que par sa victoire.

L'électeur palatin était à table, donnant un festin splendide, lorsque le bruit du canon annonça le commencement de la bataille. Il monta aussitôt à cheval pour se rendre au camp ; mais il était à peine arrivé sur les remparts, qu'il rencontra son généralissime, le duc d'Anhalt, qui courait à lui sans chapeau, lui annonçant la perte de la bataille. Une foule d'autres fuyards suivaient le duc ; Frédéric leur fit ouvrir la porte de la ville, et se convainquit par lui-même de la réalité de la chose. Il courut en désespéré au château, pour de là se sauver dans la vieille-ville avec son épouse, ses enfants et quelques-uns de ses principaux adhérens, où ne se croyant pas en sûreté, il se réfugia à Breslau, abandonnant ses voitures et jusqu'à sa décoration de l'ordre de la Jarretière, que lui avait conféré le roi d'Angleterre. Mais de plus brillants trophées qu'il oublia d'emporter,

furent d'une part sa couronne, et de l'autre les papiers concernant toute cette conspiration, par lesquels l'empereur connut tous ses ennemis secrets. Ferdinand poussa la générosité jusqu'à leur accorder un laps de trois mois, pour qu'ils pussent se dérober par la fuite au châtiment qu'il aurait été en droit de leur infliger. Cette bataille fit entrer dans le devoir la Bohême, la Moravie et la Silésie, dont les habitants prêtèrent sans difficulté le serment de fidélité.

Frédéric avait obtenu une trêve de huit heures; les chefs de la révolte le pressèrent de rester au milieu d'eux, et de ne pas s'abandonner lui-même, rien ne paraissant encore perdu. Prague, disaient-ils, tiendra, et il sera facile d'y mettre une bonne garnison, et de tenir tête aux Autrichiens; Tilly n'était pas en mesure d'entreprendre le siége de cette grande ville; nous ferons tout, ajoutaient-ils, pour conserver nos priviléges et notre religion, ne serait-ce que pour échapper à la vengeance de Ferdinand; mais Frédéric, que ce premier échec avait abattu, ne voulut rien entendre, il porta même la méfiance jusqu'à soupçonner qu'on ne le pressait ainsi que pour l'envoyer à l'empereur.

De Breslau, où il était arrivé en fugitif, il adressa une lettre à Thurn pour le consulter; il écrivit aussi aux chefs de l'ancienne Union, mais les réponses qu'il en reçut n'étant pas satisfaisan-

tes, il se réfugia à Berlin, auprès de l'électeur de Brandebourg, où il attendit quelque temps pour de là passer en Hollande.

Ce ne fut qu'en janvier 1621, que l'empereur envoya le comte Charles de Lichtenstein, en Bohême, en qualité de commissaire, pour faire le procès aux chefs de la révolte. On arrêta le même jour et à la même heure les principaux moteurs de ce complot sanglant, et lorsqu'on eut, par toutes les formes juridiques, acquis la certitude de leur culpabilité, vingt-quatre d'entre eux furent décapités, le 21 juin, sur la grande place de l'Hôtel-de-Ville, à Prague, parmi lesquels se trouva un seul catholique. La peine de mort avait encore été prononcée contre une foule d'autres coupables; mais Ferdinand, qui aimait tant pardonner, leur fit grâce et les condamna à une détention perpétuelle. Thurn et vingt-neuf autres fauteurs et instigateurs avaient su se dérober au châtiment mérité, en s'exilant eux-mêmes des terres de l'empire; on leur fit néanmoins le procès, et leurs biens furent confisqués. Ensuite on congédia tous les ministres protestants, et la liberté religieuse illimitée fut abolie.

Quoique le trésor de l'empereur eût été épuisé par cette guerre si longue, et que le prince eût même contracté des dettes, il ne s'appropria rien des biens confisqués, mais les appliqua à diverses fondations utiles. Les Etats tremblaient pour leurs

priviléges, car il eût été facile à Ferdinand, vainqueur, d'y faire des changements notables, cependant il les confirma tous, à l'exception du rescrit de l'empereur Rodolphe, qu'il révoqua, comme ayant été la cause de ces malheureux troubles. Il mit au ban de l'empire l'électeur palatin Frédéric, le duc d'Anhalt, le margrave de Brandebourg, Georges l'aîné et quelques autres qu'il déclara déchus de leurs dignités et terres. Le duc de Bavière et le roi d'Espagne, en sa qualité de chef du cercle de Bourgogne, furent nommés pour exécuter cette sentence. Bientôt après, les villes libres, ainsi que la plupart des princes de l'empire, renoncèrent à l'union protestante, promettant solennellement de ne plus la renouveler et congédiant leurs troupes.

Depuis cinq ans Ferdinand était veuf, et avait vécu dans une parfaite continence ainsi qu'avant son mariage, il résolut donc de contracter une nouvelle union, et fit demander par un ambassadeur, le prince d'Egenberg, la main d'Eléonore de Mantoue, princesse aimable et très-vertueuse. Il l'épousa d'abord par procuration, puis alla au-devant d'elle jusqu'à Inspruck, où eut lieu la cérémonie solennelle du mariage, le 2 février 1622.

La joie que causa cet événement fut cependant contre-balancée par une crainte secrète qui agita tous les esprits ; car, quoique tous les partis désirassent la paix, on prévoyait cependant qu'elle

ne serait pas encore établie sur des bases solides, durant la vie de quelqus-uns des chefs révoltés. Parmi ceux-ci, on comptait en première ligne l'aventurier Mannsfeld, qui s'était jeté dans la ville de *Pilsen*, et qu'il défendit encore long-temps après la bataille de Prague, jusqu'à ce qu'enfin, s'étant rendu à un colloque, tenu à Heilbronn par quelques protestants mécontents, ses soldats, mourant de faim, rendirent la place et se dispersèrent ensuite. Sa tête fut mise à prix, trente mille écus ; mais Mannsfeld se cacha, sans qu'on sût ce qu'il était devenu, lorsqu'il reparut tout-à-coup dans le Haut-Palatinat, où il réunit bientôt vingt mille aventuriers comme lui, avec lesquels il espérait reprendre Prague. Il est facile à concevoir qu'une armée comme celle-ci, composée de gens sans aveu et qui, ne recevant point de solde, ne vivait que de rapines, dût causer d'horribles dégats dans les pays qu'elle envahit ; c'est pourquoi le général Tilly fut envoyé pour la poursuivre. Mannsfeld se vit contraint d'évacuer le Haut-Palatinat, mais ce fut pour se porter dans une autre contrée des mêmes états. Corduba, qui assiégeait alors Frankenthal avec ses Espagnols, se réunit à Tilly, pour chasser Mannsfeld. Celui-ci, n'osant hasarder une bataille contre ces deux généraux, leur échappa par des marches forcées, et après avoir fait enlever tous les chevaux qu'il trouva sur son passage, il alla tomber sur la ri-

che et belle Alsace, et passa le Rhin. Il est impossible de dire tous les maux qu'il fit à cette province. La seule ville de Haguenau fut obligée de payer une contribution de vingt mille florins, et malgré cette somme énorme il la fit piller par ses bandits : la Basse-Alsace ressembla bientôt à un désert.

Cependant le roi d'Angleterre, Jacques Ier, résolut, quoiqu'un peu tard, de voler au secours de son gendre, l'électeur-palatin, qu'il ne put consentir à voir errer d'un pays à l'autre, proscrit de ses états. Il ouvrit ses trésors, envoya à Mannsfeld de l'argent et des troupes, engagea le roi de Danemark à embrasser la cause de Frédéric et s'adressa à plusieurs autres cours où il trouva les esprits disposés. Frédéric reprit donc courage. Wurtemberg leva des troupes et le margrave de Baden-Dourlach renforça tellement son armée que l'empereur fut obligé de lui en demander le motif. Ce dernier fit entendre à Ferdinand qu'il ne s'agissait que d'une mesure de prudence pour garantir ses états contre une invasion de Mannsfeld; mais presqu'aussitôt il abdiqua en faveur de son fils aîné, se mit à la tête de son armée dont l'effectif se montait à quinze mille hommes, déclarant qu'il ne déposerait les armes que quand l'électeur-palatin serait rétabli dans le gouvernement de ses états; que quand le clergé catholique n'aurait plus de pouvoirs à exercer, que quand le cal-

vinisme serait partout élevé sur les ruines du catholicisme, les électeurs ecclésiastiques pris, la Bavière conquise, et l'archevêque de Mayence, les évêques de Spire et de Wurtzbourg, les auteurs de tous ces maux exterminés par le glaive. Ce zèle fanatique, il aurait voulu le communiquer aussi au duc de Wurtember; mais celui-ci repoussa une responsabilité si dangereuse, et exhorta cet ardent champion à temporiser encore un peu avant d'exécuter ses hardies projets.

Ce qui rehaussa le courage des Protestants, ce fut l'expiration d'une trève entre les Espagnols et les états généraux de Hollande, ce qui allait occuper les premiers dans les Pays-Bas et les empêcher de secourir l'empereur en Allemagne. Mannsfeld, cet aventurier sans foi et sans loi, profita si bien de cette circonstance pour se faire de l'argent, qu'il proposa à Isabelle, veuve de l'archiduc Albert et régente des Pays-Bas, d'entrer à son service et fit valoir cette offre au point que cette princesse lui donna sa confiance, lui promit de le réconcilier avec l'empereur, de lui obtenir même la dignité de comte de l'empire, lui envoya cent mille couronnes et lui promit un traitement mensuel de six mille couronnes. Mathias Thurn et le margrave de Jakendorf, qui s'étaient réfugiés en Hongrie où Bethlen Gabor régnait presqu'en souverain, poussèrent ce dernier à faire des démarches auprès du sultan pour qu'il déclarât la guerre à Ferdinand;

ce qui obligea l'empereur à envoyer en Hongrie le général Buquoi, qui enleva à Gabor les villes de Presbourg, de Tyrnau, d'Altenbourg, de Neutra et presque toute l'île de Schult, malgré la vigoureuse résistance qu'elles lui opposèrent. Buquoi alla ensuite assiéger Neufchâteau, mais pendant une reconnaissance qu'il fit, il fut surpris par une patrouille ennemie et tomba sous ses coups. Cette perte causa une vive douleur à Ferdinand qui avait déjà perdu quelque temps auparavant le brave Dampierre devant Presbourg. La mort de ces deux vaillants généraux eut des suites fâcheuses pour Ferdinand, et entraîna la perte de toutes les conquêtes qu'ils avaient faites ; les troupes de Gabor en profitérent, firent une irruption en Autriche, ravagèrent la Marche et les frontières de la Moravie, commirent toutes sortes d'excès et mirent le feu à plus de cent bourgs, villes et villages.

Pendant ce temps l'électeur palatin, déguisé en négociant, reparut dans ses états où Mannsfeld, sorti de l'Alsace, le salua roi de Bohême. Le Haut-Palatinat que Mannsfeld avait cruellement ravagé était alors au pouvoir du duc de Bavière. L'empereur avait cédé ce pays à ce prince en échange de la Haute-Autriche que Maximilien avait d'abord reçu en otage, ainsi qu'il a été dit plus haut, et les habitants avaient prêté le serment de fidélité entre les mains de ses lieutenants. Le duc de

Bavière avait même fait une transaction avec Mannsfeld pour que ces provinces fussent évacuées; mais ce dernier qui ne gardait jamais ses promesses, loin de se retirer avec ses soldats, alla au contraire se réunir au margrave de Bade-Dourlach. Les forces réunies de ces deux ennemis de Ferdinand montèrent à quarante mille hommes. Mais comme ce corps formidable ne put subsister longtemps ensemble, faute de vivres, ils se séparèrent; le margrave prit position avec son armée et une partie de celle de Mannsfeld entre Wimpfen et Heilbronn.

Tilly eut recours à une ruse, fit faire à ses troupes plusieurs marches et contre-marches évitant ainsi la bataille que les deux corps ennemis lui avaient présentée; mais dès qu'il apprit leur séparation, il appela à son secours le général Corduba, et alla à son tour provoquer le margrave auprès de Wimpfen. Ce fut le matin du 8 mai 1622 que les avant-postes commencèrent le feu qui dura assez long-temps jusqu'à ce que les deux corps d'armée eussent eu le temps de se développer. Tilly prit ses positions sur une éminence, le margrave occupait la plaine, son camp était entouré d'un rempart de charriots. Tilly le fit vigoureusement canonner, mais sans résultat, lorsqu'enfin, las d'attendre, il commanda l'attaque de cette barricade. Le margrave se défendit en désespéré; les deux ducs de Weimar et de Wurtember se

battirent comme des lions sans que la victoire parût couronner leurs efforts ; plusieurs régimens bavarois furent presqu'anéantis, lorsque le général Corduba fit avancer une division espagnole. Alors un régiment napolitain se précipita sur l'artillerie badoise et tourna les canons contre les Badois eux-mêmes. Le feu prit à quelques voitures chargées de poudre qui sautèrent en l'air avec un fracas épouvantable, et répandirent une telle confusion dans les rangs des soldats du margrave, que la bataille fut perdue.

Parmi les morts Tilly reconnut plusieurs princes, comtes et seigneurs, le jeune margrave Charles de Baden-Dourlach, le duc Magnus de Wurtemberg, un jeune comte-palatin de Birkenfeld. Les soldats de Tilly ne comptèrent que deux cents morts, ils firent onze cents prisonniers, enlevèrent un riche parc d'artillerie, deux voitures chargées d'argent et une multitude de drapeaux. Le vieux margrave de Baden-Dourlach perdit un peu de son insolence et jeta les marques de sa dignité en se sauvant par la fuite, et son fils écrivit une lettre au duc de Bavière pour le prier de ne point lui imputer la faute de son père, et de négocier son pardon auprès de l'empereur.

L'ordre parut donc rétabli pour quelque temps en Allemagne, on s'attendait à une paix durable ; mais l'exemple de Mannsfeld porta ses fruits. Un autre aventurier, également disposé à faire la guerre dans l'espérance de s'enrichir par le butin,

parut sur la scène : ce fut le duc Chrétien de Brunswick, administrateur de l'évêché de Halberstadt et ne comptant pour toute richesse que des aïeux illustres. Quoique appartenant au clergé protestant, il avait pris pour devise : *Ami de Dieu et ennemi des prêtres*, devise qui fut gravée sur les monnaies qu'il fit frapper avec l'argent enlevé aux églises catholiques ; car sous le nom de prêtres, il ne comprenait que les électeurs, archevêques et évêques catholiques aux biens desquels il en voulait particulièrement. Il se vit bientôt entouré d'une armée de vingt mille aventuriers attirés par l'appas du butin. Schiller, qui ne le ménage pas, dit que la défense de l'électeur palatin et de la liberté religieuse, n'était qu'un prétexte pour couvrir ses brigandages.

Il commença ses expéditions par le duché de Brunswick ; se jeta ensuite sur les diocèses de Minden, de Hildesheim et sur d'autres contrées de la Westphalie, où ses bandes se livrèrent à tant d'excès, que le duc Ulrich de Brunswick, ceux de Lunebourg et autres, armèrent contre lui leurs paysans, qui en tuèrent un grand nombre. Chrétien n'en compta pas moins encore beaucoup d'adhérens qui se portèrent sur la Hesse, marquant partout leur passage par le meurtre et l'incendie. Chassé par le colonel d'*Anhald*, l'aventurier envahit le diocèse de Mayence, prit entre autres a petite ville de Hochst, dont il fit massa-

crer les habitans. Il envoya ensuite un émissaire à l'évêque de Wurtzbourg, pour lui dire qu'il allait lui faire visite; le Prélat lui fit répondre qu'il n'avait qu'à se présenter, qu'on lui verserait bien à boire.

Après la prise de Hochst, il fit jeter un pont sur le Mein, mais donna dans les piéges que Tilly et Corduba lui avaient tendus. Ceux-ci le forcèrent à leur livrer bataille, où ils lui tuèrent douze mille hommes, y compris ceux qui se noyèrent dans le Mein. Lui-même parvint à leur échapper, et se sauva dans une barque, criant aux siens : « *Sauve qui peut.* » Il rejoignit Mannsfeld avec ses fuyards, et ces deux brigands, poursuivis par Tilly, se jetèrent de nouveau sur l'Alsace.

Par suite de ces événemens, on aurait encore pu croire à la paix, car l'électeur Frédéric qui, comme dit Schiller, « errait comme un pauvre mendiant avec l'armée, » se conformant aux injonctions de son beau-père, le roi d'Angleterre, congédia les deux aventuriers Mannsfeld et Chrétien de Brunswick; plusieurs princes s'étant depuis long-temps entremis à le réconcilier avec Ferdinand, qui était prêt à lui pardonner. L'empereur avait exigé d'abord le renvoi de ces deux chefs de parti, ensuite la soumission de Frédéric à un acte qui blessait un peu l'orgueil de ce dernier : il s'agissait de s'avouer coupable du crime de lèze-majesté et d'en demander pardon à Ferdinand.

L'injonction que reçurent Mannsfeld et Chrétien de déposer les armes ne leur plut point ; le premier demanda à Tilly la faveur de prendre service dans l'armée impériale ; mais Tilly, qui connaissait la perfidie de cet homme, ne daigna pas même lui répondre. — Après un court séjour en Alsace, Mannsfeld et Chrétien envahirent le duché de Lorraine, en y pénétrant par Saverne. Ils envoyèrent une députation de leurs officiers au duc, pour lui demander la permission de traverser ses états, lui promettant de maintenir une discipline sévère parmi leurs troupes. Le duc y consentit, ne pouvant plus les empêcher ; mais ils lui donnèrent aussitôt une preuve de leur bonne foi, en mettant le lendemain même le feu à deux bourgs, ce qui força le duc à les chasser, en les faisant poursuivre par huit cents fantassins et quinze cents chevaux. De là ils se rendirent en Hollande, mais ils furent atteints auprès de Sédan, par Tilly et Corduba, qui les serrèrent de très-près ; les deux aventuriers forcèrent le passage l'épée à la main, tuèrent aux Espagnols plusieurs braves officiers, et leur enlevèrent même un caisson chargé d'argent, que ceux-ci parvinrent toutefois à reprendre.

Ils se réunirent ensuite aux Hollandais, qui assiégeaient Berg-op-Zoom ; mais comme il n'y avait point de discipline dans leur armée, et que leurs soldats se livraient sans cesse au pillage, les

Hollandais les congédièrent aussi. Mannsfeld conduisit ses troupes dans l'Ost-Frise, qui n'avait jamais été visitée par l'ennemi, et Chrétien retourna dans la Basse-Saxe, où il recruta une nouvelle armée.

L'empereur, pour récompenser les services que le duc Maximilien de Bavière avait rendus à l'Autriche et lui rendait encore, éleva ce prince à la dignité d'électeur de l'empire, qu'avait perdue Frédéric par son usurpation de la couronne de Bohême. Cela eut lieu le 25 février 1623, à la diète de Ratisbonne, et du consentement de tous les électeurs catholiques, auxquels se réunirent aussi plus tard Saxe et Brandebourg, protestants. Ferdinand, ne voulant cependant pas priver à jamais de cette dignité la famille de Frédéric, statua que cette faveur serait personnelle à Maximilien, et qu'après sa mort elle retournerait aux enfants et aux agnats de l'électeur palatin : agissant en cela beaucoup plus noblement que Charles-Quint, qui avait dépouillé de la dignité électorale la branche aînée de la maison de Saxe, pour en investir la branche cadette, et cela pour des motifs moins graves. Ferdinand était tellement disposé à la clémence, qu'il aurait volontiers rendu à Frédéric une partie de ses états, si celui-ci eût voulu reconnaître ses torts, et surtout renoncer au titre de roi de Bohême, qu'il continuait à prendre. Malgré cette disposition en faveur d'un

homme qui s'était si gravement compromis, Ferdinand fut attaqué par les historiens protestants, qui lui reprochèrent un despotisme dont les principes renversaient, selon eux, les lois fondamentales de l'empire. Ils ne pensaient sans doute pas que si, après la bataille de Prague, Frédéric était tombé entre les mains de son vainqueur, personne n'aurait pu en vouloir à l'empereur s'il l'avait fait condamner à une prison perpétuelle. Mais non-seulement l'Allemagne protestante s'éleva contre Ferdinand, même la cour d'Espagne le blâma d'avoir élevé à cette dignité le duc de Bavière. L'empereur se justifia et décrivit les motifs de sa conduite dans un long mémoire, qui a fourni matière à toutes sortes de commentaires. La cour d'Espagne avait conseillé de temporiser au moins dans cette affaire, jusqu'à ce que le mariage du prince de Galles, fils du roi Jacques d'Angleterre, avec la princesse Marie-Anne, fille du roi d'Espagne, fut conclu. Le roi d'Angleterre au contraire, qui désirait de toute manière faire rentrer la maison électorale du Palatinat dans son droit, proposa un autre mode d'arrangement et de pacification; il s'agissait de donner en mariage la plus jeune des filles de l'empereur au fils aîné de l'électeur Frédéric, déchu; le jeune prince devait rentrer dans le sein de l'église catholique, et résider à la cour de l'empereur. Les rois d'Angleterre et d'Espagne proposè-

rent ensuite un nouveau plan, ce fut d'accorder au duc de Bavière la dignité électorale, et de la rendre héréditaire dans sa famille, et pour que le nombre des électeurs restât impair, de nommer comme neuvième électeur le landgrave Louis.

Quoique ces divers projets offrissent de graves difficultés, l'empereur, par amour pour la paix, permit qu'ils fussent discutés. Il croyait ainsi que le roi d'Espagne et le duc de Bavière, que la proposition du mariage entre sa fille et le fils aîné de Frédéric avait été faite à la demande de ce dernier ; leur surprise fut extrême, en apprenant la réponse que Frédéric fit à ce sujet, qu'il ne s'occuperait de l'établissement de son fils, que quand il serait rentré dans tous ses biens et dignités ; mais qu'il ne consentirait jamais à ce que son fils résidât à la cour de l'empereur. Il alla jusqu'à s'emporter contre Ferdinand, dans des écrits adressés aux électeurs de Mayence et de Saxe, dans lesquels il accuse ce monarque de lui avoir fait une guerre injuste, de l'avoir dépouillé de son royaume ; il parle en termes très-inconvenants de la réintroduction du Papisme en Bohême, en privant les pauvres gens du bonheur de posséder la foi évangélique, et en les forçant à assister à la Messe, culte horrible et tenant à l'idolâtrie.

Tous ces projets s'en allèrent donc en fumée. Le mariage du prince de Galles, avec l'infante Marie-

Anne, d'Espagne, échoua à cause de la religion de la princesse; la création d'une huitième et neuvième dignité électorale fut bientôt oubliée.

Doublement irrité de voir anéantis ses efforts, tentés par la réconciliation de son gendre avec l'empereur, et pour la conclusion du mariage de son fils avec la jeune Marie-Anne, le roi d'Angleterre s'aboucha avec la France, et fit contracter au prince de Galles une alliance avec la fille de Henri IV, jaloux de la puissance de l'Autriche. Il convoqua son parlement, et lui fit connaître sa résolution de coopérer à ce que le Palatinat fût restitué de force à son souverain Frédéric, et dit entre autres qu'en cas de besoin il ferait la guerre en personne, et dût-il s'y traîner sur ses pieds et ses mains. Il s'agissait ensuite de savoir si l'on attaquerait le duc de Bavière ou l'empereur. Il fut enfin décidé qu'on enverrait en Hollande dix mille hommes d'infanterie et deux mille de cavalerie, avec une imposante artillerie, pour commencer par-là les opérations contre l'empereur et la Ligue catholique. Les deux chambres votèrent les subsides nécessaires pour cette guerre, se séparèrent ensuite avec enthousiasme; on sonna toutes les cloches, on alluma des feux de joie en signe d'allégresse; on croyait l'Autriche et la religion catholique perdues à jamais.

Mais cet orage ne fut pas le seul qui se forma contre Ferdinand. De sombres nuages s'amonce-

lérent de toutes part en Europe. Mannsfeld occupait toujours la Frise avec ses troupes qui, en attendant une nouvelle occasion de faire fortune, épuisaient et saccageait le pays. Ce chef de partisans s'y était rendu de l'Ost-Frise par ordre des Hollandais et du prince d'Orange, pour tenir en échec le comte Ennon, dont l'attachement à l'Espagne était devenu un crime à leurs yeux. Mannsfeld frappa le seigneur d'une contribution de trois cent mille écus, et le força à lui rendre tous ses châteaux forts. Les Etats se plaignirent de ces violences exercées par Mannsfeld ; les rois d'Angleterre et de Danemarck s'entremirent, et les Hollandais avancèrent l'argent nécessaire pour se débarrasser de Mannsfeld, qui sortit en effet de la Frise pour passer au service de la France et des Vénitiens, et défendre la Valteline contre l'Autriche.

Des scènes sanglantes venaient d'avoir lieu dans ce petit pays situé entre la Suisse, le Tyrol et l'Italie et entouré de hautes montagnes, de défilés et de gorges. Les Catholiques, qui avaient été les agresseurs, craignant d'être à leur tour immolés à la vengeance des Protestants, appelèrent à leurs secours le vice-roi espagnol, duc de Féria, qui résidait à Milan. Celui-ci profita de cette occasion pour occuper la vallée, et en fortifier l'accès au point de la rendre inabordable. Des scènes pareilles avaient eu lieu dans les Grisons où les Pro-

testants avaient attaqué les Catholiques; alors l'archiduc Léopold, en sa qualité de régent de l'Alsace, du Tyrol et des provinces supérieures de l'Autriche, alla de même occuper ce canton pour étouffer cette discorde dans son germe, ne croyant pas devoir rester indifférent dans ce moment de lutte entre ces peuplades. Les Catholiques qui avaient été maltraités se joignirent à lui, s'emparèrent des points principaux, jusqu'à ce qu'enfin l'archiduc dictât les conditions de la paix.

Ces scènes tumultueuses réveillèrent l'ardeur des princes et des républiques de la haute Italie et blessèrent surtout la susceptibilité de la France, alors impliquée dans les hostilités constantes entre les Catholiques et les Huguenots. Ces États ne manquèrent pas d'accuser d'ambition l'Espagne et l'Autriche, tandis que ces deux puissances n'avaient agi que dans des intentions droites, voulant empêcher de nouveaux conflits, et n'ayant nullement la prétention de faire de ces petits coins de la Suisse le centre de nouvelles opérations militaires. Ce fut là la cause de la continuation d'une guerre malheureuse qui dura jusqu'en 1627 où le pape parvint enfin par sa médiation à assurer une paix dont l'Europe avait tant besoin. Les Vénitiens envoyèrent donc de fortes sommes à Mannsfeld; mais celui-ci, peu jaloux de cueillir des lauriers dans la Valteline et la haute Italie, porta ses vues plus loin, rêva la conquête de l'Allema-

gne où Chrétien de Brunswick, son digne coopérateur, avait réuni des forces imposantes avec lesquelles il espérait frapper un grand coup.

Une chose digne de remarque, c'est de voir qu'une levée de boucliers qu'il eût été si facile de comprimer dans son germe, soit devenue l'occasion d'une guerre si longue et si désastreuse ; que les trois chefs de partisants Mannsfeld, Chrétien et Bethlen Gabor parvinrent, malgré leurs nombreux échecs, à entretenir si long-temps une lutte qui ébranla toute l'Europe et dont le paisible Ferdinand ne dut pas voir la fin !

Le corps d'armée de Chrétien s'élevait alors à seize mille hommes sans y comprendre les troupes que lui amenèrent les ducs de Saxe Altenbourg et de Weimar, les comtes Styrum, Elsenbourg, Bernard de Thurn et plusieurs autres. Il entretenait des relations suivies avec les Bohémiens mécontents, et épris d'une violente passion pour l'épouse de l'électeur disgracié Frédéric, qu'il avait vue autrefois en Hollande et dont il portait toujours le gant sur son chapeau, Chrétien affichait hautement la prétention de réunir ses forces à celles de Mannsfeld et de Gabor, et de rétablir le malheureux Frédéric sur son trône de la Bohême : il eût été difficile de s'opposer à cette entreprise, si les trois avaient pu se rejoindre. De nombreux obstacles entravèrent ce projet gigantesque. L'électeur de Saxe défendit à Chrétien le passage de ses ter-

res, ne voulant pas exposer son pays à être la proie des brigandages que commettaient partout ses troupes. Tilly avait entendu parler des prétentions de cet aventurier, et alla l'attendre pour lui livrer bataille. Mais Chrétien, tout en bravant son adversaire, ne crut cependant pas prudent de se commettre avec lui et décampa avec son armée. Tilly l'atteignit cependant auprès de Stadtloo, le 5 août 1623, et lui tua six mille hommes, fit quatre mille prisonniers, lui prit toute son artillerie et ses bagages : Chrétien parvint à peine à s'échapper avec les débris de son corps. Sur les drapeaux enlevés aux vaincus on voyait d'une part l'aigle impériale avec une tiare et une couronne, que quatre lions s'efforçaient de lui prendre, avec ces mots : « *Leo septentrionalis;* » sur les revers étaient peints ces mots : « *Tout pour Dieu et pour Elle* ! » L'aventurier confondait ainsi dans son cœur l'amour du Seigneur et celui de la dame pour le mari de laquelle il prétendait alors combattre.

Maunsfeld, au contraire, qui venait de frapper la ville d'Emden d'une contribution de trois cent mille écus, ayant appris que la plus grande partie de l'armée impériale se dirigeait vers la Hongrie, essaya de conduire ses troupes dans les diocèses de Munster et d'Osnabruck ; mais il fut battu dans plusieurs rencontres, congédia ce qui lui en restait, et se retira en Hollande avec quelques-uns de ses officiers.

Bethlen Gabor, séduit par Thurn et Jagerndorf, ignorant encore la défaite de Mannsfeld et de Chrétien de Brunswick, reparut de nouveau en Hongrie, surprit la garnison de plusieurs places fortes et s'avança jusqu'en Moravie, pour de là porter la guerre en Autriche et humilier Ferdinand. Celui-ci envoya contre lui le général *Monténégro* et le prince *Maximilien de Liechtenstein* qui, n'ayant pas assez de monde à lui opposer, se virent sur le point de tomber entre ses mains. Mais les Polonais venaient de faire une irruption en Transylvanie; alors craignant d'être écrasé par l'armée de Tilly, qui s'avançait à marches forcées, Gabor consentit à une nouvelle trêve, que négocia fort adroitement le cardinal de Dietrichstein, il retourna sur ses pas et laissa respirer l'Allemagne, au moins pour quelque temps, sauf à reprendre les armes si une occasion favorable se présentait. On eût dit qu'il était écrit dans la destinée de cet homme de se jouer de la bonne foi, de conclure des trêves, qu'il n'entrait pas dans son plan de garder, et de mener aussi une vie aventurière sans jamais être content de son sort.

L'empereur ouvrait encore cette fois son cœur à la douce pensée de jouir enfin des loisirs de la paix. Ses peuples, épuisés, en auraient eu besoin, et le monarque s'appliqua avec le zèle le plus louable, à guérir les maux qu'avaient en-

fantés ces guerres si longues et si désastreuses. Il rétablit partout dans ses états la religion catholique, renoua les négociations avec la cour d'Espagne, au sujet du mariage de son fils aîné, qui, malgré les embarras et les troubles, fut couronné roi de Hongrie, le 8 décembre 1625; mais l'espoir de conserver la paix disparut encore. Une diète fut convoquée à Ulm, pour terminer les difficultés qui existaient encore, et surtout les affaires de l'électeur palatin Frédéric, auquel s'intéressaient si vivement plusieurs monarques et quelques princes de l'empire.

Sur ces entrefaites, l'électeur de Mayence fait connaître à Ferdinand les intrigues du roi de France, dont les ministres et ambassadeurs en Allemagne publiaient partout que ce monarque ne permettrait pas au roi d'Espagne de le bloquer sur le Rhin, comme il avait fait dans le Palatinat et la Valteline. Le duc de Bavière annonça de même à l'empereur, ainsi qu'à son ambassadeur à Madrid, au comte Khévenhiller, que la Suède et le Danemarck se préparaient à la guerre; que la France avait l'intention d'envahir l'Alsace et de pénétrer dans le Palatinat; que le duc d'Angoulême s'était mis à la tête d'une armée de vingt mille hommes, avec une imposante artillerie : qu'il tenait de source certaine que les monarques et princes, unis contre Ferdinand, avaient l'intention de rétablir l'électeur Frédéric, non-seule-

ment dans ses états du Palatinat, mais encore dans le royaume de Bohême; d'anéantir la puissance de l'Autriche et de l'Espagne, d'engager Bethlen Gabor à attaquer Ferdinand du côté de la Hongrie, lui promettant la Moravie pour prix de ses efforts.

La suite de cette histoire prouvera que le duc de Bavière avait été bien renseigné. Les deux chefs de partisants, Mannsfeld et Chrétien de Brunswick reparurent sur la scène, à la tête de troupes nouvellement levées. Le dernier fut nommé général de la cavalerie française; Mannsfeld reçut le commandement d'une armée qu'il avait formée en Angleterre, et entra dans le port de Flessingue. Cette armée, portée sur plus de trois cents navires, avec vivres et munitions de guerre, fit son entrée au milieu du bruit du canon et du tambour. Chrétien conduisit de même sa cavalerie sur plus de cent vaisseaux hollandais; mais le sort parut contraire à tous deux : l'armée de Mannsfeld fit des pertes considérables, par suite des mesures adoptées par les généraux impériaux et espagnols, et fut ensuite décimée par des maladies; Chrétien fut battu par une tempête si violente, que la plupart de ses chevaux périrent avec presque toutes les munitions; ses troupes essuyèrent de même de fortes pertes, par une maladie contagieuse qui se déclara dans ses rangs. Peu de temps après mourut le roi Jacques, avant

même qu'on ne sût de quel côté ces troupes devaient agir.

Le cercle de Basse-Saxe se préparait de même à la guerre d'une manière formidable. Partout on levait des troupes, on établissait des magasins. Tilly, que la poursuite de Chrétien avait attiré dans ce pays, demanda, au nom de l'empereur, quel était le but de ces armemens, on lui répondit qu'on n'en agissait ainsi que par mesure de précaution, et pour se mettre en état de repousser les incursions de nouveaux aventuriers, qui pourraient être tentés de se jeter dans le pays : mais cette réponse évasive ne satisfit point le vieux général qui, dans un écrit adressé aux princes de ces Etats, demanda le renvoi de ces troupes, faisant entendre que dès que cela aurait eu lieu, il sortirait du pays avec son armée; qu'au cas contraire, il prenait Dieu à témoin que les provocations et tous les malheurs qu'entraîne la guerre ne provenaient point de lui, qu'on ne pouvait par conséquent pas lui en faire de reproche. Il prit en même temps l'engagement de protéger contre toute agression étrangère, les pays qui resteraient soumis à l'autorité de l'empereur, conformément aux lois et rescrits du monarque, et qui ne feraient pas cause commune avec les perturbateurs de l'ordre.

Pendant les négociations, et au moment d'une correspondance active, les états de la Basse-Saxe

élurent un général pour commander leurs troupes. Leux choix flottait entre Gustave-Adolphe, roi de Suède, et Chrétien, roi de Danemarck, qui, tous deux, briguaient l'honneur d'être nommés commandants des forces saxonnes et protecteurs de ces Etats; c'est-à-dire, de recommencer la guerre et de ravager de nouveau l'Allemagne déjà si maltraitée. Gustave-Adolphe se recommandait par sa bravoure et ses succès obtenus sur les Polonais; le roi de Danemarck appartenait au cercle de la Basse-Saxe, en sa qualité de prince du Holstein, et était soutenu par le cabinet anglais, qui avançait l'argent nécessaire pour faire la guerre; les prétentions du monarque danois n'étaient d'ailleurs pas aussi exorbitantes que celles de Gustave-Adolphe. Pour rassurer l'empereur sur leurs intentions, les Etats lui écrivirent : « Qu'aucun d'entre eux n'avait été blessé ni offensé, que l'autorité de Sa Majesté impériale était respectée saintement, entièrement, inviolablement et le serait toujours; que par les mesures prises pour maintenir la sûreté et la tranquillité du pays, ils n'entendaient nullement entreprendre quoique ce fût contre les droits de Sa Majesté, mais qu'il ne leur paraissait pas juste d'exiger que le roi de Danemarck déposât les armes dans les circonstances présentes; que Tilly, au contraire, devrait sortir du pays avec ses troupes, ne point s'occuper des affaires du cercle et n'y plus rentrer. »

Le roi de Danemarck écrivit lui-même à Tilly. — « Que ses intentions étaient les mêmes que celles de tous les autres Etats du cercle de Basse-Saxe, c'est-à-dire pacifiques, loyales et disposées à entretenir la bonne intelligence avec l'empereur; que lui, aimait aussi la paix ainsi que lesdits Etats; qu'il faisait des vœux pour que les événements lui permissent de goûter les loisirs de la paix, et de terminer ses jours dans la religion chrétienne comme ses prédécesseurs. Mais, puisque le cercle de Basse-Saxe avait non-seulement des armements, mais qu'il en avait même senti les effets, il n'avait pu s'empêcher de se réunir aux confédérés, pour s'occuper de ses moyens de défense, conformément aux lois de l'empire et du cercle, ce qui d'ailleurs avait été annoncé à Sa Majesté : qu'autrement il serait porté à croire par la lettre (que Tilly lui avait écrite), que sur plusieurs points il avait été mal informé. »

Au milieu de ces protestations d'obéissance et de soumission à l'empereur, la Basse-Saxe continua à lever des troupes. Le roi de Danemarck avait déjà sur pied une armée de soixante mille hommes; Venise, l'Angleterre et la Hollande fournirent les sommes nécessaires à cette guerre formidable. Mais les avis étaient encore partagés concernant les opérations à entreprendre. Les mécontents de la Bohême, de la Silésie, de la Moravie et de l'Autriche, auraient voulu, « qu'on

marchât aussitôt sur la Bohême et la Silésie, d'autant plus que le peuple et les états de ces provinces détestaient Ferdinand, qui était trop catholique à leurs yeux, chasseraient les Autrichiens pour se soumettre à l'électeur Frédéric; ce que la Hongrie, Betlhen Gabor et même le Sultan ne manqueraient pas d'appuyer. » — Mannsfeld et le parti anglais, conformément aux désirs de Jacques, leur souverain, voulaient : « Qu'avant tout on rétablît l'électeur Frédéric dans ses états, afin qu'ayant remis le pied sur le territoire de l'empire, ce dernier pût réparer ses pertes, et profiter ensuite de la première occasion pour ressaisir la couronne de Bohême; ils auraient aussi voulu qu'on s'emparât de quelques places fortes sur le Rhin. » — D'autres voulaient, « que sans entreprendre la conquête de la Bohême et de la Silésie, et sans s'embarrasser long-temps de la prise de quelques villes, on marchât droit sur Tilly, pour le forcer à une bataille, afin qu'après avoir battu et dispersé son armée, on pût dicter des lois à l'empereur. »

Quoique Schiller, protestant, ait cherché par toutes sortes de moyens à justifier la conduite des princes protestants, au sujet de cette guerre de religion ou plutôt de rébellion, il ne peut cependant s'empêcher de convenir que lesdits princes ne se fussent joués de l'empereur, et il flétrit leurs mensonges en disant : « On annonçait à la

cour de Vienne que les armements n'avaient pour but que la défense du cercle et le maintien du corps dans ces contrées. Mais les négociations avec la Hollande, l'Angleterre et même avec la France, les efforts extraordinaires du cercle, les armées formidables qu'on leva, paraissaient être plus que des mesures de pure défense, paraissaient avoir pour but le rétablissement de l'électeur du Palatinat, et l'humiliation de *l'empereur devenu trop puissant*. Lorsque l'empereur eut épuisé les négociations, les menaces et les ordres, les hostilités commencèrent. »

Mais l'empereur, *devenu trop puissant*, qui connaissait mieux que ne le supposait les princes perfides, la trame de l'odieux complot ourdi contre lui, recommanda au Dieu des armées la justice de sa cause, et s'entoura des lumières de ses conseillers fidèles, pour rrrêter le torrent prêt à se déchaîner contre lui. L'armée des Alliés se montait à plus de cent mille combattants, et *lui, en avait à peine vingt mille à leur opposer*. Trouver les moyens d'augmenter ce petit nombre paraissait chose impossible, car le pays était appauvri par les guerres précédentes, le trésor public était vide, et les contrées, naguère les plus florissantes, souffraient de la disette. On ne voyait de ressources nulle part, on ne savait comment parer à tant de besoins, et comment affronter tant de dangers augmentant de jour en jour.

Dans cette perplexité un des plus vaillants guerriers de Ferdinand proposa à l'empereur de mettre sur pied une armée de cinquante mille combattants de toute arme. Ce fut le comte *Albert de Wallenstein*, homme qui s'était distingué dans plusieurs campagnes contre les Turcs, les Vénitiens, les Hongrois rebelles, Gabor même, et qui à la bataille de Prague avait, en qualité de colonel d'un régiment, fait des prodiges de valeur; qui plus tard battit à la tête d'une division les Hongrois en Moravie. Il était originaire d'une ancienne famille de la Bohême et possédait une belle fortune dans ce royaume. (1).

(1) Cet homme, que la guerre de Trente ans a rendu si célèbre, tirait son origine de la famille de *Waldstein* aussi *Wallenstein* qui, déjà en 1278, fournit au roi Ottokar vingt-quatre cavaliers bien montés. *Albert Wallenstein*, dont il est ici question, naquit à Prague, le 14 septembre 1583. Dans sa jeunesse il servit en qualité de page à la cour de l'archiduc Ferdinand, du Tyrol, plus tard à celle de Charles, margave de Burgau, second fils de l'archiduc. En 1594, il alla faire ses études à l'université d'Alsdorf, d'où il fut congédié, à cause de son orgueil révoltant, base de son caractère Il suivit ensuite le comte Charles de Mannsfeld, qui faisait le siége de Gran, en Hongrie, où il commanda avec une compagnie, quoiqu'il eût à peine atteint l'âge de douze ans. Il s'y distingua par plusieurs traits de bravoure, et fit rougir les plus anciens capitaines. Il fit ensuite des voyages en Angleterre, en Ecosse, en France et en

Les ministres de l'empereur regardèrent cette proposition comme une témérité et lui demandèrent comment, et où il lèverait d'abord cinquante mille hommes, puisqu'on ne voyait pas même la possibilité d'en lever vingt mille ? Wallenstein répondit fort naïvement qu'avec vingt mille il lui serait impossible de mettre à contribution les pays qu'on serait obligé d'occuper militairement, ce

---

Italie, où il acquit de brillantes connaissances. Il s'arrêta longtemps à Padoue, où il étudia le droit, l'astronomie et surtout l'astrologie, qui était alors l'étude favorite des grands seigneurs et à laquelle il tint toute sa vie. Il retourna à Prague avec un astrologue, et s'y maria avec une riche veuve, qui lui laissa, quelques années après, une fort belle fortune. Pendant la guerre que Ferdinant II faisait à la république de Venise, Wallenstein leva à ses frais sept enseignes d'infanterie, battit deux fois les Vénitiens, fit entrer des vivres et du renfort dans la forteresse de Gradiska, alors étroitement bloquée, et se remaria quelque temps après avec une des filles du comte de Harrach, la paix ayant été faite avec Venise. Durant la rébellion de la Moravie, il rendit aussi de grands services à l'empereur, il réunit les guerriers restés fidèles, et leva un régiment de Wallons, qu'il équipa à ses frais et qu'il conduisit à Buquoi, en 1619, et pendant que ce général poursuivait les Bohémiens qui fuyaient devant lui, Wallenstin donna la chasse aux troupes de Bethlen Gabor. Il a déjà été question de la bravoure qu'il déploya à la bataillo de Prague; la suite de cette histoire fera connaître ses autres actions glorieuses et ses tristes égarements, fruits de son orgueil, et sa fin malheureuse.

qui lui serait au contraire très-facile avec cinquante mille hommes. Cette réponse plut au conseil. On lui promit de lever d'abord vingt mille hommes, et les autres trente mille plus tard. On lui assigna en Bohême des places d'armes d'où il tira les ressources qui le mirent à même d'équiper son armée, lui et ses amis y contribuant cependant pour la plus grande partie. Ce fut lui qui trouva les moyens de faire subsister une armée sans avoir recours au pillage en employant, le premier, le grand mobile des contributions forcées qu'il leva dans les pays ennemis, s'enrichissant lui-même ainsi que les autres. Pour récompenser cet insigne service ainsi que dés mérites antérieurs, l'empereur l'éleva à la dignité de prince et le nomma *duc de Friedland*. Wallenstein organisa son armée et délivra plus de cent nominations de chefs et d'officiers supérieurs.

Cependant Tilly n'était pas inactif non plus. Après que ce digne général eut en vain et longtemps entretenu des négociations avec le cercle de la Basse-Saxe pour détourner les malheurs de la guerre, voyant que tout n'aboutissait à rien, il tira enfin l'épée et conduisit son armée et celle de la Ligue sur le Wéser pour s'emparer auprès de Horter des passages qui pouvaient lui être avantageux. Quiconque ne connaît Tilly que d'après ce qu'en dit Schiller, ne le connaît pas. Ses lettres et toutes sa correspondance avec les princes

et les Etats ligués contre l'empereur, dénotent la noblesse de son caractère, sa gravité, son amour pour les peuples et la sensibilité de son âme. Le poète Jacques Baldus, surnommé l'Horace allemand, célèbre jésuite et son contemporain. fait l'éloge de ses belles qualités, et l'empereur Ferdinand, qui le connaissait parfaitement, lui rend la même justice que la postérité, à quelques exceptions près, a généralement confirmée.

Quoique ce général eût, sur les ennemis, l'avantage d'une forte position, il écrivit de nouveau aux princes et Etats de la Basse-Saxe, pour les engager à réfléchir avant d'en venir à l'action, voulant ainsi leur donner une dernière preuve de son amour pour la paix et leur ménager la honte d'un repentir tardif au cas où, devant persévérer dans leur obstination, il fallût les combattre ; mais ayant acquis la certitude qu'ils persévéraient dans leurs armements et leurs projets hostiles contre l'empereur, il leur offrit la bataille. Les Danois essuyèrent auprès de *Stolzenau*, une telle défaite que l'élite de leurs troupes fut ou tué ou prise : *Jorona*, *Labenstein*, *Koppenbourg*, *Stottenbourg*, *Stossingen Krinau*, *Kallenbourg*, et plusieurs autres villes tombèrent au pouvoir de Tilly. Son nom répandit la terreur dans toute la contrée et cette victoire rehaussa le courage de ses soldats au point que le monarque danois convoqua une diète pour demander de nouveaux secours.

Wallenstein était aussi entré en campagne avec une armée de trente mille hommes et s'était dirigé vers l'Elbe. Cette démonstration fit une terrible impression sur le roi de Danemarck ainsi que sur les Etats du cercle : ils perdirent courage, n'osant se mesurer avec des forces si imposantes, ils se réunirent et firent des propositions de paix; Wallenstein leur répondit ce que Tilly avait répondu dans le temps, qu'avant de parler de paix il fallait qu'ils désarmassent et fissent cesser leurs levées de troupes, n'en confiassent ni à Chrétien ni à Mannsfeld auxquels ils devaient même signifier de sortir de l'empire; il ajouta que conformément aux statuts et décisions de la Germanie, ils ne devaient rien entreprendre contre l'empereur, mais lui payer ainsi qu'aux autres princes respectifs les frais qu'avaient occasionés ces armements.

Ils essayèrent de justifier devant Wallenstein leur conduite, ayant recours aux mêmes raisons mensongères qu'ils avaient autrefois alléguées devant Tilly, prétendant qu'ils n'avaient jamais eu l'intention d'agir contre Sa Majesté impériale, exigeant toutefois qu'avant de congédier leurs troupes, les deux généraux impériaux quittassent le pays. Après bien des discussions et des pourparlers, Wallenstein, voyant qu'on se jouait de lui, alla occuper les diocèses de Kalberstadt, de Magdebourg et de Halle, mettant de fortes garnisons dans tous les endroits susceptibles d'en recevoir.

Wallenstein sut maintenir une discipline si sévère parmi ses troupes que les peuples ne surent assez l'admirer, et déclarèrent vouloir toujours rester sous l'obéissance impériale. Pour la première fois on vit un corps d'armée respecter les biens des particuliers, sans se livrer à ces excès révoltants qui accompagnaient autrefois la marche des troupes ; et en effet les affaires allaient leur train ordinaire, la campagne était cultivée, la moisson se faisait comme par le passé, le paysan et le soldat vivaient en bonne intelligence, l'abondance régnait partout ; tandis qu'autrefois les généraux commençant leurs opérations militaires par le ravage des campagnes, la disette se faisait bientôt sentir. Cette manière de procéder dans la guerre fut bientôt imitée par d'autres généraux : Wallenstein n'obtint pas seulement l'avantage de bien nourrir et entretenir ses soldats, mais encore d'augmenter son armée ; car plus il comptait de guerriers, et plus il était à même de lever des contributions pour se procurer de l'artillerie et des munitions, et récompenser d'une manière presque royale des officiers distingués. Personne ne peut contester que Wallenstein ne parvint dans cette guerre non-seulement à de grands honneurs, mais encore qu'il amassa des richesses considérables ; cependant on ne peut pas ajouter foi au conte qui a été débité à ce sujet, savoir qu'il fit pendant son commandement de sept ans une for-

tune de *soixante mille millions d'écus d'Allemagne.*

Le roi Chrétien de Danemarck reconnut ausitôt le danger auquel il s'exposait, Wallenstein s'étant posté fort avantageusement sur les deux rives de l'Elbe près de Dessau ; il craignit et avec raison d'être investi de tout côté par deux armées ennemies et d'être de plus privé de toute communication avec son royaume. Il passa donc la revue de son armée, fit jurer à son jeune fils Chrétien de continuer la guerre au cas où lui-même restât sur le champ de bataille, et écrivit à Mannsfeld qu'il n'avait jamais voulu reconnaître auparavant de venir le rejoindre. Mannsfeld, ivre de joie de cette nouvelle, quitta sur-le-champ le diocèse de Luberck et les environs de Lauenbourg où il s'était arrêté jusque-là et alla se commettre seul avec Wallenstein auprès de Dessau pour s'emparer du pont et de la redoute que celui-ci avait fait construire sur l'Elbe. Mais il trouva une vigoureuse résistance, appela ensuite à son secours Chrétien de Brunswick, qui lui amena un renfort considérable avec lequel ils firent le siége du pont et de la redoute. Mais le général autrichien, *Altringer*, les repoussa plusieurs fois avec perte jusqu'à ce qu'enfin Wallenstein les défit presqu'entièrement, leur enleva toute leur artillerie, trente-quatre drapeaux et fit trois mille prisonniers parmi lesquels se trouvait beaucoup d'officiers nobles.

Après cette défaite Mannsfeld rassembla les débris de son corps, appela un régiment écossais qui venait de débarquer à Hambourg ainsi que quelques compagnies que lui donna le roi de Danemarck auquel se joignit encore un autre corps de cinq mille Danois que le duc Ernest de Weimar lui amena, et de concert avec ce dernier, il partit pour aller se réunir à Bethlen Gabor, qui était convenu de se trouver à un rendez-vous pour de là se porter sur l'Autriche. Les troupes des deux partisans emportaient des vivres pour quinze jours. Wallenstein les suivit et voyant qu'ils se dirigeaient du côté de la Moravie et de la Silésie, il dépêcha quelques régiments de cavalerie par la Lusace pour prévenir leur arrivée. Lui-même donnant sept mille hommes de ses troupes à Tilly, les poursuivit avec trente mille hommes de toutes armes. Le colonel autrichien *Pechmann* qui, avec un corps assez considérable serrait de près les troupes de Mannsfeld, lui tua chaque jour de cinquante à soixante hommes, de sorte qu'elles se virent forcées de marcher en colonnes serrées. Mannsfeld répara ses pertes en Moravie et en Hongrie. Le duc de Weimar l'accompagna quelque temps, mais se sépara de lui pour retourner en Silésie où il fit des dégats considérables, rançonnant et pillant le pays. Il renforça aussi son armée, attaqua souvent les impériaux et leur tua même un jour mille trois cents hommes.

Le roi de Danemarck ne put digérer la défaite que Mannsfeld avait subie auprès de Dessau; mais ce qui le consola ce fut de voir que le départ de ce dernier et d'Ernest, duc de Weimar, avait aussi précipité celui de l'armée impériale, ce qui lui permit de respirer plus librement, de gagner du temps et de relever le courage de ses troupes. Il reprit aussitôt les armes, s'empara de plusieurs forteresses du diocèse de Magdebourg et de l'électorat de Cologne. Tilly, de son côté, avait pris Mindin et alla mettre le siége devant Gottingue. Mais la garnison danoise lui fit beaucoup de mal en tirant sans cesse contre lui, et en faisant des sorties vigoureuses. Le roi Chrétien qui tenait à conserver cette place, chercha à attirer autre part ce général, ce qui pourtant ne lui réussit pas. Le siége avait duré depuis six semaines, lorsque Tilly redoubla de vigueur, fit bombarder la ville et donna ses ordres pour un assaut général. Enfin la garnison craignant les suites d'une résistance plus longue, demanda à capituler, et Tilly fut obligé d'arrêter l'ardeur de ses soldats qui voulaient absolument escalader les murs de la ville. Tilly accepta les conditions de la capitulation et permit aux Danois de sortir de la cité avec armes et bagages, tambour battant, mèches allumées et enseignes déployées selon l'usage de la guerre.

Tilly fit ensuite investir Nordheim pour s'emparer aussi de cette place, occuper ainsi les for-

teresses les plus importantes du cercle et terminer, si cela était possible, cette guerre dans une seule campagne. Mais le roi qui en eut connaissance s'empressa de secourir cette ville et y arriva avec ses troupes le 15 août. Les deux armées se postèrent si près l'une de l'autre que la cavalerie commença aussitôt un engagement. Une petite rivière les séparait. Mais comme celle de Tilly n'était pas encore rangée en ordre de bataille, et que ce général n'était pas présent, étant retenu à Gottingue pour cause de maladie, cet engagement n'eut pas de suite; ses troupes rétrogradèrent et prirent leurs cantonnements dans les environs de cette ville.

Le roi de Danemarck, qui avait appris à connaître la supériorité de Tilly, évitait d'en venir à une bataille décisive avec autant de soin que ce général en mettait à en trouver l'occasion; il ne s'opposa pas à cette marche rétrograde, ravitailla Nordheim et s'avança dans l'électorat de Mayence jusqu'à Duderstadt d'où il lui était facile d'envahir la Thuringe et les pays appartenant à la ligue. Dès que Tilly fut rétabli, il appela à son secours les régimens que lui avait laissés Wallenstein et s'avança à marches forcées pour prévenir le dessein du roi. Celui-ci, voyant ses projets entravés et sachant que l'armée de Tilly lui était supérieure, retourna vers les provinces de Brunswick pour échapper à la nécessité de livrer bataille, et traversa

les montagnes se dirigeant vers Lutter et Wolfenbuttel. Tilly ne tarda pas à le rejoindre. Les deux armées prirent leurs positions à une si petite distance l'une de l'autre que les avant-postes engagèrent de temps en temps quelques affaires ensemble.

Le roi de Danemarck voyant qu'il ne lui serait plus possible d'échapper sans se battre, rangea son armée en bataille près de Lutter, village brunswickeois. La bataille commença le 27 août. Les Danois attaquèrent les impériaux avec une telle bravoure que la victoire parut long-temps indécise. Tilly vit tomber une partie de sa meilleure cavalerie, de son excellente infanterie et une foule de ses officiers les plus distingués. Chrétien conduisit trois fois ses troupes au plus fort de la mêlée, donnant lui-même des preuves de la plus grande intrépidité, jusqu'à ce qu'enfin l'armée impériale enfonça au pas de charge les phalanges danoises, les mit en fuite et remporta une éclatante victoire. Cette journée coûta à Chrétien toute son artillerie et quatre mille hommes qui avaient mordu la poussière sans compter les nombreux blessés. Trente enseignes d'infanterie furent coupées et obligées de se rendre à discrétion. Le roi lui-même faillit tomber entre les mains des vainqueurs et parvint à peine à se sauver avec une partie de sa cavalerie. Il gagna Wolfenbuttel. Chrétien avait beaucoup perdu, mais son

courage ne l'abandonna pas. Il rassembla les fuyards, les passa en revue, envoya des ambassadeurs en Hollande et en Angleterre pour demander des secours en hommes et en argent, afin de pouvoir continuer la guerre.

La perte de cette bataille fut un rude échec pour le parti protestant d'Allemagne ; et cependant ce ne fut pas le seul qu'il subit cette année. Mannsfeld, poursuivi comme un brigand en fuite par Wallenstein, avait enfin gagné la Transylvanie, où il espérait être bien reçu de Bethlen Gabor ; mais ce prince qui, après avoir compté sur les secours des protestants d'Allemagne, avait de nouveau rompu la trève conclue avec l'empereur et fait des préparatifs de guerre, le congédia brusquement comme un homme importun et un vil mendiant. Il s'était attendu à le voir arriver avec l'or qu'avaient promis Venise et l'Angleterre, et au lieu de trésors, Mannsfeld amena dans ses états l'armée de Wallenstein, forte de trente mille hommes !!! Comme les chefs de parti restent presque toujours pauvres, ce Mannsfeld, qui avait rançonné tant de villes, pillé tant de pays, extorqué tant d'argent de part et d'autre, si vit forcé de vendre son artillerie et ses bagages, pour se remettre en route lui et sa suite peu nombreuse. En traversant la Bosnie et la Dalmatie, pour se rendre à Venise, il fut surpris par la mort auprès de Zara. — Peu de temps auparavant, la mort

avait aussi enlevé son fidèle ami et compagnon, le duc Chrétien de Brunswick; le duc Ernest de Weimar, que l'empereur avait mis au ban de l'empire, les rejoignit bientôt dans le tombeau, et Ferdinand se vit ainsi délivré de trois ennemis qui avaient juré sa perte, et qui tous trois périrent à la force de l'âge, d'une mort peu glorieuse.

C'est vers cette époque que fut aussi terminée la guerre dite des Rustauds. Nous avons déjà parlé de la vigoureuse résistance que ces paysans armés opposèrent aux troupes bavaroises; non-seulement ils n'avaient pas encore déposé les armes, mais ils continuèrent la guerre sous leur général *Etienne Fadinger*, qui en vit quelquefois seize mille, vingt mille réunis sous ses ordres; et, ce qui est à peine croyable, qui en compta quatre-vingt mille lors du siége de Lintz. Il n'entre pas dans notre plan d'exposer ici au long l'histoire de cette guerre désastreuse; mais, comme elle fut terminée sous le règne de Ferdinand II, il faut en parler sommairement.

Déjà, sous le règne de Mathias, les états de la Haute-Autriche qui, sous prétexte de défendre leur religion ne visaient qu'à l'indépendance, avaient appelé les paysans, leurs vassaux, sous les armes. Ceux-ci avaient été engagés et quelquefois même forcés par leurs seigneurs à embrasser le Protestantisme. Ils se montrèrent déjà

hostiles à l'autorité de Ferdinand, lorsque ce prince parvint à l'empire ; et lorsque plus tard il engagea le pays au-delà de l'Ens à Maximilien de Bavière, pour indemniser celui-ci des sommes qu'il en avait reçues, les paysans se plaignirent d'être soumis à un gouvernement étranger, et prirent de là occasion pour se livrer à toutes sortes d'excès. Au lieu de cultiver leurs champs, ils allèrent piller les églises, abbayes, presbytères, châteaux des Catholiques, ne reculant souvent pas devant l'incendie et l'assassinat.

La liberté religieuse était le prétexte de ces violences, ils avaient inscrit sur leurs drapeaux quelques sentences bibliques, et d'autres proverbes populaires pour enflammer le courage des combattants. Comme tous les autres rebelles des différentes provinres, ils entretinrent des relations avec les puissances ennemies de Ferdinand ; car l'électeur Frédéric, Mannsfeld et même le roi de Danemarck, les engagèrent à la révolte contre l'empereur, les regardant comme des auxiliaires de leur cause.

Ce dernier leur écrivit qu'il ne voulait rien faire qui pût les détourner de l'obéissauce due à leur souverain légitime, mais qu'il leur enverrait avec plaisir du secours, pour les mettre à même de défendre leur liberté religieuse. Ceux d'entre les membres des Etats, dont les biens avaient été confisqués, nourrirent surtout par leurs déclama-

tions furibondes cet esprit de rébellion, et les armées étrangères auraient trouvé dans le cas d'une invasion, de chauds partisants dans ces hommes égarés.

Fadinger avait disposé des éléments de révolte avec une supériorité d'esprit qui dénotait un homme fait pour commander : tant qu'il vécut on ne put presque rien gagner sur eux. Non-seulement il avait nommé un capitaine pour chaque district, mais il avait si bien établi ses magasins d'armes, et ses lieux de réunion, qu'au premier son du tocsin chacun savait où il fallait se rendre, et où le peuple devait se réfugier en cas de danger: on reconnaissait aux coups que frappait le tocsin de quoi il s'agissait. Il avait nommé des conseillers de guerre, des conseillers privés, des commissaires de vivres, des secrétaires, chaque particulier était parfaitement armé, il y avait bon nombre de canons; les paysans avaient appris à élever des redoutes, à les défendre, et il fallait des forces bien réglées pour les soumettre; ce qui était alors d'autant plus difficile, que l'empereur ne pouvait presque pas disposer de troupes pour les combattre, ayant assez de peine à se maintenir contre d'autres ennemis plus formidables. Le gouverneur de la Haute-Autriche, comte *Adam de Herbersdorf*, leur avait adressé dans le principe plusieurs ordres, pour les engager à rentrer dans le devoir; il leur avait promis de faire droit à

leurs réclamations en tant qu'elles fussent fondées; mais voyant que tout était inutile, et ayant appris que le nombre des rebelles se montait à deux mille, il fit marcher mille deux cents soldats contre eux, leur dressant un piége auprès d'un moulin, situé sur la grande route, dans le voisinage d'un bois occupé à son insu par une colonne de paysans. Cette entreprise fut malheureuse, les paysans le battirent, lui enlevèrent son canon et presque toute sa cavalerie; lui-même put à peine se sauver avec quatre cents hommes et quelques Croates, ses meilleurs officiers ayant été tués.

On entama de nouvelles négociations, on leur envoya des commissaires; l'empereur leur accorda tous les priviléges qu'il pouvait leur accorder sans blesser sa dignité; mais ils ne tinrent compte de rien, éludèrent les lois, agissant ainsi comme tous les rebelles, et protestant de leur soumission et fidélité envers le monarque. Enfin, après de longues négociations, ils bombardèrent la ville d'Ens, le 25 juin 1626, mirent le siége devant Lintz, brûlèrent les faubourgs de cette ville, barrèrent le cours du Danube avec des chaînes, et firent même une brèche aux murs, qu'ils escaladèrent avec une telle fureur qu'ils auraient remporté la victoire, si la garnison ne les eût repoussés. Cependant le commandant de Lintz avait perdu tout espoir de conserver plus long-temps la ville, lorsqu'on lui suggéra l'idée de tirer sur

eux des boulets de poix, qui, s'enflammant facilement, mirent le feu aux vêtements légers des assaillants. Ils firent ainsi des pertes considérables, qui les découragèrent tant soit peu, sans toutefois leur faire perdre l'espérance de prendre Lintz; mais ils échouèrent plusieurs fois devant la vigilance et la fermeté du gouverneur. Fadinger perdit la vie au siége d'Ens, et une foule de leurs meilleurs officiers furent de même enlevés par la mort. *Achatuis Wielinger* prit, après Fadinger, le commandement des rebelles et battit, le 12 septembre de la même année, un régiment d'infanterie bavaroise, avec quelques escadrons de cavalerie. L'attaque fut si brusque, que le colonel *Huberer* et bon nombre d'officiers furent tués presqu'au commencement de la mêlée, ce qui décida les soldats à prendre la fuite. Les rebelles enlevèrent quatre pièces de canon et toutes les munitions. Peu de temps après ils battirent encore le duc de Holstein, qui s'était avancé dans le pays jusqu'à *Neukirchen*, lui tuèrent mille hommes, s'emparèrent des munitions et même des bagages du prince.

Fiers de ces succès, ils dictèrent à l'empereur des conditions que le prince rejeta, et voyant qu'il lui fallait agir vigoureusement contre ces factieux, le monarque fit marcher contre eux le célèbre général *Lappeinhein*, qui parvint, à force de prudence, de bravoure et de ruses, à les ré-

duire enfin, non toutefois sans avoir souvent fait des pertes considérables. Cette guerre domestique, qui avait coûté la vie à plusieurs milliers de paysans, se termina au mois de novembre 1627. Quinze des chefs, parmi lesquels se trouvait Wielinger, furent exécutés sur la place publique de Lintz; plusieurs centaines d'autres, conduits dans les forteresses des frontières; d'autres, condamnés à travailler aux fortifications de Vienne; d'autres enfin, à des amendes pécuniaires. Ceux qui demandèrent pardon furent graciés par l'empereur, à condition de rentrer dans le sein de l'Église catholique.

Ferdinand s'occupa ensuite des moyens de pacifier ce pays, si long-temps rebelle à son autorité : ayant obtenu la conviction que les ministres protestants avaient beaucoup contribué à exaspérer les esprits, par leurs déclamations furibondes contre la religion catholique, il les fit sortir de la province, fermer leurs temples, et rétablit partout le Catholicisme dans tous les droits dont il avait joui avant cette horrible persécution dont il venait d'être l'objet. Il agit toujours avec une fermeté tempérée par la plus grande modération, et une prudence digne d'éloges, et, quelques rares cas exceptés, tout se passa avec ordre; le monarque, tenant à prouver à tous ses sujets qu'il n'avait en vue que leur bien.

La même année, Wallenstein retourna de son

excursion en Transylvanie, où il avait suivi Mannsfeld pour tenir en échec Bethlen Gabor, et l'empêcher d'envahir de nouveau la Hongrie et les provinces autrichiennes. Comme le roi de Danemarck était toujours sous les armes, Tilly et Wallenstein s'emparèrent des forteresses les plus importantes du nord de l'Allemagne, même de celles que Chrétien avait établies : ils le chassèrent de *Stade*, *de Kiel*, *de Wolgast*, *de Krempé*, *de Rostock* et de plusieurs autres endroits. Le roi, las de son commandement, le transmit au margrave de Baden-Dourlach, à celui-là même qui avait déjà subi la défaite de Wimpfen, et que le général-comte *Schlick* battit encore dans le Holstein, et le réduisit au point qu'il ne restait plus au roi de ses possessions d'Allemagne que la ville de Gluckstadt.

Wallenstein avait vu d'un œil d'envie la gloire que Tilly s'était acquise par ses beaux et nombreux faits-d'armes. On peut même dire que, depuis la bataille de Prague, il était devenu son ennemi personnel. Comme il ne pouvait lui contester son mérite, il chercha du moins à l'obscurcir, et parvint à force d'intringues à la cour et d'ordres du cabinet, à le reléguer dans un coin de la Basse-Allemagne, où il devait surveiller les mouvements des Hollandais, qu'on prétendait être sur le point d'envahir les provinces de l'empire, pour entrer ensuite dans le Palatinat, et qui ne son-

geaient à rien moins qu'à exécuter le projet qu'on leur prêtait. Tilly fut obligé de rester là, dans une inconcevable inactivité, tandis que Wallenstein faisait la conquête de Holstein, et menaçait de porter même la guerre jusqu'en Danemarck, si le roi Chrétien ne demandait à faire la paix.

Et en effet, il prit le titre de *généralissime* des troupes sur terre et sur mer, et pour le justifier, il fit équiper une flotte, consistant en vaissaux tant construits sous ses ordres qu'empruntés. Mais sa brillante réputation s'éclipsa presque entièrement au siége de *Strahlsund*, ville importante, et dont la conquête lui parut nécessaire pour maintenir ses possessions sur la mer Baltique. Il bloqua cette cité, employant toutes les ressources de son génie, et quoiqu'il eût juré de *s'en rendre maître, dût-elle être attachée au ciel par des chaînes de fer*, il ne put l'enlever, les Danois lui opposant une résistance désespérée. C'est l'orgueil indomptable de Wallenstein, qui, comme nous le verrons plus tard, attira en Allemagne Gustave-Adolphe, roi de Suède. Plus disposé à commander qu'à obéir, sa morgue alla jusqu'à re-refuser d'obtempérer aux ordres de l'empereur, qui avait enjoint d'abandonner le siége de Strahlsand, cette ville ayant eu recours à la clémence de ce monarque, auquel elle avait promis obéissance et fidélité. Gustave-Adolphe, sans y

avoir été appelé, la ravitailla enfin, ce qui mit fin au blocus.

L'intervention de son rival odieux, du roi de Suède, qui avait obscurci sa gloire, et la crainte de s'attirer de plus grands maux, décidèrent enfin le roi de Danemarck à faire, en 1629, la paix avec l'empereur, et à se renfermer dans ses îles de la mer Baltique. Ferdinand lui remit toutes les possessions sur le Continent, à condition qu'il ne se mêlerait plus des affaires d'Allemagne, qu'en tant que son titre de duc du Holstein l'y autoriserait. On voit par ce traité de paix, combien l'empereur était porté à la modération, puisqu'il ne retint pas même un pouce de terrain, de toutes les conquêtes que ses généraux avaient faites sur Chrétien, et que dans ces circonstances une conduite plus sévère aurait facilement pu lui être pardonnée, n'eût-ce été que par mesure de prudence.

Le duché de Mecklenbourg, qui déjà auparavant était tombé au pouvoir de l'empereur (parce que ses ducs étaient armés contre lui, et avaient même entraîné les autres États à la révolte, ayant été mis au banc de l'empire et privés de leurs possessions), fut donné à Wallenstein. Celui-ci avait déjà reçu auparavant le duché de Sagan, en reconnaissance des services rendus à la monarchie autrichienne, en mettant sur pied une armée qu'il avait entretenue aux dépens de l'ennemi, et en avançant de fortes sommes d'argent.

La paix était donc faite avec le Danemarck, la guerre des paysans terminée, les ennemis les plus redoutables de Ferdinand étaient morts, Wallestein était récompensé d'une manière digne d'un grand empereur et d'un grand général; les Protestants étaient mis hors d'état d'entreprendre quelque chose d'important, n'ayant plus d'armée. La paix générale paraissait très-possible, lorsque l'édit de restitution de Ferdinand vint rallumer de nouveau le feu de la guerre, et causer des malheurs dont l'histoire détourne en frémissant ses regards.



Le jeune Roi Ferdinand à la tête des impériaux défait l'armée suédoise.

LIVRE III.

L'édit de Restitution, jusqu'à la mort de Ferdinand.

La haine que plusieurs auteurs ont montrée envers les Jésuites en les accusant d'avoir souvent suggéré des conseils perfides aux princes qui les ont consultés, s'est aussi reproduite envers le Père *Lamormaini*, confesseur de l'empereur Ferdinand II, qu'ils prétendent avoir imposé à ce prince comme un devoir rigoureux, même comme une condition de salut, de publier le fameux édit de restitution dont il va être question ici, et en vertu duquel les Protestants étaient tenus à res-

tituer aux Catholiques les biens ecclésiastiques qu'ils leur avaient enlevés depuis la *convention de Passau* (1552) et contre tout droit. Pour bien connaître la haute portée de cette mesure que Ferdinand crut devoir prescrire, il suffit de faire observer ici que les Protestants s'étaient emparés *des archevêchés de Magdebourg et Brème*, *des évêchés de Merden*, *de Verden*, *de Halberstadt*, *Camin*, *Lubeck*, *Ratzebourg*, *Lebus*, *Meissein*, *Mersebourg*, *Naumbourg et Havelberg*, ainsi que de plus de cinquante abbayes et monastères tant médiats qu'immédiats, comme Schiller est lui-même obligé d'en convenir. Or la Convention de Passau avait formellement défendu tous les changements de possession depuis cette époque; par une clause de cette paix de religion, il était même stipulé que tout prêtre catholique qui se ferait protestant perdrait non-seulement sa dignité ecclésiastique, mais encore les émoluments pécuniaires affectés à sa charge.

Cette dernière clause était claire et formelle ; bien plus l'empereur n'avait jamais cessé de réclamer contre l'aliénation des biens soustraits aux Catholiques depuis cette époque, et les Protestants s'attendaient à voir un prince aussi pieux que Ferdinand II faire la demande de la restitution de ces biens dont la possession ne leur appartenait pas légitiment. Ils fondaient sans doute leur prétentions à la possession sur les réclamations qu'ils avaient sans cesse fait entendre contre la dernière

clause, mais les Catholiques n'y avaient jamais eu égard ; ils s'en référaient de même à la longue possession de ces biens dont ils jouissaient depuis si long-temps ; comme si une possession injuste pouvait jamais être légitimée par la durée du temps : mais ni l'empeeeur, ni les Electeurs et princes catholiques n'avaient reconnu ce droit à la possession, puisqu'ils ont toujours élevé des protestations contraires.

Quoique cette affaire préoccupât vivement Ferdinand, le désir de rétablir et de conserver la paix par toute l'Allemagne ne l'engagea pas moins à tenter une dernière démache pour réaliser ce vœu de son cœur, et à cette fin il convoqua, le 13 septembre 1629, une assemblée des princes et Etats à Muhlhausen, où, entre autres choses, il devait aussi être question de la restitution des biens ecclésiastiques liénés depuis l'année 1552.

Nous allons voir apparaître dans cette grave affaire une puissance occulte dont les intrigues sourdes, par une politique jalouse, vont susciter de terribles embarras à Ferdinand, tout en poussant ce prince à la mesure projetée par lui. *Le cardinal de Richelieu*, qui dirigeait alors le cabinet français et dont le but constant était l'abaissement de la maison impériale d'Autriche, avait en secret fait travailler les princes catholiques allemands, pour qu'ils demandassent la restitution des biens en question. Ferdinand ne fut donc pas peu sur-

pris d'entendre ces derniers lui déclarer : « Que jusqu'alors ils avaient fait pour lui et sa maison plus que pour les droits méconnus des Catholiques d'Allemagne. »

Ce fut là l'effet de la politique de Richelieu dont les émissaires avaient suggéré à ces princes l'idée de réclamer avec instance la restitution des biens en litige. Ce plan devait à jamais brouiller les Protestants avec les Catholiques, attirer à Ferdinand la haine de tous les dissidents et conduire enfin à une guerre désastreuse ; ou bien, effrayé par les maux de la guerre, Ferdinand devait réduire son armée, congédier son meilleur général, laisser au duc de Bavière la dignité électorale avec le haut Palatinat, gagner les autres princes par des concessions, pousser les émigrés et les mécontents à la révolte, les ralier à la France, aux Etats de la Hollande, à Venise, à la Suisse et aux puissances protestantes ; après avoir divisé l'empire germanique, on espérait parvenir à déposer Ferdinand comme l'auteur de tous ces maux et élire à sa place *le roi de France*. Ce plan avait été élaboré et combiné avec tant d'adresse que même ceux qui devaient y gagner le plus, ne purent le débrouiller, mais servirent d'aveugles instruments à la politique astucieuse de Richelieu. La suite prouvera combien le cardinal avait su calculer juste, seulement il ne songeait pas que la Providence veillait aussi sur les destinées d'un monar-

que si franchement dévoué aux intérêts de la cause catholique.

Richelieu se berçait avec d'autant plus de raison du succès de ce plan, qu'il venait de surgir un événement qui forçait l'empereur à diviser ses forces.— L'infante Isabelle demandait du secours pour la protéger contre les entreprises des Hollandais, et le général *Montecuculi* fut obligé de se rendre avec une forte division de troupes dans les Pays-Bas. Ensuite, sur la demande expresse de Wallenstein, Ferdinand envoya une autre division de douze mille hommes à son beau-frère Sigismond, roi de Pologne, toujours en guerre avec la Suède. On prétend que Wallenstein en avait agi ainsi pour ne point décheoir de son ancienne splendeur en retombant dans l'ennui d'une vie privée; prévoyant que, en s'immisçant dans les affaires de la Pologne, l'empereur s'attirerait le courroux de Gustave Adolphe, aurait la guerre avec ce prince, qu'alors lui Wallenstein, conserverait le commandement de l'armée qu'il faudrait opposer au monarque suédois, et pourrait ainsi continuer ses extorsions et faire taire, au milieu du tumulte des armes, les cris de réprobation qui s'élevaient contre lui de toutes parts en Allemagne.

Un autre événement qui devait nécessairement amener une rupture entre la France et l'Allemagne vint encore ajouter à la gravité des circonstances. *Vincent II*, duc de Mantoue et de Mont-

ferrat était mort sans enfant, et le duc *Charles de Nevers*, son plus proche agnat, voulut aussitôt s'emparer de cette riche succession sans en demander à l'empereur et à l'empire. Les princes *de Guastalla*, issus de la maison de Gonzague; *la duchesse de Lorraine*, sœur de Vincent; *le duc de Savoie*, comme descendant d'une fille des ducs de Montferrat, élevèrent aussi leurs prétentions à l'héritage de Vincent; ce dernier borna les siennes au duché de Montferrat seul. — Cependant le légitime héritier du duc défunt était Charles de Nevers. Quoique l'Espagne vît avec peine que ce prince tout dévoué à la France devînt de deux côtés le voisin de Milan, et qu'il pût nourrir la pensée de s'emparer de l'importante forteresse de Casal si bien située sur le Pô, l'empereur qui avait juré de maintenir les hautes prérogatives de son trône, aurait volontiers investi le duc de Nevers de ces duchés, si celui-ci eût voulu consentir à lui en demander l'investiture et à prêter le serment de foi et hommage, d'autant plus qu'il reconnaissait la validité de ses droits, et que l'impératrice, issue de la maison de Mantoue, intercédait pour son cousin. Mais se fiant sur l'assistance de Venise et de la France, Charles de Nevers s'empara de ses Etats sans en demander conseil à l'empereur.

Alors Ferdinand ordonna au comte *Jean de Nassau*, son commissaire, de séquestrer les biens du

duché de Mantoue et de Montferrat, jusqu'à ce que le duc de Nevers eût rempli les formalités d'usage, ce qu'il lui enjoignit de faire à plusieurs reprises.

Cependant les Espagnols, à l'insu de l'empereur, s'emparèrent de la forteresse de Casal. Ce fait donna lieu à de longues négociations qui n'aboutirent à rien. Enfin l'Espagne et Venise prirent les armes; le roi de France passa les Alpes avec une armée commandée par le cardinal de Richelieu, qui força le duc de Savoie à un accommodement : les Espagnols furent obligés d'évacuer les place qu'ils avaient conquises dans le Montferrat. L'empereur fit aussi passer un corps d'armée en Italie dont il donna le commandement aux comtes *Mérode* et *Colalto*. Ces généraux inondèrent de leurs troupes la vaste plaine, prirent plusieurs forteresses et emportèrent d'assaut la ville de Mantoue, victoire qui affligea vivement le cœur de Ferdinand et qui arrachèrent des larmes à l'impératrice. Cette princesse fut inconsolable de voir que l'horrible guerre qui pesait depuis onze ans sur l'Allemagne s'était aussi étendue sur sa chère patrie, et cela à cause de l'entêtement et de l'orgueil du duc de Nevers se refusant toujours à un acte qui était même une garantie de ses droits respectifs. Les horreurs de cette lutte opiniâtre coûtèrent la vie au duc de Savoie, et firent perdre la raison au vieux général Spinola. Enfin on s'oc-

cupa de la paix. Les cohéritiers du duc Charles furent indemnisés par des sommes d'argent et lui-même se soumit, le 22 juin 1631 aux conditions exigées, il demanda à Ferdinand pardon de ce qui s'était passé et reçut à genoux l'investiture de ses duchés, après avoir prêté le serment, objet de son invincible répugnance.

En rentrant dans ses appartements après la cérémonie de l'investiture, l'empereur ne put s'empêcher de soupirer et de dire à la princesse son épouse: — « Le duc de Mantoue n'a pas voulu se fier à moi et a prétendu défendre ses droits les armes à la main; il voit à présent ce qu'il a gagné. Il aurait pu entrer en possession d'un pays riche et florissant, tandis que maintenant il ne trouve qu'un pays ravagé et appauvri. Je crains bien qu'au lieu de jouir de la liberté, il ne tombe dans la dépendance; car, pour lui avancer de l'argent, la France veut maintenir une forte garnison dans Casal, Venise dans Mantoue, et cela ne s'appelle plus défendre sa liberté, mais être réduit à la servitude. »

Cependant, sur les vives instances des électeurs de Mayence, de Trèves, de Cologne et de la Bavière, sourdement travaillés par les émissaires de Richelieu, ainsi que d'autres princes catholiques, Ferdinand, de l'avis de son conseil, avait publié le fameux Édit par lequel il était enjoint aux Protestants de restituer les biens ecclésiastiques,

qu'ils avaient enlevés aux Catholiques, depuis la convention de Passau. L'édit portait entre autres : « Que la prise de ces biens étaient de fait nulle et de nulle valeur ; car encore que les biens des abbayes, monastères et autres, que les Protestants possédaient avant la dite convention, eussent pu être compris dans ce traité de paix religieuse, il ne s'ensuivrait pas qu'ils eussent le droit de s'emparer de ceux qui n'étaient pas encore aliénés à cette époque ; qu'au contraire la possession des premiers mettait les seconds en dehors de toute atteinte ; puisque le texte de l'édit ne parle que de ce qui s'était passé, et nullement des biens non encore aliénés ; c'est pourquoi les Etats et princes protestants étaient tenus à restituer lesdits biens aux commissaires-impériaux, sous peine d'être mis au ban de l'empire. »

Cet édit fut un coup de foudre pour les Protestants, qui réclamèrent de toutes parts contre son exécution, prétendant que l'affaire était encore en litige, et publiant une foule de raisons pour justifier leur refus d'obéir aux ordres de l'empereur. Mais le principal motif de ce refus est celui que Schiller fut lui-même obligé de reconnaître : — « Il n'y avait pas un seul prince protestant que la restitution desdits biens ecclésiastiques ne privât d'une partie de ses terres. Plus d'un prince devait à cette acquisition (injuste sans doute), une grande partie de ses revenus et de sa puis-

sance. » — Et ce fut là ce que l'empereur et les électeurs et princes catholiques reprochaient aux Protestants.

L'empereur nomma ensuite des commissaires pour faire exécuter l'édit. Il leur fut enjoint de procéder avec tous les ménagements possibles dans cette opération. *Le baron Ferdinand Kurz de Senftenau*, se rendit à Augsbourg, en qualité de commissaire-impérial, et proposa au Sénat le rétablissement de la juridiction de l'évêque et l'abolition de l'exercice du protestantisme dans cette ville, les menaçant de faire intervenir la force armée en cas de refus. Le Sénat obéit, dix ministres luthériens furent congédiés, et leurs églises rendues aux Catholiques. La même chose eut lieu à Kaufbeuren, à Ulm, à Ratisbonne et presque par toute la Franconie et la Souabe. Ce rétablissement de la religion catholique dans ses anciens droits s'opéra dans bien des localités d'une manière assez paisible, et l'on vit plusieurs princes protestants renoncer, par amour pour la paix, à la possession de biens dont la légitimité leur parut douteuse. — Cependant il y eut aussi d'autres parts tant de protestations, de plaintes et de demandes pour obtenir une suspension de cette mesure, que Ferdinand consentit à remettre à l'année suivante l'exécution entière de l'édit. Il fit publier un recueil, portant convocation d'une diète, où l'on devait entendre les plaintes des deux

partis, et aviser aux moyens de rétablir la confiance entre les États et de terminer la guerre si onéreuse pour le pays.

Mais à peine les évêques de Bamberg, de Wurtzbourg, d'Eichstadt, de Constance et d'Augsbourg, eurent-ils appris que les états protestants avaient envoyé des députés à l'empereur pour empêcher l'exécution de l'édit, qu'ils lui adressèrent une supplique respectueuse, le priant de n'en rien faire : car ils lui firent observer avec raison, que l'édit en question, fondé sur les constitutions de l'empire, et même sur la paix de religion, avait été publié par toute l'Allemagne ; qu'ensuite les commissaires nommés en avaient déjà obtenu l'exécution dans bien des endroits : que si, au contraire, on différait cette exécution jusqu'à la convocation de la diète, les Catholiques rencontreraient de la part de leurs adversaires de nombreuses et graves difficultés, les États n'étant plus obligés d'entrer de nouveau en lice, d'après toutes les décisions qui avaient déjà été prises : qu'on avait la certitude, basée sur l'expérience, de n'avoir jamais rien pu obtenir par des voies pacifiques des détenteurs des biens injustement acquis, que ce délai enfin n'était qu'un prétexte, pour reculer devant un arragement définitif et leurrer les Catholiques.

Abstraction faite des motifs péremptoires déduits par ces Prélats, il était certain que le parti

protestant, en restant encore une année en possession de ces biens, pouvait se rendre redoutable à l'empereur et au parti catholique ; d'autant plus que Richelieu faisait jouer tous les ressorts de sa politique, afin d'opérer, par son influence, une puissante coalition entre eux, la France, le Danemarck, la Hollande, la Suisse et la Suède dont les armements étaient connus, et braver ainsi l'empereur et la ligue catholique ; tandis qu'en continuant avec une douce fermeté à assurer l'exécution de son édit, Ferdinand serait parvenu à son but, à rétablir la paix et le repos dans ce vaste corps germanique.

Mais l'empereur avait engagé sa parole aux Protestants, et il la tint; car ses intentions étaient droites et paternelles. Les électeurs et autres états de l'empire préparèrent donc les matières qui devaient être débattues à la diète, à laquelle Ferdinand voulait assister en personne. Cette mémorable assemblée, si féconde en résultats, se tint à Ratisbonne, le 3 juin 1630. Les électeurs de Trêves, de Mayence, de Cologne et de Bavière s'y trouvèrent en personne ; la Saxe et le Brandebourg, malgré des invitations réitérées, se bornèrent à y envoyer leurs députés. Outre ces personnages, on y vit encore une foule de princes et de seigneurs catholiques et protestants, ainsi que des émissaires français et suédois. Les intrigues, les vœux, les projets de toute nature s'y croisèrent

en tout sens. Une seule idée parut prédominer, ce fut de briser la puissance de l'empereur, — dont les intentions étaient si pacifiques, — et de le priver de son plus grand général, ainsi que de la meilleure partie de ses troupes. Le monarque lui-même avait formé un vœu bien cher à son cœur, celui de faire proclamer son successeur à l'empire, le jeune Ferdinand, son fils aîné.

Un génie hostile paraissait planer sur cette assemblée, et paralyser les décisions avant même qu'elles ne fussent prises. On accuse Richelieu d'avoir soufflé le feu de la discorde, et d'avoir déjà préparé d'avance le projet élaboré à l'assemblée de Heidelberg, consistant à demander *le renvoi de Wallenstein*; promettant aux Catholiques une alliance avec la France, et faisant entendre aux Protestants que, pour leur sûreté, ils devaient choisir pour général de leurs forces réunies, *Gustave-Adolphe*, roi de Suède, dont l'épée victorieuse allait les conduire à de nouveaux triomphes. Ce monarque ne comptait alors que trente-six ans, et était entouré de ce prestige que donne l'éclat d'une réputation acquise sur les champs de bataille.

Pour mettre le monarque à même d'entrer dans ses vues, et d'épouser la querelle des princes protestants, l'adroit cardinal sut lui ménager une trève de six ans avec la Pologne; il déchaîna ensuite la Russie contre cette dernière puissance,

fit sonder le prince de Transylvanie pour le pousser à une nouvelle rupture avec l'empereur. Déjà il avait fait avec le roi de Suède un traité secret, lui payait des subsides pour l'engager à verser le sang allemand. Ses émissaires négociaient partout avec les princes allemands protestants, leur offrant les services de la Suède; les engageant à s'opposer à l'édit de restitution de Ferdinand, et à élever leurs voix contre les exactions et les violences de Wallenstein.

Ce dernier point parut surtout préoccuper vivement les esprits; car ce général, une fois disgracié, le reste leur semblait plus facile à obtenir. Wallenstein avait, en effet, fourni matière à de graves reproches. L'Allemagne avait été foulée, torturée par son armée. Tous les états de l'empire pouvaient à peu près répéter ce que la chevalerie de Suabe avait dit : « Si Votre Majesté, disaient-ils, ne nous décharge pas des charges exorbitantes qui pèsent sur nous, nous sommes perdus; car, quoique nous soyons prêts à faire tous les sacrifices pour Votre Majesté, nous ne pouvons plus rien; il ne nous reste plus que nos corps à lui offrir, ayant été épuisés totalement nous et nos sujets, au point que nous serons obligés sous peu d'abandonner femmes, enfants, biens et propriétés pour vivre dans la misère : de plus l'argent est rare et nos biens sont grevés de dettes, et dussions-nous hypothéquer tout notre avoir et

nos propres corps, pour emprunter quelque chose, nous ne trouverions rien : ce qui contribue puissamment à ce malaise, c'est que beaucoup de nos domaines ont été enlevés à notre corps, contre tout droit, etc. Khévenhiller cite même un cas, où les féroces soldats dépouillèrent jusqu'à la chemise les habitants d'une ville, pour faire rentrer les contributions, et cela même par ordre de leurs officiers.

On articula ensuite d'autres griefs. On dit tout haut dans l'assemblée : « Que les électeurs, quoique les membres principaux du corps germanique, puisqu'ils élisaient l'empereur, ne jouissaient presque plus d'aucune considération et étaient tenus de se soumettre aux commandants militaires, qui cependant ne peuvent leur être comparés par la dignité, de plier devant leur ambition et de satisfaire à leur avarice, d'entendre des discours qui les ravalaient dans l'opinion publique et de souffrir une foule d'avanies sans oser seulement proférer un mot de plainte : qu'on avait levé en peu de temps dans l'électorat de Brandebourg une contribution de plus de quarante millions d'or, que les habitants y ont été forcés à coup de bâton, des vierges et des femmes violées, quelques personnes mêmes tuées, chose qu'on ne peut raconter sans frémir.

Quoique tous ces faits ne pussent pas être directement attribués à Wallenstein, il était cepen-

dant certain qu'il tolérait une grande licence parmi ses troupes, et que sur les États qui se plaignait de ses exactions, retombait presque toujours tout le poids de sa vengeance. Il justifiait ces excès dans les pays catholiques par la dure nécessité d'entretenir convenablement une armée qui défendait la cause catholique; dans les pays protestants il prétendait n'en agir ainsi que selon les usages de la guerre, et de cette manière il mécontentait tout le monde. Ces représentations vraies et énergiques devaient préparer l'empereur à entrer dans les vues des électeurs et des princes, à congédier Wallenstein et à licencier une partie de son armée; Wallenstein, comme l'auteur de tous ces maux était voué à l'exécration générale. Ce fut là l'objet du vœu général et l'expression des sentiments de tous.

Si l'empereur se refusait à obtempérer à ce désir des parties lésées, il pouvait passer pour le complice de ces abominations, surtout comme il n'avait pas tenu jusqu'à ce jour à l'exécution rigoureuse de ses ordres; l'orgueil de ce général pouvant en quelque sorte être regardé comme une suite de la tolérance qu'on avait montrée à son égard.

Mais ce qui dut décider Ferdinand à se priver de l'appui de son meilleur général, ce fut le fait suivant. Avant la promotion de Wallenstein au commandement suprême, l'électeur Maximilien

de Bavière avait été l'âme de la ligue catholique et avait rendu d'éminents services à l'empereur; mais depuis l'élévation du duc de Friedland, ce dernier fut tout à fait éclipsé par cet astre nouveau sur lequel se fixèrent tous les regards. Parvenu des rangs modestes de la noblesse ordinaire à celui de duc de Mecklenbourg et convoitant le chapeau d'électeur, Wallenstein ne paraissait pas encore content et aspirait à ceindre sa tête du *diadème royal*, objet dont il ne faisait même plus de secret. Maximilien que ces prétentions blessaient au plus haut degré, ne put pas se faire à l'idée d'être effacé par *ce parvenu* et d'être devenu, pour ainsi dire, inutile à la cause publique.

Wallenstein que ses amis avaient soin d'instruire de ce qui se tramait contre lui à la diète, ne s'en émut d'abord pas trop, sachant que l'empereur ne pouvait se passer de lui dans des circonstances aussi critiques; mais ayant appris que Ferdinand balançait entre sa conservation et l'appui que lui prêtaient Maximilien, et la ligue catholique, et prévoyant qu'il pourrait bien être sacrifié tôt ou tard aux puissantes intrigues qu'on faisait jouer contre lui, il prit son parti et se rendit à Ratisbonne où personne ne l'attendait. Là il eut une conférence secrète avec Ferdinand auquel il représenta les choses sous leur véritable point de vue, démasqua les projets du duc de Bavière, espérant triompher de son adversaire; mais il parut

dans cette ville, étalant un luxe et une magnificence qui contrastaient singulièrement avec la misère générale et qui obscurcissaient même la majesté impériale, ainsi que la dignité des princes et des ambassadeurs des premières puissances de l'Europe. Ceci révolta tout le monde et mit les plaintes articulées contre lui dans un nouveau jour. Il ne put long-temps tenir contre la manifestation de la haine de tous les partis, et se retira auprès de son armée, ayant plutôt perdu que servi sa cause.

Enfin, après un long combat, Ferdinand se décida à licencier dix-huit mille hommes de ses meilleures troupes, qui pour la plupart prirent du service dans les rangs des ennemis; mais il flotta incertain entre la mesure concernant Wallenstein, le créateur de son armée, qui à lui seul en valait une et qu'en cas d'une nouvelle guerre il ne savait par qui remplacer. Le général que n'avaient pu faire tomber les exigences de toute une assemblée, va être victime de la politique astucieuse de Richelieu, qui se servit pour consommer cette œuvre, d'un homme d'un extérieur simple et modeste, mais qui cachait sous la bure grossière du capucin un esprit fin et insinuant, parfaitement propre à réussir dans une affaire si délicate. Cet homme, c'est le *Père Joseph*, qui avait accompagné l'ambassadeur *Brulard* en qualité d'aumônier à Ratisbonne, et à qui Richelieu donna

la mission de décider l'empereur à congédier Wallenstein. Le cardinal connaissait la tendre piété de Ferdinand et il essaya de faire vibrer cette corde pour amener le monarque à ses projets. Il savait combien ce prince estimait les prêtres et les religieux, et combien il aimait à s'entretenir avec eux, les consultant même quelquefois. Le Père Joseph avait su gagner la confiance de Ferdinand qui l'admettait quelquefois à son audience.

L'adroit religieux profita de ces moments pour vanter les hautes prérogatives de l'Autriche, loua l'empereur de la conduite pleine de loyauté qu'il avait tenue envers le duc de Nevers au sujet des duchés de Mantoue et de Montferrat et s'insinua ainsi de plus en plus dans les bonnes grâces du monarque.

« Tout le monde, lui dit-il un jour, est indisposé contre le duc de Friedland qui sans doute a rendu de grands services à Votre Majesté, et il est à craindre que ce mécontentement n'ait des suites fâcheuses, si cet homme continue à rester plus long-temps à la tête de l'armée. Lui et le duc de Bavière ne s'entendront jamais. En sacrifiant ce dernier, Votre Majesté perdrait un prince puissant et dont l'appui lui est nécessaire ; en sacrifiant au contraire Wallenstein, elle ne perdra qu'un général qu'on peut facilement remplacer. Je crois que l'intérêt de l'empire exige ce dernier sacrifice dans les circonstances actuelles; car par

là Votre Majesté subjuguera tous les cœurs, et la grande affaire de l'élection de votre fils comme empereur d'Allemagne ne souffrira plus aucune difficulté. Ensuite le danger n'est pas aussi pressant que quelques-uns se l'imaginent, et la diète est assemblée pour travailler à une paix solide, à laquelle la France prêtera volontiers son secours. Quant aux armements de la Suède, ils ne sont nullement inquiétants : ce royaume est pauvre, très-éloigné et déjà épuisé par la guerre qu'il entretient depuis huit ans avec la Pologne. Si, contre toute prévision, il surgissait un événement qui motivât une guerre, il serait toujours loisible à Votre Majesté de rappeler Wallenstein, qui, de son côté, ne se fait pas illusion sur l'urgence de son renvoi. Le duc de Frieldand a l'âme trop élevée pour nourrir des pensées de ressentiment contre les personnes qui ont conseillé cette mesure, il s'apaisera facilement dès que le premier mouvement de la colère sera passé. »

Le Père Joseph avait prononcé ces paroles d'un ton de naïveté et de candeur, qui en imposa au pieux Ferdinand. Il y avait mis cette éloquence du cœur, cette profonde conviction qui décidèrent le monarque à acquiescer à ses vues, — et le renvoi de Wallenstein fut arrêté.

Mais il s'agissait de faire connaître au duc de Friedland la résolution de l'empereur; il s'agissait de l'engager à se démettre volontairement du

commandement dont il était investi. Ferdinand connaissait trop bien cet homme pour ne pas user de ménagements dans la crainte de le blesser et de s'en faire un ennemi redoutable. Il envoya donc à Memmingen deux des plus intimes amis du duc, le chancelier aulique *de Werdenberg* et le conseiller aulique de la guerre *de Questembourg* avec la mission de le préparer au coup qui allait le frapper, l'assurant de la haute faveur que l'empereur continuerait à lui témoigner toujours.

Les deux commissaires partirent sur le champ et entamèrent l'affaire. Mais le duc de Friedland avait été instruit de tout par son cousin *le comte Maximilien de Wallenstein*; il interrompit donc avec un froid dédain leur discours, leur montra un écrit relatant ce qu'il appelait *les naïvetés* de l'empereur et du duc de Bavière, puis il dit : — « Vous pouvez voir par la position des constellations, que j'ai été instruit de votre mission; car le génie du duc de Bavière domine celui de l'empereur; c'est pourquoi je n'en veux point à ce monarque; une seule chose me peine, c'est de voir que Sa Majesté se soit si peu occupée de moi; cependant j'obéirai. »

Il leur remit ensuite un écrit, dans lequel il justifia sa conduite passée, et pria l'empereur de ne point lui retirer ses faveurs et de le maintenir dans ses grades et dignités, acquis par d'honorables services. Il fit aux deux commissaires

des présents dignes d'un monarque et les laissa partir.

L'empereur et les électeurs furent également surpris de la faclité avec laquelle le duc avait accepté sa disgrâce ; mais on croit en avoir trouvé le motif dans les observations que lui fit à ce sujet son astrologue *Séni*, qui prétendait avoir lu dans les astres qu'après cette éclipse passagère, Wallenstein serait appelé à jouer un rôle beaucoup plus important encore, et qu'il aurait à parcourir une carrière beaucoup plus illustre par la suite. Mais un autre motif bien plus saillant, c'est que le duc ne voulait pas rompre avec l'empereur, parce que ses domaines et ses immenses richesses étaient situés dans les Etats héréditaires de l'empereur, par conséquent sous la main de Ferdinand, qui aurait pu les séquestrer au profit de l'empire, et qu'ensuite il prévoyait qu'un prince actif et entreprenant comme Gustave-Adolphe, forcerait tôt ou tard l'empereur à le rappeler à son secours, ce que le disgrâcié ne consentirait à faire qu'y étant prié par le trop crédule monarque.

Wallenstein se retira donc dans ses domaines, où il vécut plutôt en roi qu'en simple particulier, insultant par le luxe qu'il afficha à la misère de ses adversaires, et se moquant de l'humiliation qu'ils avaient cru lui infliger. — « Il fit démolir cent maisons, dit Hormayr, pour établir de vastes

places devant les six postes de son palais. Une garde particulière veillait à sa sûreté dans ses antichambres. Des domestiques nombreux et en brillante livrée, soixante pages, et vingt chambellans nobles attendaient ses ordres pour les exécuter. Plusieurs de ces derniers avaient même quitté la cour de l'empereur Ferdinand, pour entrer au service du duc de Friedland. Douze patrouilles veillaient nuit et jour autour du palais pour éloigner tout bruit; les rues furent barrées avec des chaînes, pour empêcher le cri des voitures, et quand le puissant seigneur allait visiter ses vastes domaines, il était toujours suivi de deux cents voitures.

L'empereur se croyait près de réaliser le vœu le plus cher à son cœur. Il avait fait les plus grands sacrifices, dans l'espérance de réunir les voix des électeurs en faveur de son fils; mais la cession du Palatinat à la Bavière, pour avoir contenté le duc Maximilien, avait irrité les puissances étrangères. Le licenciement de ses meilleures troupes qu'on ne pouvait pas remplacer facilement, n'avait servi qu'à affaiblir son armée dans un moment de crise; le renvoi de Wallenstein avait produit une si pénible impression sur l'esprit des soldats, qu'une foule d'entre eux renoncèrent au service de Ferdinand ainsi que la plus grande partie de ses meilleurs officiers. De plus, les ménagements apportés à l'exécution de l'édit

de restitution des biens ecclésiastiques, avaient singulièrement blessé les Protestants sans contenter les Catholiques; et on eût dit que les Etats n'avaient arraché au monarque une concession après l'autre, que pour se procurer le plaisir de l'humilier et de s'opposer à son ardent désir de se donner un successeur. Ils répondirent froidement qu'à la présente diète il ne pouvait pas être question de l'élection d'un empereur, puisque cette assemblée n'avait pas été convoquée pour cela; que cette affaire exigeait du temps et de mûres réflexions; qu'aux termes de la Bulle d'or cette élection devait se faire à Francfort, sans cela on pourrait dire qu'elle avait été faite sous l'influence des baïonnettes et arrachée par la crainte. L'empereur qui s'aperçut enfin qu'il avait été joué par Richelieu, ne put s'empêcher de dire un jour au prince d'Eggemberg : — «Nous avons été enlacés dans le chapelet d'un capucin, qui a fourré six chapeaux d'électeurs dans son étroite capuce.» Cependant, pour ne pas tout refuser à Ferdinand, on eut la complaisance de faire couronner son épouse Eléonore.

Le renvoie de Wallenstein produisit une sensation générale dans toute l'Europe; on publia à ce sujet une foule de brochures piquantes. Mais le prince qui s'en réjouit le plus, ce fut le roi de Suède, qui avait su apprécier le duc de Friedland, quoiqu'il fût jaloux de sa gloire. Gustave-Adol-

phe poussa même la galanterie jusqu'à faire faire des compliments de condoléance à l'illustre disgracié. Il lui fit écrire par le vieux *Mathias Thurn*, « que ses services, ses victoires, les sacrifices qu'il avait faits pour l'empereur ayant été si mal récompensés, la noire ingratitude de ce monarque devait rendre sa disgrâce bien pénible; que Gustave-Adolphe était disposé à lui témoigner dans toutes les occasions combien il aimait et estimait un si vaillant général. Cette lettre prouve que le monarque suédois cherchait à attirer Wallenstein à sa cause. Dans une autre occasion, Gustave-Adolphe lui fit dire, « que s'il ne dépendait que de lui, il placerait sur sa tête une couronne royale. »

Après le renvoi du duc de Friedland on se demanda à qui l'on confierait le commandement suprême de l'armée impériale, et celle de la ligue. Quelques-uns croyaient qu'on devait réunir ces deux corps sous un seul et même chef, et proposèrent le duc de Bavière comme un général habile et qui avait déjà remporté des victoires. Mais on objecta que, par cette réunion, on mettrait l'empereur en quelque sorte sous la dépendance de la Bavière : d'autres proposèrent de conférer ce commandement au jeune Ferdinand, fils de l'empereur, et qui avait déjà été couronné roi de Bohême et de la Hongrie ; mais on rejeta cette proposition comme dangereuse; enfin, après de lon-

gues discussions, on prit un certain milieu en nommant généralissime le vieux Tilly, quoique par là la direction générale de la guerre restât entre les mains de la Bavière. En somme, on ne gagna rien au renvoi de Wallenstein; car d'autres, qui avaient bien moins de mérite que lui, aspiraient à d'aussi grandes récompenses et fatiguaient l'empereur par leurs demandes importunes.

Pendant que tout cela se passait en Allemagne, Gustave-Adolphe débarqua avec quinze mille hommes et s'avança jusqu'en Poméranie. Déjà, au mois de mai 1630, il avait, du consentement des États, fait prêter par les grands et le peuple le serment de fidélité à sa fille, âgée seulement de quatorze ans, pris toutes les mesures nécessaires pour assurer la marche du gouvernement, et s'était embarqué en juin avec ses généraux, *le rhingrave Otton Louis*, *Banner*, *Torstenson*, *Baudissin*, *Kniphausen*, *Horn*, *Wrangel* et autres, parmi lesquels se trouvait le comte Mathias de Thurn, l'auteur de cette guerre de Trente ans. Il vit bientôt accourir sous ses drapeaux le reste des bandes de Mannsfeld et de Chrétien de Brunswick, et même de celles de Wallenstein, ce qui grossit ses troupes au point qu'il se vit à la tête d'une armée formidable. Il obtint même sur-le-champ une des principales forteresses allemandes, celle de *Stellin* par l'alliance qu'il fit avec le vieux Bogislas, duc

de Poméranie, homme faible et qui ne laissa pas d'enfants. L'électeur de Brandebourg était le légitime héritier de ce duché et avait même reçu le serment de fidélité des Poméraniens, mais le roi de Suède stipula dans cette alliance *qui ne devait en rien blesser l'Empereur et l'Empire*, de se réserver la possession de la Poméranie, après la mort du vieux Bogislas, jusqu'à ce que le droit à la succession eût été nettement défini et reconnu; de plus le successeur du défunt devait aussi payer les frais de la guerre; ce singulier traité ne signifiait rien autre chose, si non que Gustave-Adolphe voulait garder pour lui la Poméranie, et c'est par ce trait de générosité que ce monarque s'annonça comme le défenseur de ses frères Protestants.

Mais pour donner une couleur à son agression, il publia deux manifestes, dans l'un desquels il exposa qu'il était venu pour protéger les Protestants ses coréligionnaires *dans la foi hors de laquelle il n'y a point de salut*: pour rétablir dans leurs droits les ducs de Mecklenbourg, ses cousins, frères et parents.

Dans l'autre manifeste il établit comme cas de guerre ce que ses conseillers avait déjà rejeté comme insuffisant, savoir :

1° Que la ville de Strahlsund l'avait appelé à son secours pour la protéger contre l'oppression des troupes impériales.

2° Qu'on avait en 1626 saisi ses lettres au prince

de Transylvanie et qu'on les avait publiées en les tronquant.

3° Qu'on l'avait empêché de faire la paix avec la Pologne et qu'on avait envoyé des troupes au secours des Polonais.

4° Que l'empereur avait fait saisir les marchandises de quelques négociants suédois et s'était arrogé un certain pouvoir sur la mer Baltique.

5° Qu'il avait dépouillé de leurs États quelques-uns de ses amis et voisins.

6° Enfin qu'on avait exclu d'une manière insultante ses ambassadeurs des négociations entamées à Lubeck dans l'intérêt de la paix. — Mais nos lecteurs apprendront bientôt à connaître les véritables motifs de cette guerre, commandée d'ailleurs par la France.

En apprenant que le roi de Suède avait débarqué avec des forces imposantes, le général *Torquanto Conti*, qui commandait un petit corps d'armée d'à peu près huit mille hommes stationnés dans ces contrées, se retira dans le duché de Brandebourg, où il fut rejoint par quelques compagnies du comte de Schaumbourg. Mais Gustave-Adolphe prit *Stargar*, *Anklam*, *Ukermunde et Wolgast*; chassa les impériaux de Greifenhagen et de Garz, occupa ensuite le Muklenbourg qu'il restitua, à l'exception de quelques villes, à ses anciens seigneurs, et et entra dans leur capitale au son des cloches et aux bruit du canon.

Les ducs avaient levé des troupes qu'ils allaient lui amener; *le duc Charles de Sachsen-Lauenbourg* les commandait : mais *Pappenheim*, qui les surprit, les força à se rendre et à déposer les armes.

Les rapides progrès du roi de Suède sur le sol allemand alarmèrent vivement les princes catholiques, et répandirent la terreur parmi ceux qui s'en étaient moqués d'abord et avaient prétendu que ce *roi de neige* fondrait à mesure qu'il s'approcherait du soleil du midi; les princes Protestants n'étaient pas moins inquiets, Gustave-Adolphe leur paraissant pousser les choses plus loin qu'ils n'auraient voulu.

Ils s'assemblèrent à Leipsic pour délibérer sur leur position. Tilly reçut ordre de marcher sur la Basse-Saxe. Mais que pouvait-il faire avec une armée disloquée? C'est avec peine qu'il parvint, après six mois d'efforts, à rassembler un corps de de vingt mille hommes dans les provinces de Juliers, de l'Ost-Frise, de Brême, de Souabe et de Franconie, et il parut enfin au commencement de l'annéé 1631 à Francfort sur l'Oder. Mais quelle armée! Le meilleur général n'aurait rien pu entreprendre avec des troupes manquant en grande partie de vivres, de munitions, d'artillerie, de chevaux de train, et par dessus tout de courage; et cependant Tilly était décidé à s'opposer aux progrès de Gustave-Adolphe qui, de son côté, ne perdit pas son temps, prit *Colberg* et s'empara

de *Strahlsund* qui capitula, manquand de vivre; et qui alla ensuite bloquer *Demin* qu'il fit bombarder avec tant de vigueur que le général impérial, *duc de Savelli*, la remit enfin entre ses mains, au grand regret de Tilly, qui aurait voulu secourir cette ville.

Lorsque Savelli quitta Demin, Gustave-Adolphe s'entretint quelques instants avec lui, le loua d'avoir sacrifié le délicieux climat de la belle Italie pour faire la guerre dans le nord, il lui serra la main et lui dit qu'il serait toujours heureux de le rencontrer à la tête des impériaux. Mais lorsque le duc se fut retiré, le roi dit aux généraux qui l'entouraient, « Je ne voudrais pas être à la place de ce pauvre Savelli qui, placé sous mes ordres, payerait de sa tête ce qu'il vient de faire; mais il ne lui arrivera rien; car l'empereur est si bon, et ses gens spéculent sur sa bonté. » — Cependant, à son arrivée à Vienne, Savelli fut mis aux arrêts pendant quelques mois pour avoir si mal défendu une ville qu'on lui avait confiée.

Tilly, qui avait reçu des renforts, alla investir Neubrandebourg qu'il emporta d'assaut; la garnison suédoise, composée de quatre cents hommes n'ayant pas voulu entendre parler de capitulation et s'étant défendu jusqu'à l'extrémité; de sorte que, à l'exception du général Kniphausen, qui était blessé, aucun soldat n'en échappa. Son intention était d'occuper la Poméranie Occidentale.

Mais lorsqu'il apprit que le roi avait traversé l'Oder près de Schwedt et avait choisi une position fort avantageuse, qui le mettait à même d'attaquer les impériaux, ce que ceux-ci ne pouvaient faire s'en s'exposer à des pertes considérables, il ne balança pas un instant, renonça à l'occupation de la Poméranie et du Mecklenbourg et se retira sur l'Elbe, afin de couvrir la Silésie et de s'emparer de Magdebourg.

Cette ville avait reçu dans ses murs *Chrétien Guillaume de Brandebourg*, que l'empereur avait déposé ; elle avait prié Gustave-Adolphe de l'occuper, et ce monarque y envoya le colonel suédois *de Falkenberg*, pour y commander en son nom. Tilly espérait, en mettant le siége devant Magdebourg, attirer le roi pour délivrer cette place et le forcer à une bataille.

Mais Gustave-Adolphe, qui ne tenait pas moins à la conservation de cette ville que Tilly lui-même, ne voulut cependant pas exposer toute sa fortune aux hasards d'une bataille, ni s'aventurer davantage dans le pays, avant d'avoir gagné à sa cause les princes protestants. Il quitta en effet sa position, mais ce fut pour s'emparer de Francfort-sur-l'Oder, ville peu forte à la vérité, mais qui avait une garnison de huit mille hommes. Il livra trois assauts à cette ville; les impériaux, qui s'étaient bravement battus, mais qui, à cause des fortifications peu importantes ne pouvaient la dé-

fendre plus long-temps contre toute l'armée de Gustave-Adolphe, avaient fait battre deux fois le tambour, s'offrant à capituler; mais les Suédois rejetèrent cette demande, et massacrèrent tous ceux qui ne purent se sauver à la faveur de la nuit. Leur mot d'ordre était *Neubrandebourg*; ils voulurent ainsi, par cette horrible boucherie, venger dans le sang de huit cents Autrichiens la mort de quatre cents Suédois, tombés à la prise de Neubrandebourg. Le roi, quoique s'étant déclaré le protecteur des Protestants, livra ensuite au pillage cette ville toute protestante. Pendant le sac qui dura trois heures, les Suédois, dont on avait tant vanté la discipline sévère, se livrèrent à des excès que notre plume se refuse à transcrire. Les horreurs furent portées à un tel point, que le monarque et ses généraux furent obligés de donner des coups d'épée et de bâton aux soldats; d'en faire pendre quelques-uns, pour mettre fin à ces actes d'une révoltante cruauté. Pour couronner dignement cette barbarie, on mit le feu à seize maisons, et on plaça six régiments en garnison chez les bourgeois de la ville. La partialité avec laquelle les écrivains protestants racontent cette conduite *du pieux Gustave-Adolphe* est vraiment admirable. Le monarque suédois adressa ensuite une lettre aux habitants de Magdebourg, pour les engager à une vigoureuse résistance, leur faisant espérer de prompts secours.

Dès que Tilly apprit que Gustave-Adolphe était allé bloquer Francfort, il précipita sa marche pour sauver cette ville dont il prévit le sort, au cas où le roi dût l'accabler avec toute son armée; mais on lui annonça, chemin faisant, ce qui venait d'arriver, ainsi que la marche du monarque sur Landsberg, qui était encore au pouvoir des impériaux. On croyait généralement que Gustave-Adolphe se rendrait alors sous les murs de Magdebourg, pour protéger cette importante cité dont il désirait faire une place d'armes ; mais fidèle à son plan de ne point se laisser couper par l'ennemi, il entama de nouvelles négociations avec l'électeur de Brandebourg, qui craignant d'être mis au ban de l'empire, détestant le monarque suédois, qui lui avait enlevé la Poméranie, ne voulut point traiter avec lui; encore moins lui ouvrir les portes des deux forteresses de *Custrin* et de *Spandau*. Cette résistance enflamma la colère du monarque, qui se dirigea sur la Sprée, et fit mine d'assiéger Berlin avec une partie de son armée. L'électeur, voyant ces préparatifs, alla le trouver, et après de longues discussions, consentit à lui permettre d'occuper Spandau jusqu'à ce que Magdebourg fût délivré et que le roi eût un lieu de sûreté en cas de retraite.

Cette conduite de Gustave-Adolphe fit une pénible impression sur les autres princes protestants. L'électeur de Saxe vit dans l'envahissement de la

Poméranie et des places que le monarque avait prises en Prusse, le sort qu'il avait à attendre lui-même de la part de ce défenseur de la cause protestante, et refusa constamment de traiter avec lui, et d'avancer les quelques cent mille écus que le roi lui avait demandés à défaut de conclusion d'un traité. Son intention était de garder une certaine neutralité entre l'empereur et le monarque suédois en les ménageant tous deux; d'établir une troisième alliance entre les princes protestants, à la tête de laquelle il désirait se placer lui-même. Et, comme il a déjà été dit plus haut, lesdits princes s'étaient en effet réunis à Leipsic, d'où ils adressèrent une lettre à l'empereur, dans laquelle ils lui peignirent l'état déplorable de l'empire et lui demandèrent non-seulement l'entière révocation de l'édit de restitution et l'abolition des commissions nommées à cet effet, mais la grâce d'être délivrés des contributions forcées, impôts extraordinaires, recrutements, marches et contre-marches, pillages, excès de toute espèce, le priant de les protéger et de ne point leur en vouloir, si, étant de nouveau vexés par les soldats, ils cherchaient à se défendre par tous les moyens que Dieu, la nature et les lois mettaient à leur disposition.

Un semblable écrit fut aussi adressé aux électeurs catholiques; les princes conjuraient ces derniers de s'intéresser à eux, et de travailler au ré-

tablissement de la paix. Ils décidèrent ensuite qu'il était urgent de préparer le contingent de leurs troupes d'après l'ordre des cercles, d'enrôler la chevalerie ainsi que l'élite des cultivateurs, de rester cependant dans les bornes de la défensive, suivant ce qui est prescrit par les lois et ordonnances de l'empire et de chaque cercle; de s'assister mutuellement, et de se protéger au cas où l'un ou l'autre fût attaqué *injustement et contre les lois et priviléges de l'empire.*

L'empereur ne fut pas dupe de ces démonstrations, il reconnut que ces armements étaient faits dans l'intérêt des Suédois plutôt que dans ceux de l'empire. Il reprocha dans des termes sévères, aux princes signataires de cette missive leur conduite double, et leur fit entendre que les malheurs de cette guerre avaient été provoqués par eux-mêmes, et que c'est pour avoir écouté les intrigues de la France et pour s'être séparés de lui, qu'ils sont maintenant obligés de subir l'invasion des Suédois, avec lesquels l'empire n'avait eu aucun démêlé : que le système de défense qu'ils avaient adopté ne tendait à rien moins qu'à les mettre en opposition avec les troupes impériales, comme si lui, leur souverain, était l'ennemi commun de la patrie. — Il cessa aussitôt le traité de Leipsic, et envoya un commissaire à Dresde, pour faire de justes remontrances à l'électeur de Saxe sur la conduite des princes protestants. Mais tout fut

inutile. Ils continuèrent leurs armements, et se tinrent prêts au premier évènement à faire cause commune avec les étrangers pour dévaster l'empire. — Les électeurs et princes catholiques se réunirent aussi à *Dunkelsphuld*, où ils décidèrent de resserrer les liens qui les unissaient à l'empereur et de le secourir de tout leur pouvoir. Ils répondirent aux princes protestants, pour les engager à ne point se séparer d'eux, leur promettant aide et protection, et leur firent la proposition de prolonger jusqu'au 7 août, le terme de la convocation d'une diète, qu'on devait tenir à Francfort sur le Mein. Mais tout cela n'eut aucun résultat : l'Allemagne continua d'être une vaste place d'armes, où tout se préparait à une guerre d'autant plus horrible qu'elle allait éclater entre Allemands et Allemands.

L'empereur, qui voyait les forces imposantes que le roi de Suède réunissait sous ses drapeaux, sur le sol allemand, qui était témoin de l'assistance que lui prêtait la France, ainsi que l'empressement des princes protestants à épouser sa cause, ayant de plus appris que ces derniers, foulant aux pieds leur serment de fidélité, avaient fait une alliance défensive et offensive avec Gustave-Adolphe, renouvela la sentence qu'il avait déjà portée contre le traité de Leipsic et la fit exécuter par ses généraux. *Le comte de Furstemberg*, qui venait d'amener en Allemagne le corps

d'armée occupé jusqu'alors en Italie, prit Kempten et Memmingen, leva une contribution de cinquante mille florins dans chacune de ces villes, et entra avec vingt-quatre mille hommes dans le Wurtemberg. L'administration de ce duché réunit aussitôt des troupes pour le combattre, demanda du secours au margrave de Baden-Dourlach ainsi qu'aux autres princes protestants. Mais avant même d'avoir reçu de réponse, le comte de Furstemberg lui présenta la bataille auprès de Tubingen. Ne se sentant pas le courage de hasarder une affaire avec seize mille hommes nouvellement levés, contre vingt-quatre mille hommes de vieilles troupes, l'administration fit sa paix avec le général autrichien, s'engagea à renoncer au traité de Leipsic, à fournir des vivres et des munitions aux impériaux, à rester fidèle à l'empereur et à licencier ses troupes.

Ulm et quelques autres villes suivirent l'exemple de Wurtemberg; les villes du cercle de Franconie n'attendirent pas même l'arrivée de Furstemberg, mais lui envoyèrent des députés pour faire leur soumission, promettant de renoncer au traité de Leipsic et de fournir les subsides de guerre. Ainsi ce fameux traité fut annulé en moins de deux mois, par toute la Souabe et la Franconie.

Cependant Tilly était allé investir Magdebourg, cette ville riche et forte, si jalouse de ses privi-

léges, que Wallenstein avait en vain essayé de prendre deux ans auparavant, et que, après un blocus de six mois il n'avait pu forcer ni à recevoir garnison impériale, ni à payer une contribution de guerre. Les Magdebourgeois s'étaient bravement moqués de Tilly et de ses troupes, lorsqu'ils les virent abandonner le siége peu de temps auparavant pour marcher au secours de Francfort, mais cette fois ils furent saisis de crainte à la vue des formidables préparatifs qu'il fit pour les serrer de près. — Après s'être emparé des ouvrages avancés, Tilly envoya en ville un trompette avec trois lettres adressées au magistrat, à l'administrateur et au commandant suédois de Falkenberg, les engageant à ouvrir leurs portes aux troupes de l'empereur, leur signifiant qu'il était décidé à emporter la ville à quelque prix que ce fût, et leur faisant entendre, qu'en cas d'assaut il ne répondait pas des suites qu'entraîne un tel désastre, malgré tout son zèle à maintenir une discipline sévère.

Ils lui firent répondre *qu'ils aimeraient mieux mourir que de se rendre*; mais le prièrent de leur permettre d'envoyer des députés aux électeurs de Saxe et de Brandebourg, ce que Tilly ne jugea pas à propos de leur accorder. Les Magdebourgeois ne manquaient pas de courage, mais de forces assez nombreuses pour résister à une telle attaque. Pour mieux se défendre, ils firent mettre le

feu aux deux faubourgs de *Sudenbourg et de Neustadt*, tirèrent sanc cesse sur le camp des impériaux, et tuèrent beaucoup de monde. Ils firent même quelques sorties, mais qui furent repoussées avec vigueur.

Pour suppléer au manque des troupes, on arma la bourgeoisie; mais on remarqua bientôt les funestes effets d'un vil égoïsme, d'une grande indifférence et d'une discorde qui contrastèrent singulièrement avec le danger toujours croissant. Au lieu de payer de leurs personnes, les riches se contentèrent d'envoyer leurs domestiques; aucun ne voulait faire plus que l'autre, et les bourgeois de service s'entendaient mieux à manier la cruche de bierre que le mousquet : par suite de ce siége, les denrées renchérirent et quelques spéculateurs profitèrent de cette situation pour falsifier la bierre ce qui occasiona beaucoup de maladies. Le magistrat fit même enfermer la poudre qu'il ne distribua qu'à la dernière extrémité.

Tilly se hâta dans ses opérations; car Gustave-Adolphe avait quitté Berlin pour voler au secours de Magdebourg. Il somma une seconde fois les habitants de se rendre et de ne point braver plus long-temps par leur opiniâtreté les mesures qu'il serait obligé de prendre contre eux; mais il reçut la même réponse qu'auparavant. Falkenberg fit des efforts inouïs, travaillant nuit et jour pour parer à tout, ranimer le courage des assiégés,

tandis que Pappenhein s'occupait sans relâche des tranchées et disposait tout pour une attaque générale. Lorsque tous les préparatifs nécessaires à livrer assaut furent terminés, Tilly envoya un troisième trompette avec trois lettres adressées aux mêmes personnes, demandant une dernière fois l'entrée des troupes impériales dans une ville appartenant à l'Empire et qui n'avait nul droit de se révolter contre son autorité et de recevoir un commandant étranger, etc.

Au lieu de répondre à cette injonction, les assiégés gardèrent le trompette jusqu'au troisième jour, espérant voir arriver pendant ce laps de temps le roi de Suède pour les délivrer, et ce fut là ce qui engagea Tilly à presser les choses. Ce général était vivement touché du sort de Magdebourg; il espérait toujours emporter la ville sans l'exposer aux horreurs d'un assaut. — Enfin les batteries de siége cessèrent le feu. Les assiégés s'aperçurent même qu'on avait retiré quelques pièces de gros calibre braquées contre la ville sur l'emplacement du faubourg de Sudenbourg, et crurent que les impériaux se retiraient; ils montèrent sur les tours pour voir arriver l'armée libératrice de Gustave-Adolphe, et comme pendant toute la nuit aucun projectile n'avait été lancé contre la ville, ils se persuadèrent que le danger était passé et allèrent, à la pointe du jour, se livrer au repos.

Mais la veille de ce jour terrible Tilly avait réuni son conseil de guerre. L'éloquence du bouillant Pappenheim décida la question et entraîna tous les esprits. L'assaut fut fixé au lendemain à cinq heures du matin. Deux coups de canon devaient donner le signal de l'attaque. Les colonnes destinées à tenter l'assaut étaient prêtes et attendaient le moment avec impatience. L'airain tonne et l'assaut commence sur quatre endroits à la fois. Falkenberg se multiplie et fait des prodiges de valeur, il tombe avec lui une foule de braves. Le sort de Magdebourg est décidé, rien ne résiste plus aux vainqueurs, les portes de la ville s'ouvrent, et semblables à un torrent qui a rompu sa digue, les bandes wallones et les féroces Croates s'y précipitent pour assouvir leur rage et venger leur honneur qu'avaient osé attaquer les Magdebourgeois en les insultant. Alors commence un horrible carnage. De toutes les fenêtres, du haut des toits on vit pleuvoir sur les impériaux des pavés, des tuiles, des tisons, de l'eau bouillante, etc.; chaque rue exige un nouvel assaut, le sang coule par torrent, Impériaux et Magdebourgeois se confondent, luttent corps à corps, lorsqu'un nouvel ennemi se présente : le feu avait été mis dans plusieurs endroits de la ville par les deux partis, vainqueurs et vaincus; les uns avaient eu recours à cette cruelle vengeance pour empêcher leurs richesses de tomber entre les mains des sol-

dats de Tilly, les autres pour augmenter la confusion.

Quelques écrivains protestants, entre autre Schiller, ont reproché à Tilly d'avoir toléré l'abus que firent ses soldats de leur victoire et l'ont traité d'homme féroce et sanguinaire !!! — Et ils ne se sont pas souvenus que cet homme féroce versa des larmes à la vue des maux d'une cité autrefois si florissante, et qui sans motif s'était soulevée contre l'autorité de l'empereur et avait reçu dans son sein un commandant étranger; et ils n'ont pas voulu se souvenir d'un trait qui contraste d'une manière frappante avec les sentiments qu'on prête au vieux général; car ayant appris que ples de mille prsonnes étaient depuis trois jours enfermées à l'église cathédrale, en proie à toutes les horreurs de la faim, de la soif et de la mort, non-seulement Tilly leur rendit la vie et la liberté, mais leur fit distribuer des pains de munition, ne trouvant pour le moment d'autre nourriture à leur offrir. Hormayr fait l'observation suivante :

« On parle toujours du sac de Magdebourg, et seulement de Magdebourg, comme si ce fut la seule ville qui ait subi les horreurs d'un assaut? Pourquoi ne parle-t-on pas aussi de Barcelonne, de Xativa, d'Ozyokow, de Prague, de la Vendée, d'Arezzo, de la Calabre, de Lubeck, de Sarragosse ? Pourquoi toujours reprocher à un parti ce que

tous deux ont eu à se reprocher...? Pourquoi oublie-t-on dans les livres ce que le peuple n'a pas encore oublié, la chanson et la fête suédoise? » — Et le sac de Francfort sur l'Oder n'offrait-il pas un trait semblable? C'est que là les Suédois furent cruels, ici les impériaux, voilà ce qui explique la partialité des écrivains protestants.

Le sort de Magdebourg provoqua les murmures les plus violents des protestants contre le roi de Suède, et l'apologie que ce prince publia pour justifier sa conduite ne servit en rien la cause de cette cité infortunée et n'effaça point cette tâche faite à sa gloire. — « La ville, dit-il, n'a jamais voulu, malgré les assurances que je lui donnai, malgré mes instances et mes efforts réitérés, avancer les fonds pour lever une armée passable, elle n'a pas même voulu rendre le moindre service à Sa Majesté, ni faire des quartiers pour ses soldats jusqu'à ce que l'ennemi fût à ses portes. Ensuite il n'a pas pu abandonner sa position sur l'Oder, parce que le général Schaumbourg le suivait avec un corps d'armée; que l'électeur de Brandebourg avait hésité trop long-temps à lui remettre les places de Custrin et Spandau, qu'enfin l'électeur de Saxe n'avait voulu lui fournir ni troupes ni vivres, qu'au contraire ces deux princes s'étaient conduits envers lui de manière à ne point lui inspirer grande confiance. »

Et en effet, l'électeur de Brandebourg était ir-

rité au plus haut point contre le roi, les motifs en sont connus à nos lecteurs; et il ne lui aurait certainement pas permis d'occuper ces deux forteresses, si Gustave-Adolphe n'avait pas fait mine de bombarder Berlin. Les intentions de la Saxe étaient équivoques. Les réponses hautaines que l'électeur Jean-Georges faisait depuis quelque temps à Tilly laissaient à peu près entrevoir à celui-ci quelles pouvaient être les vues de ce prince. L'édit de restitution avait surtout frappé l'électeur et ce fut pour y échapper qu'il provoqua l'assemblée des princes protestants à Leipsic; assemblée que l'empereur déclara nulle et illégale. Jean-Georges avait aussi été vivement blessé de ce que son fils, Jean-Aguste, ayant été élu par le chapitre de Magdebourg, administrateur de cet archidiocèse, l'empereur, qui voulait restituer à la religion catholique les biens de cette antique métropole, eût obtenu du Pape une bulle, qui en nomma archevêque le prince Léopold, un de ses fils. Ferdinand aurait été enchanté de voir ce fils à la tête de ce diocèse, parce qu'il aurait trouvé en lui un soutien de plus. L'électeur n'aimait point Gustave-Adolphe, mais il n'était plus si chaud partisan de l'empereur qu'autrefois. Le général Arnhein ne contribua pas peu à entretenir ce éloignement et à provoquer même une rupture totale. Celui-ci avait autrefois servi sous Wallenstein, avec lequel il était toujours en relation.

L'électeur continuait toujours ses armements, sans vouloir dire dans quel but ils étaient faits. Tilly, qui ne pouvait pas y être indifférent, lui envoya des commissaires, pour lui demander à quoi il destinait ses troupes. Il l'invita en même temps à accorder l'entrée de la Saxe aux troupes impériales, à désarmer les siennes ou à les réunir à celles de l'empereur. Pour appuyer cette demande, il alla se poster sur les frontières de la Saxe. L'électeur de Bavière lui adressa à la même époque une lettre, dans laquelle il l'exhortait à ménager de son mieux Jean-Georges, et à arranger à l'amiable tous les différents survenus; mais cette lettre arriva trop tard, Jean-Georges répondit aux commissaires qu'il espérait bien qu'en considération des services qu'il avait sans cesse rendus à l'empereur et à l'empire, on n'en viendrait pas à son égard à la triste extrémité d'occuper militairement ses Etats pour les ruiner. — Et, pendant le repas splendide qu'il donna à ces mêmes commissaires, il dit : « Je vois bien qu'on a réservé la confiture saxonne pour la bonne bouche; mais prenez-y garde, Messieurs, vous y trouverez des noix qui pourraient vous casser les dents en mordant. »

Il est de fait que cet électeur, homme timide et irrésolu, voyant l'impossibilité de jouer un rôle indépendant dans cette guerre, flottait long-temps incertain entre l'empereur et le roi de Suède, et

que la demande que Tilly venait de lui faire le décida enfin à se prononcer pour le dernier. Dès que Tilly en fut convaincu, il traita ses Etats selon toute la rigueur de la guerre, appela le corps d'armée de Furstenberg, et entra en Saxe avec quarante mille hommes. Il prit ensuite *Weissenfels*, *Fribourg*, *Mersebourg*, *Naumbourg*, *Zeitz* et plusieurs autres villes qu'il livra au pillage, ou qui se rachetèrent par des contributions forcées. Le 2 septembre, il marcha sur Leipsic, d'où il chercha à renouer ses négociations avec l'électeur, mais celui-ci lui fit les reproches les plus durs sur ses opérations. Tilly ne se rebuta point, et exigea qu'on permît à ses troupes l'entrée de la ville et des vivres pour son armée : mais les habitants, déclarant qu'ils ne pourraient rien sans l'agrément de l'électeur, Tilly fit lancer quelques boulets dans la ville. Les bourgeois se réunirent alors aux soldats, ripostèrent par un feu meurtrier, et mirent le feu aux faubourgs avant même d'avoir été bloqués en forme. Tilly se voyant provoqué, prit des mesures pour soumettre cette ville; mais après plusieurs sommations, Leipsic, redoutant le sort de Magdebourg, signa une capitulation, reçut une garnison impériale et paya deux cent mille écus de contributions.

Cependant Gustave-Adolphe avait passé l'Elbe auprès de Wittenberg, où le duc de Saxe qui jusqu'alors s'était tenu éloigné de lui, vint implorer

son secours. Il reçut avec un froid dédain les propositions du général Arnheim, qui se rendit dans son camp au nom de l'électeur, et quoique cette démarche le comblait de joie, il haussa les épaules et répondit, qu'il plaignait Jean-Georges, qui aurait pu éviter tous ces malheurs en se rendant plutôt à ses désirs; il ajouta qu'il avait maintenant changé ses dispositions, que cependant il ne laisserait pas de secourir l'électeur, si celui-ci voulait lui céder Wittenberg, envoyer en ôtage son fils aîné, payer à l'armée suédoise une solde de trois mois, et livrer ou punir lui-même ses conseillers infidéles.

L'électeur intimidé promit tout et plus encore; il s'offrit de se rendre lui-même avec toute sa famille au camp suédois, et d'avancer jusqu'à la derniére obole pour le salut commun. — Gustave-Adolphe reçut à Torgau les électeurs de Saxe et de Brandebourg, et tint conseil de guerre avec eux, pour s'entendre sur les opérations ultérieures. Les Saxons passèrent dans les rangs des Suédois auprès de Duben. Le plan que le roi proposa fut d'éviter une action générale, et d'entourer les impériaux de tout côté, pour les forcer à quitter la position avantageuse que Tilly avait choisie : — « Car, leur dit-il, si nous hasardons à présent une bataille, nous exposons une couronne et deux chapeaux d'électeurs. Ma couronne est à la vérité bien gardée, mais vos chapeaux d'électeurs pourraient

bien tomber de vos têtes, puisque l'ennemi occupe vos provinces. »

Mais l'électeur de Saxe, dont le pays était alors envahi par deux armées nombreuses, demanda avec instance qu'on en vînt enfin à une bataille, dont l'issue ne saurait être pour ses Etats plus malheureuse que ne l'était la présence de deux corps ennemis si redoutables; il annonça même qu'à défaut d'autre secours il attaquerait seul les impériaux, décidé à périr ou à délivrer son pays de ce fléau. Le roi se rendit enfin à ses désirs.

Le jour même où Tilly avait pris Leipsic pour avoir une position sûre, il apprit que les Suédois s'approchaient, et établit aussitôt un camp retranché, évitant une affaire générale jusqu'à l'arrivée des divisions des généraux Tiefenbach, Altringer et du comte Fugger qu'il attendait à tout moment.

Il envoya, en attendant le brave mais téméraire Pappenheim, avec deux cents cuirassiers faire une reconnaissance, lui défendant sévèrement d'engager, sous quelque prétexte que ce fût, une action avec l'ennemi. Pappenheim rencontra quelques compagnies de troupes saxonnes qu'il refoula, expédiant à Tilly des cavaliers pour lui dire que les Saxons étaient seuls, que le roi n'avait pas encore rejoint l'électeur, et qu'il ne saurait en répondre ni devant Dieu, ni devant l'empereur, ni de-

vant le duc de Bavière, s'il laissait échapper une si belle occasion de battre les Saxons, qu'il le conjurait donc de venir le rejoindre avec toute l'armée. Pappenheim, qui avait la vue basse, se vit tout-à-coup engagé dans une affaire avec les Suédois, et ne sut plus comment s'en tirer. Un adjudant arriva à bride abattue annoncer à Tilly que Pappenheim demandait encore deux mille hommes pour se dégager. — « Cet homme, s'écria le vieux Tilly, me fera encore perdre mon honneur et ma réputation, et à l'empereur ses états et son armée ! »

Ce fut contraint par la nécessité de dégager ce bouillant général et contre son gré, que Tilly sortit de son camp retranché, et rangea en bataille auprès de Breitenfeld son armée, qui comptait trente-cinq mille combattants ; les Suédois et les Saxons n'en avaient pas plus à lui opposer : mais la bataille fut perdue avant d'avoir été commencée, le brave Tilly n'ayant pas pu ranger ses troupes en ordre, et étant obligé de suivre les mouvements de l'ennemi pour se défendre.

L'action commença par une vive canonnade. Le vent d'ouest poussa des nuages de fumée et de poussière à la figure des Suédois, ce qui les empêcha d'agir ; alors le roi fit faire à son armée un mouvement vers le nord, ce qui engagea Tilly à quitter les hauteurs sur lesquelles il avait placé son artillerie et à se précipiter avec impetuosité

sur le centre de l'armée suédoise. Comme son artillerie le secondait à merveille, il enfonça les Saxons qui se débandèrent bientôt. L'électeur lui-même prit la fuite et ne se remit qu'à Eulenbourg de sa panique. Déjà on allait expédier des courriers pour Vienne et Munic, annoncer cette victoire, mais on s'était trop tôt applaudi de ce succès ; car Pappenheim ne se contint pas si bien sur l'aile droite où le roi commandait en personne.

Sept fois il chargea les Suédois à la tête de sa cavalerie, et sept fois son impétuosité se brisa devant la forêt de baïonnettes que lui opposa le carré compact de l'infanterie suédoise qui le força enfin à la retraite. Tilly ayant achevé la déroute des Saxons, alla attaquer l'aile gauche de l'ennemi, mais le roi qui avait battu Pappenheim, détacha trois de ses régiments sur ce point où le général Horn soutenait avec avantage le choc des impériaux. Gustave-Adolphe lui-même, voyant que les hauteurs sur lesquelles était placée l'artillerie autrichienne étaient dégarnies de troupes, s'y précipita, s'empara de cette artillerie et la dirigea sur les soldats de Tilly lui-même. Ne pouvant résister à ce feu meurtrier qui se croisait avec celui que vomissaient aussi les canons suédois, l'armée impériale recula ; quatre régiments de vieilles troupes résistèrent seuls et se frayèrent un passage à travers les Suédois ; Tilly marchait au milieu d'eux, bravant comme eux la mort, répandant des lar-

mes à la vue des affreux ravages que faisaient les boulets ennemis parmi les siens ; lui-même, percé de trois balles, fut sommé de se rendre à un capitaine suédois qui était sur le point de lui fendre la tête, lorsque le duc Rodolphe de Saxenlauenbourg étendit ce dernier mort à ses pieds. La bataille était perdue, elle avait duré jusqu'à la nuit. Neuf mille morts jonchaient le champ de bataille parmi lesquels plusieurs généraux et une foule de braves officiers ; Tilly seul comptait sept mille morts ; les Suédois avaient à peine perdu sept cents hommes.

Cette victoire changea la face des choses. L'empereur et la ligue catholique en furent alarmés, les protestants poussèrent des cris de joie ; mais cette joie ne fut pas exempte d'amertume. Les premiers tremblaient pour leurs Etats, les seconds ne furent pas sans inquiétude sur les suites de cette guerre, car Gustave-Adolphe prit envers eux un ton de vainqueur ; maître absolu de leurs Etats, il les traitait en vassaux, et l'Allemagne fut forcée de céder à un étranger ses trésors, ses villes, ses enfants, qu'elle avait refusés à son empereur. — Depuis la perte de cette bataille, le vieux Tilly parut sombre et découragé. De trente-sept batailles qu'il avait livrées, ce fut la première où il fut vaincu ; il ne put se pardonner d'avoir cédé à l'impétuosité de Pappenheim ; mais il apprit qu'en refusant de combattre on n'aurait pas manqué de l'accuser

auprès de l'empereur d'avoir laissé échapper une si belle occasion de battre l'ennemi.

Tilly rassembla auprès de Halberstadt ses troupes éparses et parvint à reformer une armée par les renforts que lui amenèrent Altringer, Fugger et le duc de Lorraine. Ses forces s'élevèrent bientôt au même chiffre qu'il avait compté avant la désastreuse affaire de Leipsic, mais elles le cédèrent aux autres en courage et n'avaient surtout pas été assez exercées dans l'art de la guerre.

Gustave-Adolphe fut reçu partout avec enthousiasme par le peuple protestant qui poussa l'adulation jusqu'à en faire une espèce d'idole. Le roi, après avoir pris Mersebourg et Halle, (l'électeur de Saxe reprit aussi Leipsic) décida d'envahir les États héréditaires de l'empereur et des princes catholiques pour éloigner le théâtre de la guerre des pays protestants. S'il eût eu l'idée de traverser la Lusace, la Silésie, la Bohême et de marcher droit sur Vienne, il aurait cruellement embarassé Ferdinand qui n'avait pas alors d'armée à lui opposer dans ces contrées, et il était à craindre que les protestants de ces provinces ne se levassent en masse pour se joindre aux Suédois. Gustave-Adolphe se borna à confier à l'électeur de Saxe dont il connaissait la valeur, assez de troupes pour tenter la fortune en Silésie et en Bohême ; lui-même se réservait la conquête de la Franconie et de la Bavière.

La plupart des villes de Franconie lui ouvrirent leurs portes sans coup férir, quelques-unes lui donnèrent même des marques extraordinaires d'attachement à sa cause. *Wurtzbourg* fit quelque résistance, mais fut obligé de capituler; la citadelle tint quatre jours de plus, fut emportée d'assaut et la garnison, fórte de quinze cents hommes et de quelques religieux, fut passée au fil de l'épée. S'il avait différé de quelques jours, Tilly, qui suivait avec son armée, eût pu secourir cette ville; mais il arriva trop tard et se dirigea vers *Anspach* et *Gunzenhausen*, laissant ainsi le Mein.

On critiqua Tilly de ne s'être pas opposé au roi avec une armée au moins aussi nombreuse que celle des Suédois; mais le vieux général ne mérita pas ce reproche; il avait sans doute des troupes, mais celles-ci, peu rompues encore à la fatigue de la guerre, étaient mal vêtues, harrassées pas des marches forcées, en proie à des maladies et manquant quelquefois de vivres, tandis que l'armée de Gustave-Adolphe regorgeait de tout. Et, malgré ces désavantages, Tilly brûlait du désir de se mesurer avec le monarque suédois pour laver l'affront de Leipsic; il avait même, à plusieurs reprises, conjuré l'électeur de Bavière de lui permettre de livrer bataille, répondant sur sa tête d'une victoire qui lui paraissait facile; mais Maximilien lui répondit sans cesse qu'il ne fallait pas s'exposer à de nouveaux revers, puisqu'on n'avait plus

de nouvelle armée à opposer au roi de Suède. Khévenhiller raconte même que Tilly se plaignait amèrement de l'inaction dans laquelle on le laissait, prétendant que l'idée de ne pouvoir prendre sa revanche le précipiterait au tombeau, d'autant plus que le monarque étranger ravageait toute la Franconie.

Dès lors on conçoit la facilité avec laquelle Gustave-Adolphe subjugea toutes les contrées le long du Mein et du Rhin, sa marche ressemblant à une espèce de triomphe. Son approche dispersa aussitôt les commissaires, qui s'étaient assemblés à Francfort, le 5 septembre, quoique ceux-ci eussent déclaré vouloir continuer autre part leurs opérations.

D'après les ordres de l'électeur de Bavière, Tilly rentra en Franconie pour reprendre *Bamberg*, ce qui lui réussit sans beaucoup de peine; il battit même une division suédoise auprès de *Schweinfurt*. Dès que Gustave-Adolphe en eut connaissance, il renonça au plan qu'il avait conçu d'assiéger *Heidelberg et Philippsbourg*, pour marcher contre Tilly; mais celui-ci, connaissant les forces de son ennemi, ne jugea pas à propos de l'attendre, quitta de nouveau la Franconie et se rapprocha des frontières de la Bavière. Il eût été, en effet, très-imprudent de se commettre alors avec le roi, dont l'armée s'était considérablement renforcée ar des secours qui lui arrivaient de toutes parts.

Par cette tactique habile, le vieux général de Ferdinand gagna du temps, et ses troupes, en occupant un pays ami, n'étaient plus exposées à toutes les privations qui jusqu'alors avaient énervé leur courage.

Cependant les Saxons n'étaient pas restés oisifs, et avaient conquis dans la Bohême *Schluckenau*, *Teschen*, *Aussig*, *Toplitz*, *Leutmeritz* et d'autres places. Le général *Arnheim* s'était même avancé jusqu'à quelques lieues de Prague, qui manquait de garnison et qui lui ouvrit ses portes. Il aurait même pu pousser plus loin ses conquêtes, mais l'électeur de Saxe, jaloux des progrès de Gustave-Adolphe, et ne voulant pas pousser les choses à l'extrémité avec Ferdinand, jugea à propos de s'arrêter; on prétend même qu'il se rapprocha un peu du parti catholique, et que Arnheim le fortifia dans ses sentiments. Ce dernier n'aimait pas le roi de Suède, qui l'avait offensé, et entretenait continuellement des relations avec Wallenstein.

Déjà, avant la bataille de Leipsic, le duc de Friedland, qui ne pouvait pas toujours oublier sa disgrâce (et que Gustave-Adolphe avait fait complimenter), fit faire par le vieux Thurn une proposition à ce monarque, tendant à en obtenir un corps d'armée de quinze mille hommes avec de l'artillerie, auxquels il comptait en joindre autant d'autres pour entreprendre la conquête de

la Bohême et de la Moravie, et aller même faire trembler l'empereur dans Vienne, renouer ensuite les négociations avec Berthin-Gabor et s'emparer de la Hongrie. Il ne demandait pour prix de ce qu'il appelait *un dévouement à la cause suédoise*, que deux choses, savoir le titre de duc de Mecklenbourg sa vie durant, et l'érection en principauté souveraine de tous ses domaines en Bohême et en Moravie, ainsi que de ceux qu'il pourrait encore conquérir.

Gustave-Adolphe écouta avec calme cette proposition; mais doutant d'une part de la possibilité de réalisation de ce plan, et de l'autre de la sincérité de celui qui la lui avait fait faire, ne voulant pas non plus se créer un ennemi dans cet homme extraordinaire, il lui répondit en termes vagues qu'il était disposé à le seconder, à le porter même sur un trône, si l'occasion s'en présentait. Wallenstein fut dupe de ces protestations de bienveillance, et ne s'occupa plus que des moyens de faire sentir son implacable haine à l'empereur et à la maison impériale.

Mais, lorsqu'après la bataille de Leipsic, Wallenstein rappela au roi sa réponse et demanda les quinze mille hommes, Gustave-Adolphe, qui était en marche pour la Franconie, lui fit dire que, pour le moment, il lui serait impossible de lui donner quinze mille hommes, ayant encore tant d'ennemis à combattre; il lui offrait cependant

trois régiments sans artillerie, et renvoya toute cette affaire à l'arbitre du duc de Saxe.

Voyant qu'il était joué, le duc de Friedland devint furieux, et enveloppa dans la même haine l'empereur et le roi de Suède. Cependant il ne renonça pas tout-à-fait à son plan, et invita même les Saxons à s'emparer de Prague, que d'une parole il aurait pu défendre, les habitants ne demandant qu'un chef habile pour les commander. Il s'aboucha même au château de *Kaunitz*, le 10 novembre 1631, avec Arnheim, qu'il espérait gagner à ses vues; mais celui-ci rejeta des conseils si dangereux, et engagea le duc irrité à faire quelques avances à l'empereur pour ressaisir le commandement suprême, et à rompre tout-à-fait avec le roi de Suède, à la parole duquel on ne pouvait pas se fier.

Les choses en étaient arrivées au point que l'empereur paraissait perdu une seconde fois. Le roi de Suède, aux ordres de la France, maître d'une grande partie de l'Allemagne; la Bohême, envahie par les Saxons; l'Espagne, occupée dans les Pays-Bas où les Hollandais lui enlevaient une place après l'autre; l'électeur de Trèves, gagné à la cause de la France; Maximilien de Bavière, fortement ébranlé dans sa vieille amitié pour Ferdinand; la ligue catholique découragée, les trésors épuisés, l'avenir se dessinant chaque jour plus sombre et plus menaçant : voilà l'état des choses

dans l'empire autrefois si fortement constitué de Ferdinand.

Cependant il restait un homme dont le nom magique et le génie créateur pouvaient remédier à tous ces maux; contrebalancer la puissance usurpée du roi de Suède, réparer le passé, rassurer l'avenir et conjuger enfin l'orage prêt à éclater de toutes parts. Mais cet homme est irrité, il est à lui seul une puissance, il est fier, intraitable, dominé par les souvenirs poignants d'une éclatante disgrâce. Se laissera-t-il fléchir? Sacrifiera-t-il sa haine et son ressentiment au salut de sa patrie? Ne rejètera-t-il pas avec un insolent dédain les propositions qu'on pourra lui faire? L'empereur en s'humiliant devant un vassal superbe, n'ajoutera-t-il pas à tant d'humiliations encore celle du refus de ce satrape gorgé d'or et nourri de préventions?

Ce fut à cet homme que l'empereur Ferdinand eut recours dans ce moment terrible où il s'agissait en quelque sorte du salut de son trône et de celui de sa famille. Il ne se décide à cette démarche qu'après y avoir été poussé par ses conseillers. Le prince d'Eggenberg, ami intime du duc de Friedland, s'exposa à subir toute la véhémence du caractère de ce dernier en lui transmettant le désir du monarque. Wallenstein s'était attendu à cette prière de l'empereurr. Il répondit froidement qu'après tous les services qu'il avait rendus à Ferdinand, il n'aurait pas dû s'attendre à tant

d'ingratitude. — « Je vois bien, ajouta-t-il, qu'on n'a recours à moi que pour me faire réparer ce que d'autres ont gâté; mais il y a long-temps que j'ai renoncé à toute idée d'ambition, je ne demande que du repos et j'espère que l'ennemi m'en accordera aussi un peu. »

Eggenberg employa toute son éloquence à justifier l'empereur qu'on avait forcé autrefois à congédier celui dont il avait su apprécier le mérite et qu'il n'avait cessé d'estimer et auquel lui-même avait entendu dire plus d'une fois qu'on lui avait arraché le plus beau fleuron de sa couronne. Il lui représenta que les fautes de ses successeurs rendaient d'autant plus glorieuse sa puissante intervention dans cette guerre, qu'on avait maintenant la certitude que son génie pouvait seul réparer le mal existant.

Enfin, après de longues discussions et plusieurs refus simulés, Wallenstein déclara que, par amour pour son ami Eggenberg, il voulait bien consentir à lever une nouvelle armée, mais sans se charger du commandement suprême. — Cette grande nouvelle se répandit avec la rapidité de l'éclair; l'effet en fut tel que trois mois après le duc de Friedland se vit à la tête de près de cinquante mille hommes. Lorsque le roi de Suède apprit ce prodigieux succès, il s'écria : « Il n'y a que l'Autriche et Wallenstein qui puissent faire cela. » La création d'un si puissant corps d'armée coûta sans

doute bien cher aux habitants; mais cette armée fut là bien équipée, bien commandée et prête à combattre. — Or tout le monde prévit qu'un tel corps avait besoin d'un chef habile, et que ce chef ne pouvait être autre que Wallenstein. Ce général se défendit long-temps d'un tel honneur, et ne consentit enfin à prendre le commandement suprême qu'aux conditions suivantes, qu'on taxerait de folles et d'exhorbitantes, si on ne connaissait et le caractère de Wallenstein et la position fâcheuse de l'empereur.

Il demanda : — « Un pouvoir indépendant sur les armées de la maison d'Autriche et de l'Espagne ; car il voulait se présenter en souverain en face du roi de Suède. — L'empereur ne devait jamais s'occuper de son armée, ni paraître au milieu d'elle. — Quand il s'agirait de confiscations ou d'amnistie à accorder, lui, duc de Friedland, veut avoir le droit de disposer de tout comme bon lui semblera. Dans les traités de paix on ne devra pas omettre de stipuler dans ses intérêts, surtout pour ce qui regarde le duché de Mecklenbourg, et lui donner en outre pour récompense une des provinces héréditaires de l'empire. Enfin on devra lui procurer les moyens de continuer la guerre, et en cas de retraite lui ouvrir de tout côté l'entrée des états héréditaires de l'empire. »

Quoique ces conditions fussent dures, dange-

reuses dans leur exécution, humiliantes pour l'empereur, il fallait y souscrire, Wallenstein ne voulant se relâcher en rien, et étant le seul homme capable de sauver l'empire.

Dès qu'il eut repris le commandement suprême, il se dirigea vers la Bohême. L'électeur de Bavière et l'empereur le supplièrent de marcher au secours du premier que le roi de Suède menaçait de chasser de ses États; mais il répondit qu'avant tout il fallait délivrer la Bohême de la présence des Saxons, voulant faire sentir à Maximilien qu'il conservait le souvenir de ce que ce prince avait autrefois fait contre lui.

Il marcha en effet sur Prague, fit jeter quelques bombes dans la ville et accorda à la faible garnison, qu'il aurait pu faire prisonnière, la faculté de sortir avec armes et bagages; ce qui mécontenta singulièrement les habitants; car les Saxons leur enlevèrent une infinité de choses précieuses et beaucoup d'argent. Mais Wallenstein avait des motifs pour ne pas se brouiller avec les Saxons; il entretenait toujours des relations suivies avec le général Arnheim, qu'il aurait pu facilement battre auprès de Leutmeritz et qu'il laissa échapper. L'empereur lui en ayant demandé la raison, il répondit qu'il espérait, par ces ménagements, détacher les Saxons du parti suédois.

Pendant que Wallenstein recommença ses opérations en Bohême, Gustave-Adolphe s'était ap-

proché de *Danauwertz*, qu'il emporta malgré la vigoureuse défense du duc de Saxenlauenbourg, qui y commandait. De cette manière il avait gagné du terrain en-deçà du Danube : le Lech le séparait encore des états du duc de Bavière, son ennemi implacable.

A la vue du danger qui le menaçait, Maximilien se rendit lui-même au camp de Tilly pour s'entendre avec lui ; il fit ensuite démolir tous les ponts, garnir toutes les places jusqu'à Augsbourg, et se retrancha dans un endroit entouré d'eau de trois côtés, entre le Lech et l'Aicha, auprès de la petite ville de Rain. Le roi prit position en face, bombarda le camp de Tilly en tout sens, et fit jeter un ponton sur un des bras du torrent. Pour dérober ses travaux à la vue des impériaux, il entretint sur les rives de l'eau une épaisse fumée, en jetant dans les flammes de la poix et autres matières semblables. Lorsque le ponton fut assis, il fit passer sur l'autre rive huit cents Finlandais, qu'il récompensa largement de ce coup de main. Ceux-ci élevèrent sur-le-champ une redoute en présence des soldats de Tilly, et malgré une vive cannonade. La cavalerie suédoise trouva en même-temps un endroit guéable dont elle profita. Un affaire très-chaude s'engagea, le général Altringer fut gravement blessé à la tête, d'un coup de feu; mais Tilly qui, malgré les instances de Maximilien s'était trop avancé, fut

mortellement blessé à la cuisse d'un boulet de fauconneau. — Cet accident produisit une espèce de déroute dans l'armée impériale; personne ne voulant assumer sur sa tête la responsabilité du commandement suprême; Maximilien fit lever le camp pandant la nuit même et se retira avec toute l'armée sous les murs d'*Ingolstadt*.

Lorsque le roi apprit le lendemain la retaite des impériaux, il alla contempler à loisir le camp abandonné et s'écria : « Si j'avais été à la place du Bavarois, je n'aurais pas quitté ce poste, quand même un boulet m'aurait rasé la barbe et les cheveux. »

Tilly fut porté à Ingolstadt, où il mourut peu de jours après des suites de sa blessure et dans les plus vives douleurs. Muni des sacrements de l'Eglise, à l'âge de soixante-treize ans. Il répéta quelques heures avant sa mort, ce qu'il avait déjà dit souvent, que depuis la bataille de Leipsic, on lui avait lié les mains et fait en quelque sorte défense de se battre avec une armée composée de tant d'éléments divers, tandis qu'il avait trouvé plusieurs fois l'occasion de se mesurer avec les Suédois et de remporter la victoire sur eux. — Ce grand général, en exigeant de ses subordonnés la plus stricte obéissance, donna aussi l'exemple de cette vertu, sans laquelle il n'y a point de discipline; jamais il ne se serait permis d'agir contre les ordres de l'empereur et de l'électeur de Ba-

vière, quand même il aurait pu compter sur des succès certains. Il fit dire à ce dernier, quelques moments avant son trépas, de ne jamais laisser tomber au pouvoir des Suédois les villes *d'Ingolstadt et de Ratisbonne* et d'être sûr de regagner ses États. Il mourut, le regard fixé sur le Crucifix et en prononçant ces paroles : « J'ai espéré en vous, ô Seigneur, je ne serai pas confondu pour l'éternité. »

Toute l'armée pleura sa mort comme celle d'un père, et tout ses contemporains en parlèrent comme d'un homme très-vertueux, d'une vraie grandeur d'âme, d'une piété sincère et dont les mœurs étaient irréprochables. Avant la bataille de Leipsic il avait coutume de dire : « Qu'il s'était, sa vie durant, abstenu de vin, de femmes et de colère, et qu'il n'avait jamais perdu de bataille. « On eût dit que son génie planait sur Ingolstadt et protégeait cette cité, puisque c'est là que l'étoile de Gustave-Adolphe commença à s'éclipser et qu'il apprit pour la première fois qu'il n'était pas invincible.

Maître de ses opérations par la retraite de l'électeur de Bavière, le roi de Suède passa le Lech avec toute son armée et se dirigea sur Augsbourg pour s'emparer de cette place importante que le commandant bavarois fut forcé d'évacuer sur la demande impérieuse du magistrat. Il est impossible de décrire la joie que fit éclater la population

protestante lors de l'entrée solennelle du monarque dans les murs de cette ville. Pour lui complaire, le prince abolit sur le champ l'édit de restitution, déposa toutes les autorités et les fonctionnaires catholiques pour les remplacer par des Luthériens, rendit à ces derniers toutes les églises dont l'édit de restitution les avait privés, et qu'ils avaient dans le principe enlevées aux Catholiques. Par reconnaissance de tant de faveurs, les Luthériens lui donnèrent des fêtes brillantes, lui firent de riches présents et s'estimèrent heureux de trouver, au moyen d'un anagramme, le nom du monarque dans celui de leur cité, en changeant *Augusta* en *Gustava*.

Mais ce qui choquait bien plus, ce fut de voir ce magnanime héros, exiger des habitants d'Augsbourg, si heureux de sa présence, le serment : « *De rester fidèles à sa personne et à la couronne de Suède ; de rechercher en tout et partout l'avantage et le bien-être de leur nouvelle patrie, d'en détourner tout ce qui pourrait lui être préjudiciable, et de faire en général tout ce qu'il convient de faire à des sujets envers leur souverain légitime et son autorité.* »

Ce fait, qui fut bientôt connu de toute l'Allemagne, découvrit les véritables intentions du roi ; et prouva ce que l'Allemagne pouvait attendre de ce prétendu défenseur de ses libertés religieuses et politiques ; il confirma aussi les bruits

qui couraient depuis long-temps, sur les projets du monarque disposé à gratifier ses généraux et principaux adhérents des domaines et biens appartenant à l'église catholique. D'ailleurs tous ses discours et entretiens annonçaient le plan arrêté de réunir sur sa tête la couronne impériale, ainsi que celles de la Bohême, de la Hongrie et la Pologne; ses ambassadeurs avaient même reçu des ordres secrets, pour préparer habilement les esprits à ces grands événements. Khévenhiller cite de même quelques postulats mémorables de Gustave-Adolphe au duc de Bavière, et à quelques autres états catholiques pour travailler à la pacification de l'Allemagne, dont le dixième est ainsi conçu : «Sa Majesté le roi de Suède, ayant sauvé l'empire d'une ruine prochaine, *devra être élu empereur d'Allemagne.*»

Après la prise d'Ausbourg, Gustave-Adolphe tenta celle de *Munic*. La cour avait fait transporter ses trésors à *Werffen*; la noblesse et les principaux personnages avaient quitté la ville. Chemin faisant le roi s'empara encore de quelques petites places qui se rendirent sans résistance; la capitale de la Bavière lui envoya une députation pour lui en offrir les clés et échapper par cette démarche au pillage et aux horreurs de l'incendie. Le monarque y fit son entrée au milieu d'un cortège brillant, auquel s'étaient joints les ducs Guillaume et Bernard de Weimar, le duc Jean de Holstein,

le roi d'hiver, Frédéric du Palatinat et plusieurs autres princes et comtes.

Lorsque Gustave-Adolphe alla le lendemain visiter l'arsenal, ayant appris par la trahison l'endroit où l'on avait enfoui des canons de gros calibre, il se plaça à l'endroit même et s'écria : «*Surgite à mortuis et venite ad judicium.*» (*Levez-vous d'entre les morts et venez au jugement.*) — On fouilla sur-le-champ, et on trouva cent quarante magnifiques pièces de canon, du plus beau métal, dans l'une desquelles était caché un trésor de trente mille ducats, ce qui dérida singulièrement le front du roi. On trouva encore douze statues, coulées en argent et représentant les douze Apôtres, ainsi qu'une foule d'objets de prix que le monarque fit enlever. Il condamna en outre la ville à une contribution forcée de quatre cent mille écus, et livra au pillage les maisons des personnages absents.

Le roi de Suède ne se serait pas porté sur Augsbourg et Munich, si Wallenstein n'avait pas refusé tout secours à Maximilien, malgré cette obstination de la part du duc de Friedland, l'électeur aurait également pu défendre sa capitale ; mais son courage parut enchaîné par la perte de Tilly. Il se mit donc à écrire à Wallenstein, l'empereur fit la même chose, mais sans succès, celui-ci avait résolu de faire sentir sa colère à son ennemi. Enfin, ne sachant plus que faire en

Bohême, d'où les Saxons avaient été chassés depuis long-temps, il partit avec son armée. Maximilien s'attendait comme c'était dans l'ordre des choses, à le voir remonter le Danube pour opérer sa jonction avec lui, mais il se trompa ; la jonction des deux corps d'armée n'eut lieu que dans le Haut-Palatinat, et au lieu de ramener ses troupes vers la Bavière, il les conduisit du côté de *Nuremberg*, où le roi de Suède avait été reçu peu de temps auparavant avec des hommes extraordinaires. Lors donc que Gustave-Adolphe vit les mouvements de l'armée impériale, il marcha lui-même vers le Palatinat, dans l'espérance de la couper, mais il n'y réussit pas. Comme l'armée de Wallenstein et de Maximilien était beaucoup plus forte que la sienne, il eut recours à un moyen extrême, il établit un camp retranché auprès de Nuremberg, pour couvrir au besoin sa retraite et éviter une rencontre avec l'ennemi. Wallenstein le suivit et se retrancha également auprès de *Ziendorf*, sur la Rednitz, à une petite distance du roi.

On ne conçoit pas comment le duc de Friedland ait pu rester dans une inaction complète, disposant de quarante mille hommes, tandis que le roi de Suède en avait à peine vingt mille. On aurait pu croire, qu'en négligeant tant d'occasions de faire preuve de génie, Wallenstein fût plutôt un habile chef de partisants qu'un grand général, s'il n'a-

vait quelque fois, et dans de rares occasions, montré qu'il savait en effet disposer en vrai capitaine des forces placées sous ses ordres. Mais on vit percer presque dans toute cette guerre son mauvais vouloir, et l'intention bien prononcée de traîner les choses en longueur, pour savourer plus long-temps les délices du commandement suprême, et convaincre ses amis et ses ennemis qu'il ne dépendait que de lui d'en finir en frappant un grand coup.

Les deux armées s'observèrent donc dans leurs positions respectives, et se bornèrent à se couper les vivres, l'une espérant détruire l'autre ou la forcer à décamper. Ce jeu dura trois mois, et l'on a de la peine à concevoir comment deux corps si considérables aient pu trouver assez de vivres dans cette contrée, d'autant plus que, selon l'usage du temps, outre les soldats, Wallenstein avait dans son camp près de quinze mille femmes, épouses des combattants, un nombre égal de laquais, valets et autres gens de service et plus de trente mille chevaux de train.

Le roi, dont l'armée était beaucoup inférieure à celle de Wallenstein, évita avec soin tout engagement sérieux jusqu'à ce qu'il eût reçu du renfort. Il appela en effet à son secours quelques régiments saxons, et la plupart de ses propres troupes qui étaient répandues sur différents points

de l'Allemagne, et que lui amenèrent Banner, Guillaume et Bernard de Weimar, le landgrave de Hesse et le comte palatin de Birkenfed, et il se vit bientôt à la tête de soixante dix mille hommes. A peine eut-il réuni cette armée imposante, qu'il la rangea en bataille, provoquant Wallenstein et espérant faire de cette journée le pendant de celle de Leipsic. Mais le duc de Friedland resta immobile derrière ses retranchements.

Furieux de voir que l'ennemi n'acceptait point ce défi, et pressé par la faim qui commençait à se faire sentir dans son armée, Gustave-Adolphe se décida à emporter par un assaut général le camp de Wallenstein, fortifiée par l'art et la nature, et protégé par une excellente artillerie.—L'attaque commença le 24 août 1632, à la pointe du jour, L'airain vomit la mort et moissonne terriblement. dans les rangs des braves qui se portent vers la colline. Finlandais, Suédois, Saxons, essaient tour à tour d'enlever la position si vaillamment défendue. La terre tremble sous les redoutables coups des assaillants et des impériaux, la montagne n'est plus qu'un volcan qui lance au loin la mort. L'assaut est suspendu et repris jusqu'à dix fois et toujours sans succès. Un boulet effleure le pied du roi, Fugger tombe percé d'une balle, Wallenstein et Bernard de Weimar ont leurs chevaux tués sous eux; enfin la nuit vient mettre fin à un combat de dix heures. Deux mille suédois

restent sur la place, trois mille sont blessés, les troupes auxiliaires comptent de même des pertes considérables, et le roi, que la fortune a abandonné depuis Ingolstadt, ne se sent plus le courage de recommencer le combat et décampe avec son armée vaincue : le prestige de son invincibilité a disparu.

Cette victoire du duc de Friedland rehaussa singulièrement le courage des troupes impériales ; elle fut d'autant plus glorieuse que le roi avait soixante-dix mille hommes à opposer à Wallenstein, dont l'armée ne dépassait pas quarante-cinq mille.

Ne trouvant plus de vivres pour son armée, Gustave-Adolphe la conduisit dans la Basse-Souabe ; Wallenstein, de son côté, se rendit en Saxe avec la Sienne. Maximilien et les autres généraux le supplièrent de profiter de cet avantage pour poursuivre les Suédois; mais ils ne purent l'y décider; il négligea au contraire une occasion de les battre en Franconie, et se retira dans le pays de Cobourg pendant que Arnheim conduisit les Saxons en Silésie. Il paraît que son projet était de passer l'hiver en Misnie, et de forcer la Saxe à une paix particulière, idée qu'il caressait depuis long-temps; peu lui importait alors que la Bavière pérît ou non; car sa vengeance était implacable.

Il avait même déjà pris la résolution d'aller à

Dresde, lorsque l'arrivée subite du roi à Erfurt le força à reprendre la défensive au lieu de l'offensive. Il passa aussitôt la revue de ses troupes, et envoya courrier par courrier à Pappenheim ; pour lui ordonner de venir le rejoindre au plus tôt. Ce dernier, que Gustave-Adolphe appelait *le soldat par excellence*, s'était couvert de gloire dans la Basse-Saxe et en Westphalie, et avait battu les Hessois auprès de Wolksmarsen, forcé les Suédois à lever le siége de Kolberg ; son intrépidité l'avait même conduit jusqu'à Maëstricht, que les Hollandais assiégeaient et qu'il aurait peut-être dégagé, si la jalousie des Espagnols ne l'en eût empêché. Il amena à Wallenstein un corps de vingt-cinq mille hommes.

Celui-ci s'empara ensuite de Leipsic et de Pleissembourg, exigea cinquante mille écus de contribution, enleva les marchandises qu'y avaient déposées des négociants de Nuremberg, d'Augsbourg et d'autres villes alliées aux Suédois. Il choisit ensuite une position fort avantageuse auprès de Weissenfels, et s'empara des défilés pour y attendre le roi et l'écraser de tout le poids de sa puissance. Mais Gustave-Adolphe ne se décida à livrer bataille qu'après avoir été rejoint par le duc de Lunebourg, et marcha vers Haumbourg où il fit mine de faire hiverner ses troupes harassées de fatigues. Le cœur serré et comme dominé par un triste pressentiment il prit congé de

son épouse, qui était venue lui faire une visite à Erfurt.

Les dispositions que prit le monarque parurent convaincre Wallenstein que la campagne était terminée pour cette année, d'autant plus que son astrologue Séni avait prédit que le mois de novembre serait fatale au roi. Le duc de Friedland crut donc pouvoir détacher quelques régiments de son armée, et envoya Pappenheim au secours de la ville de Cologne, que les Hollandais assiégeaient alors, commandés par le général Berg.

Mais le roi avait à peine appris le départ de Pappenheim, que sans attendre l'arrivée du duc de Lunebourg, il alla présenter la bataille à Wallenstein. Pappenheim était déjà à la Halle et avait pris le fort Maurice, lorsque le canon d'alarme du château de Weissenfels annonça à Wallenstein la marche des Suédois. Celui-ci n'avait que douze mille hommes à opposer à Gustave-Adolphe dont les forces dépassaient vingt mille guerriers d'élite. Cependant le duc de Friedland prit aussitôt ses mesures pour ne pas paraître éviter une affaire. Il envoya plusieurs estafettes à Pappenheim pour le rappeler. En attendant il rangea son infanterie derrière de larges fossés creusés à la hâte, partagea son artillerie entre elle, la cavalerie couvrit les ailes de son petit camp dressé dans la plaine de *Lutzen*. Le plan de Wallenstein était d'amuser le roi jusqu'à l'arrivée de Pappenheim, mais le roi de

Suède, voulant par la même raison commencer l'attaque au plus tôt, fit avancer ses troupes pendant la nuit et les rangea en bataille devant le front des impériaux.

Un épais brouillard favorisa les vues de Wallenstein; le roi ne put attaquer que vers midi. Selon sa louable habitude, Gustave-Adolphe fit réciter la prière du matin dans son armée, puis il donna le signal de l'attaque en disant : — « Metons-nous-y, si c'est la volonté du bon Dieu ! »

La bataille commence. Les Suédois marchent au bruit du tambour et au son de la musique vers les fossés qui forment le centre du premier combat. Des compagnies entières tombent sous les balles de la mousqueterie, et sous le feu bien nourri de l'artillerie impériale. D'autres braves les remplacent, s'emparent des canons placés derrière les fossés, mais sont forcés à les abandonner après avoir fait des prodiges de valeur. La cavalerie hésite un instant à franchir ces larges fossés, mais le roi réitère ses ordre et s'élance le premier dans le camp ennemi. Le régiment de Smolensko le suit, le restant de la cavalerie est entraîné par cet exemple. Cependant l'infanterie impériale cède à cette attaque impétueuse; alors le duc de Friedland s'avance comme un dieu au milieu d'un nuage de poussière et de fumée; son regard terrible récompense les braves, foudroie les lâches, ranime

es fuyards, et le combat deveint plus acharné sur tous les points. Plus d'un des vaillants guerriers mord la poussière à ses côtés, lui-même paraît chercher la mort, et sa noble contenance en impose tellement à ses soldats, que les Suédois sont rejetés sur plusieurs points au-delà des fossés, tandis que son artillerie porte le désorde dans l'aile gauche des assaillants.

A peine le roi s'en est-il aperçu, qu'il s'élance au grand galop vers le lieu du danger ; le duc de Saxenlauenbourg (ce prince avait quitté l'armée impériale pour prendre du service dans les rangs des Suédois), et le régiment des cuirassiers de Stenbock l'accompagnent. Mais sa noble ardeur l'entraîne trop loin, et sa vue basse l'empêche de reconnaître le péril, une balle lui fracasse le bras. Aussitôt le bruit se répand, *le roi est blessé, le roi est tué*. — Mais le monarque ramasse ses dernières forces. — « Ce n'est rien, mes enfants, leur dit-il, suivez-moi. » Mais un instant après il se sent défaillir et prie le duc de Lauenbourg de le dégager sans bruit et de le conduire hors de la mêlée. Le duc l'enlève; lorsqu'un escadron de cuirassiers de Piccolomini se précipite sur lui ; deux balles lui traversent l'une le corps, l'autre la tête. — C'en est fait de moi, dit-il au duc, sauvez-vous, mon frère ! » — Et le jeune héros rend l'âme. — Sa chaîne d'or et son collet de cuir teints de son sang, furent plus tard remis à l'em-

pereur Ferdinand qui ne put retenir ses larmes à la vue de ces objets.

Mais la mort du roi est loin de mettre fin au carnage; cette perte terrible produit un tel effet sur les Suédois, qu'ils se précipitent avec la rage du désespoir sur les bataillons impériaux; comme s'ils eussent tous voulu partager le sort de leur infortuné monarque. Leur aile droite, commandée par le colonel Stahlhansch, met en déroute l'aile gauche de Wallenstein; l'aile gauche, conduite par le duc Ferdinand de Weimar, qui a pris le commandement suprême de l'armée après la mort du roi, met en fuite l'aile droite des impériaux; la réserve suédoise, sous les ordres du général Kniphausen s'avance au pas de charge, et pour comble de malheur, le feu prend aux caissons de l'artillerie autrichienne et porte le ravage et la mort dans leurs rangs. Ceux-ci croient que les Suédois ont fait aussi une attaque de ce côté là, et sont sur le point de se débander. — Mais au même instant on entend le son des fanfares. Pappenheim arrive avec huit régiments de cuirassiers et de dragons. Sa présense ranime le courage des impériaux. Il fond avec son impétuosité ordinaire sur les Suédois : Deux de leurs plus célèbres régiments tombent sous les balles et les lames de ses cuirassiers, les autres prennent la fuite. » « *Où est le roi?* » s'écrie ce vaillant général. — « *A l'aile droite* ! » répond une voix; — Pappen-

heim ignorait encore que Gustave-Adolphe était mort.

Brûlant du désir de se mesurer en cette journée sanglante avec le roi lui-même, Pappenheim s'élance vers l'aile droite, mais percé de deux balles, il tombe sur un de ses adjudants : on est forcé de l'enlever de la mêlée. Tout à coup il apprend que le roi de Suède n'existe plus : alors son œil mourant se ranime : « Dites au duc de Friedland, s'écrie-t-il, que je meurs content, puisque cet ennemi implacable de la religion catholique est tombé avant moi. » — Et il ferma les yeux à la lumière.

La chute de Pappenheim avait causé un léger désordre parmi ses troupes; mais la plupart d'entre elles soutiennent le choc du combat qui continue avec une ardeur toujours croissante. Les deux armées se battent avec un incroyable acharnement; aucune ne veut céder à sa rivale l'honneur de cette journée et du champ de bataille. La nuit et les brouillards mettent seuls fin au carnage; les trompettes donnent le signal du depart. Le nombre des blessés est immense, neuf mille braves sont restés, les deux armées se séparent victorieuses et vaincues à la fois.

Le duc Bernard de Weimar alla le lendemain enlever les canons qui étaient restés sur le champ de bataille. Wallenstein avait déjà quitté la contrée. Les Suédois regardèrent ce départ comme

une fuite. Mais ce général avait, ce semble, assez bien prouvé sa victoire par la mort de Gustave-Adolphe, il avait donc autre chose à faire que de s'occuper de quelques canons dont les chevaux s'étaient sauvés au fort de la mêlée. D'ailleurs ses soldats s'étaient conduits avec une telle bravoure, qu'on n'en comptait presque pas un qui ne fût couvert de blessures. Il est même digne de remarque qu'avec un corps ainsi mutilé il ait pu traverser des pays ennemis sans être attaqué.

La mort de Gustave-Adolphe produisit une puissante impression sur les esprits. Schiller a dit avec raison : « Sa mort prématurée assura à l'Allemagne sa liberté et à lui-même sa gloire ; si toutefois elle ne lui épargna pas le triste spectacle de voir ses propres alliés s'armer contre lui. » — Évidemment il ne combattait pas pour eux, mais pour lui-même ; et s'il eut vécu plus long-temps, le monde n'aurait vu en lui qu'un conquérant ordinaire, ambitieux et dominé par le désir d'agrandir ses États. Il avait exprimé trop tôt ses intentions en Poméranie, dans le Brandebourg et à Augsbourg. Les Saxons étaient déjà sur le point de se séparer de lui; et lorsqu'on apprit à Paris qu'il avait passé le Lech, Louis XIII ne put s'empêcher de dire à l'ambassadeur de Venise : — « Il est temps à présent de mettre un terme aux succès rapide de ce Goth. »

Bientôt nous verrons *Oxenstierna*, son chance-

lier et son confident, poursuivre l'œuvre de son maître, disposer en souverain des états de l'Allemagne, et continuer le plan de spoliation conçu par Gustave-Adolphe. Celui-ci avait aussi décidé de rétablir dans ses états l'électeur palatin Frédéric, mis au ban de l'empire par Ferdinand; mais cet infortuné prince mourut quinze jours après Gustave. — Il est probable que, sans l'activité constante et la ténacité que le chancelier suédois mit dans les opérations postérieures à cet événement, tout aurait été fini pour les Suédois, en Allemagne; car les Protestants, qui avaient perdu dans le roi leur chef et l'âme de leurs entreprises, étaient abattus, et le lien qui les tenait ensemble paraissait se rompre. La discorde se mit aussi dans les rangs des soldats de Gustave-Adolphe; les généraux qui commandaient des corps détachés, vivaient dans une entière indépendance, aucun ne voulait obéir à l'autre; les excès, les violences et les désordres auxquels se livraient leurs soldats, avaient passé en proverbe; et il eût été facile à Wallenstein de les battre les uns après les autres, d'en purger le sol allemand, de rétablir la cause catholique, et de s'immortaliser par les services importants qu'il aurait rendus à la patrie commune; mais son esprit sombre, son ambition, sa soif des conquêtes rêvaient d'autres plans et préparèrent d'autres malheurs à l'empire.

Dans ce moment de crise, Oxenstierna que la

France appuyait puissamment, prit la direction suprême des affaires, et convoqua une assemblée générale des états protestants, à Heilbronn; Gustave-Adolphe l'avait, de son vivant, convoquée à Ulm. Il s'appliqua avant tout à gagner l'électeur de Saxe, dont les dispositions pour la Suède s'étaient singulièrement refroidies, et qui avait même montré l'intention de faire sa paix avec l'empereur. Car, abstraction faite de tout le reste, ce dernier ne put supporter qu'un étranger dictât des lois à l'Allemagne protestante. Il avait bien pu supporter le joug de Gustave-Adolphe, qui était un homme supérieur, et parce que les circonstances en imposaient la dure nécessité; mais il avait espéré qu'après la mort de ce prince l'état des choses changerait, et que lui-même aurait une part active aux affaires. Comme Oxenstierna s'empara de tout pouvoir, et que l'ambassadeur français déclara que Louis XIII ne voyait pas pourquoi on en priverait la Suède, l'électeur ne se laissa pas gagner et négocia en secret avec l'empereur, le Danemarck lui ayant offert sa médiation. Le chancelier suédois, échouant de ce côté, essaya du moins d'attirer à lui l'électeur de Brandebourg et y réussit.

Oxenstierna ouvrit cette assemblée, le 3 mars 1633, en présence des États des quatre cercles de Franconie, de Souabe, du Haut et Bas-Rhin, et de l'ambassadeur français Feuquières. Le sujet

en question fut l'alliance contre l'empereur, ensuite il s'agit de l'armée, des sommes nécessaires pour continuer la guerre et de la discipline militaire. Les députés demandèrent que, selon l'usage, tout fut traité avec une sage lenteur et par écrit, et dix jours s'écoulèrent jusqu'à ce qu'ils pussent remettre leur déclaration sur la première question. Le chancelier suédois fut vexé de cette lenteur, et déclara qu'à l'avenir il ne conférerait plus que verbalement avec eux, parce qu'autrement il faudrait des années pour décider quelque chose. Il leur témoigna aussi son mécontentement, au sujet de leurs propositions et leur dit sans détour, qu'il voulait bien se charger de la direction des affaires, mais qu'il n'aimait pas avoir des censeurs à ses côtés, pour contrôler toutes ses actions.

Cette déclaration blessa vivement les députés; mais Oxenstierna leur répondit avec son arrogance ordinaire, qu'ils n'avaient qu'à déclarer solennellement leur intention de ne pas se mêler de la direction des affaires; ou s'ils croyaient au contraire pouvoir se tirer d'embarras par une autre voie, il ferait des vœux pour un prompt succès, son intention n'étant point de les retenir plus long-temps, et ayant à s'occuper des intérêts de sa couronne.

Ces paroles hautaines produisirent l'effet que le chancelier en attendait. Les États le prièrent *très-*

humblement de vouloir bien diriger les affaires d'après ses hautes lumières. Et on a de la peine à concevoir comment des princes, des comtes et des puissants seigneurs qui, peu de temps auparavant montraient tant de prétentions en présence de leur empereur, qui parlaient tant de privilèges et de liberté, aient pu ramper à un tel point devant le ministre suédois, jusqu'à le servir à table la tête découverte, lui présenter l'eau pour se laver, lui céder leurs propres appartements, et quand il lui plaisait de faire sa sieste, à regagner à pied leurs domiciles et à faire barrer avec des chaînes les rues, afin de ne point troubler son repos.

Oxenstierna gouvernait avec une autorité qu'aurait à peine déployée un empereur. Il se permit de disposer, selon son bon plaisir, des provinces allemandes. Gustave-Adolphe avait accordé ou promis plusieurs des petits États à ses généraux et officiers, et à peine comptait-on un seigneur protestant ou un officier d'un mince mérite qui ne demandât quelque riche abbaye, quelque charge lucrative ou seigneurie catholique. Le chancelier surpassa son maître, et distribua avec une admirable générosité le bien étranger. Ainsi, le landgrave Guillaume de Hesse, reçut les diocèses de Paderborn, de Munster, les abbayes de Fulde et de Corvie; le duc Eberhaud de Wurtemberg, les comtés de Sigmaringen, de Baar et de Hohen-

berg, etc. — Il fit expédier au duc Bernard de Weimar, avec le diplôme de commandant-général de l'armée, un acte par lequel la reine de Suède lui donnait les évêchés de Wurtzbourg et de Bamberg, qui fut érigés en duché et dont ledit duc prit solennellement possession. Cet acte curieux est daté de Heidelberg. — Après s'être ainsi attaché bien des personnages qui durent, par intérêt soutenir sa cause, il fit commencer les opérations militaires en Alsace, dans le Palatinat, en Souabe, Bavière, Westphalie, Silésie et dans les principautés catholiques où tout plia devant les armées.

Cependant l'inaction de Wallenstein, qui resta tranquille spectateur de tous ses mouvements surprit toute l'Europe. La cour impériale, l'Espagne, toute l'Allemagne catholique attendaient avec impatience ce qu'il allait entreprendre après la mort du roi de Suède, son terrible antagoniste. Tout paraissait l'inviter à de nouveaux triomphes, mais lui laissa son armée jouir en Bohême d'un honteux repos, tandis que Oxenstierna dominait partout, et usurpait chaque jour quelques domaines pour les distribuer à ses créanciers.

Enfin le duc de Friedland parut se réveiller de sa léthargie. Tout le monde croyait qu'il allait marcher vers les contrées envahies par les Suédois; mais il se rendit en Silésie, où, au grand étonnement de l'Allemagne, il se contenta de... reculer

devant les occasions de battre l'ennemi à Strehlen et à Munsterg, et d'entamer des négociations avec Arnheim. Il déclara qu'il ne dépendait que de lui de faire une paix durable; qu'il ne fallait pas se fier à l'empereur, mais le forcer au contraire à faire la paix et qu'il en connaissait les moyens; il ajouta que tous les priviléges devaient être rétablis et confirmés de nouveau; qu'il fallait expulser les jésuites de tout l'empire germanique, dédommager la Saxe et le Brandebourg par la concession de quelques biens ecclésiastiques et restituer à la famille de l'électeur-palatin tous les droits et priviléges qu'on lui avait enlevés; que la Suède ne devait recevoir aucun accroissement de territoire pris sur l'Allemagne; mais qu'il fallait se borner à lui payer les sommes qu'elle avait avancées pour la guerre (ce qui irrita au plus haut point le chancelier), et enfin disposer des troupes pour faire la guerre aux Turcs. Lui-même demandait le royaume de Bohême comme la récompense des services rendus à l'empereur; la Moravie devait aussi lui être donnée en échange du duché de Mecklenbourg. Pour obtenir la paix aux conditions stipulées ci-dessus, il proposa la réunion sous ses ordres immédiats des armées suédoise et saxonne, voulant plus tard marcher sur Vienne pour forcer la main de l'empereur.

Il fit faire ces propositions à Oxenstierna par le vieux comte Thurn, et à l'électeur de Saxe par

Arnheim. Le chancelier secoua la tête, ne sachant que penser de tout cela. « Ou Wallenstein veut trahir son empereur, dit-il, ou il cherche à leurrer les Suédois et les Saxons, ou bien il est fou; » tant ce plan lui parut singulier. Cependant il ne le rejeta pas tout à fait, mais ordonna à Thurn de traîner en longueur les négociations pour bien s'assurer de la réalité des choses avant de s'avancer ; mais l'électeur de Saxe remit à Arnheim un autre plan concernant la paix générale pour en conférer avec Wallenstein.

Pendant ces négociations dans lesquelles personne ne comprit rien et qui blessèrent vivement le chancelier, parce que Wallenstein parlait à ce dernier avec une hauteur contrastant si fort avec la bassesse des princes allemands, l'armée du duc de Friedland reçut des renforts considérables, tandis que celles des Saxons et des Suédois diminuèrent au même point, et il se passa des choses qui éloignèrent toute idée de paix. Wallenstein, furieux de voir ses projets déjoués, reprit les armes, marcha sur la Lusace et la Misnie et fit mine de s'emparer d'un des passages sur l'Elbe; déjà Arnheim s'empressait de retourner en Saxe, lorsque le duc de Friedland prit tout à coup la direction de la Silésie et surprit près de Steinau un corps de six mille Suédois, qu'il fit prisonniers avec leur commandant le vieux Mathias Thurn. Il s'empara aussi de soixante drapeaux et de vingt pièces de canon,

soumit ensuite à l'empereur toute la Silésie avec ses forteresses. Il envoya aussitôt un courrier à Ferdinand pour annoncer ce succès, et ses amis ne manquèrent pas de célébrer sa valeur et sa fidélité; mais son but était seulement de donner un avertissement aux Suédois pour qu'ils ne provoquassent pas sa colère.

On s'attendait à Vienne à voir arriver sous bonne escorte le vieux Thurn, que la cour appelait l'auteur exécrable de cette horrible guerre, pour lui faire subir le châtiment dû à sa félonie; mais Wallenstein en jugea autrement, lui rendit la liberté, le combla de présents et le chargea d'une mission secrète pour Oxenstierna. La cour lui reprocha cette indigne conduite, et l'arrogand Friedland répondit : « Que l'empereur devrait plutôt le remercier d'en avoir agi ainsi. Que faire en effet de ce vieux fou? Cet homme a vraiment perdu la tête, et nous rendra de bien plus grands services à la tête des troupes suédoises que dans un cachot. »

Mais Wallenstein avait trop de motifs pour ne pas envoyer à Vienne le vieux Thurn qui connaissait tous ses plans secrets, quoique le duc de Friedland, pour des raisons faciles à deviner, ne traitât jamais par écrit les affaires délicates en question mais toujours verbalement et par ses confidents intimes *Arnheim*, *Illo Guillaume Kinsky et Terzky*.

Aprés l'affaire de Steinau, il se mit de nouveau

en mouvement pour apaiser l'empereur, prit en octobre 1633 *Liegnitz, Grosglaugau et même Francfort sur l'Oder*. Il dirigea une partie de son armée sur la Poméranie, *s'empara de Gorlitz et de Bautzen*, et proposa de rechef la paix aux électeurs de Saxe et de Brandebourg; mais comme sa conduite n'était qu'une suite de contradictions, ces princes ne ne firent pas grande attention à toutes ses propositions dans la crainte de donner dans un piége.

Cependant l'Espagne avait levé un corps d'armée dans le Milanais, et se proposait de l'envoyer en Allemagne sous le commandement du *duc de Féria* tant pour sauver *Constance et Brisach* que pour défendre l'*Alsace* contre les Suédois et les Français; car Oxenstierna avait eu la générosité de céder à ces derniers l'importante forteresse de Philippsbourg.

Wallenstein entra en colère en apprenant qu'un général espagnol allait partager avec lui l'honneur du commandement suprême en Allemagne et secourir peut-être le duc de Bavière qu'il haïssait toujours mortellement; il envoya aussitôt le colonel Deodati à Milan pour entraver la marche de ses soldats, sous prétexte que l'arrivée de ces troupes étrangères ferait échouer les négociations entamées pour la paix générale. Mais le cardinal-Infant, auquel il s'adressa, ne se laissa point circonvenir par les raisons spécieuses qu'on allégua; le duc de Féria partit pour l'Allemagne et joignit,

d'après les ordres de l'empereur, ses troupes à celles du général Altringer qui furent encore renforcées par un corps de bavarois.

Le départ d'Altringer découvrit la Bavière. Les Suédois ne tardèrent pas à en profiter, envahirent le pays, menacèrent même l'Autriche, et le duc Bernard de Weimar, ne trouvant point de résistance, alla assiéger Ratisbonne. L'électeur Maximilien pria instamment le duc de Friedland de lui envoyer cinq mille hommes pour voler au secours de cette ville ; l'empereur lui-même lui adressa coup sur coup sept courriers pour lui enjoindre de secourir le duc de Bavière. Wallenstein répondit qu'il ne pouvait dégarnir son corps : enfin il promit d'envoyer même douze mille hommes dont il donna les noms, mais il n'en fit rien, et par cette indigne obstination *Ratisbonne*, *Cham*, *Straubingen*, et plusieurs autres places tombèrent au pouvoir des Suédois. Sur les injonctions réitérées de l'empereur, Wallenstein s'avança enfin jusqu'aux frontières de la Bavière pour reprendre Cham ; mais, contre l'avis de son conseil, il renonça à cette entreprise, retourna à *Pilsen*, parce qu'il avait appris que Arnheim marchait vers la Silésie.

L'empereur lui envoya de nouveau l'ordre sévère d'aller attaquer le duc de Weimar qui menaçait toujours l'Autriche ; mais Wallenstein n'y obtempéra point, brava l'autorité de ce monar-

que, persévéra dans son plan d'inaction et resta en Bohême : il poussa l'insolence plus loin ; car Ferdinand ayant ordonné au général baron de Suys, qui commandait un corps d'armée de la Haute-Autriche, de conduire ses troupes en Bavière, Wallenstein fit dire à ce général qui s'était avancé jusqu'à Passau, de retourner sur ses pas, y ajoutant qu'il y allait de sa vie s'il obéissait plutôt aux ordres de l'empereur qu'aux siens.

Ce qui peinait surtout l'empereur ce fut la tactique du duc de Friedland qui avait encore cette année pris ses quartiers d'hiver dans les provinces autrichiennes, quoique ces pays fussent entièrement épuisés par l'occupation de l'année précédente, et, qu'au dire de Wallenstein lui-même, les habitants y eussent fait des sacrifices inouïs dans l'espérance d'être épargnés pour l'avenir. Lui-même avait demandé à s'entendre au sujet de l'entretien des troupes avec le conseiller de guerre de Questenberg que l'empereur lui avait adressé avec mission de lui faire des observations sur sa conduite. Mais Wallenstein ne voulut rien entendre et s'en rapporta au pouvoir illimité qu'on lui avait conféré lorsqu'il prit le commandement suprême de l'armée ; il ne daigna pas faire part à ce conseiller de l'état de la situation de ses relations avec la Saxe et les Suédois. Ferdinand fut piqué de l'affront qu'on venait de faire à son envoyé et s'en plaignit amèrement à la cour.

Enfin la patience de ce monarque qu'on jouait si indignement fut à bout. Ne voulant pas dépendre plus long-temps des caprices d'un homme arrogant, ni consentir à ce que cette guerre qu'on aurait pu finir si facilement en la poussant avec énergie, traînât sans but; témoin d'ailleurs de l'oppression sous laquelle gémissaient ses peuples par l'obstination d'un général rebelle à ses ordres, il lui enjoignit d'un ton sévère, et sans avoir égard aux motifs allégués pour nécessiter sa retraite, de diriger sur-le-champ son armée vers le Danube et d'envoyer six mille hommes de cavalerie au cardinal-Infant d'Espagne qui était en marche pour les Pays-Bas et qui avait besoin de ce renfort pour commencer ses opérations.

Wallenstein s'indigna à la réception de ces ordres, et ne voulut y voir qu'une ruse de la cour qui avait intérêt à le priver d'une partie de ses meilleures troupes pour lui enlever une seconde fois le commandement de l'armée. Le dépit qu'il en ressentit hâta l'exécution de ses projets secrets. Il manda aussitôt à Pilsen ses généraux et colonels et découvrit son plan au général, comte Piccolomini, dans lequel il avait mis une confiance particulière, parce qu'il était né sous la même constellation que lui.

Piccolomini cacha la douleur que lui causa cette manifestation de sentiments si opposés aux devoirs d'un sujet fidèle, et se borna à lui retracer les

immenses difficultés que rencontrerait l'exécution de ce plan gigantesque; mais Wallenstein lui répondit que dans ces cas tout dépendait de la promptitude et de la hardiesse qu'on mettait dans l'exécution. Pour prix de sa trahison il offrit à ce général le comté de Glatx avec des biens considérables; au général *Gallan* Glagau, Sagan et les possessions du prince d'Eggenberg; au comte Colloredo et à son beau-frère Terzky la Moravie, mais tout sous sa suzeraineté royale. Il paraissait tellement épris de son plan, ou tellement dominé par l'influence de ses rêveries astrologiques, qu'il disposa de tous les domaines impériaux ainsi que des provinces héréditaires espagnoles.

On a beaucoup écrit à une époque plus rapprochée de nous pour disculper Wallenstein du crime de haute trahison. On a prétendu qu'il est tombé victime des intrigues du conseil aulique de la guerre dont il respectait peu les ordres, — des jésuites qu'il voulait bannir des terres de l'empire, — du duc de Bavière qui le haïssait, — ou des Espagnols qu'il méprisait. Il est possible que l'une ou l'autre de ces causes ait pu contribuer à sa chute; car la Bavière avait en effet menacé de faire sa paix avec les Suédois, si le duc de Friedland n'était point destitué. Mais il est impossible de nier des faits d'une si haute gravité, par cela seul qu'ils n'ont pu être prouvés par des dépositions écrites; puisqu'il a été constaté par une multitude

de témoins que toutes ces basses négociations se traitaient verbalement. Du reste le peu de dépositions écrites qui existent à ce sujet, prouveraient au besoin la chose d'une manière péremptoire, sans parler de sa désobéissance flagrante aux ordres de son monarque, désobéissance qui plaça la monarchie à deux doigts de sa perte. Ses relations avec le vieux Mathias Thurn, ce chef de rebelles, et par celui-ci avec Gustave-Adolphe et Oxenstierna, sont mises dans tout leur jour par le fidèle Khévenhiller; et si Wallenstein ne cherchait point à duper la France, avec laquelle il entretenait aussi des relations secrètes, il paraît hors de doute que son projet éiait en effet de se faire proclamer roi de Bohême, la France devait l'aider de son argent et de ses troupes.

Lorsqu'à cette époque, l'électeur Jean-Georges de Saxe fit faire à l'empereur des propositions de paix, et que celui-ci s'y montra tout disposé, et annonça à l'électeur d'envoyer ses députés soit à Vienne, soit à Prague pour arrêter un projet, Wallenstein conseilla à ce dernier d'envoyer ses députés à Pilsin, pour qu'il pût lui-même conférer avec eux; déclarant qu'il stipulerait des conditions dont il aurait lieu d'être content, qu'on ne pouvait pas se fier à l'empereur qui était un bigot qui se laissait dominer par les Jésuites et les Espagnols, et qui d'ailleurs ne tenait point et ne pouvait point tenir ses engagements.

Pour s'assurer de la fidélité et de la coopération de ses meilleurs officiers, Wallenstein les manda tous à Pilsen, sous prétexte de tenir un conseil de guerre : après s'être entretenu en particulier avec les principaux d'entre eux, il leur fit soumettre par le général Illo, les questions suivantes :

1° Serait-il possible et prudent au moment où la saison était déjà assez avancée, de prendre des quartiers d'hiver hors des états héréditaires de l'empire?

2° Pourrait-on aller faire le siége de la ville de Ratisbonne?

3° Pourrait-on envoyer au Cardinal-Infant six mille hommes de cavalerie?

Tous déclarèrent que de telles mesures entraîneraient infailliblement la ruine de toute l'armée.

Alors Illo commença, sur un thème préparé d'avance, à énumérer les griefs suivants.—Il dépeignit sous les couleurs les plus sombres les vues jalouses de la cour, les intrigues des Jésuites et des Espagnols qui trompaient sans cesse l'empereur, pour gouverner eux-mêmes à sa place, en voulaient à la vie du duc de Friedland, dissipaient en plaisirs les contributions que le pauvre peuple payait pour l'entretien de l'armée; consumait en festins le fruit des sueurs du soldat, ne demandaient qu'à se défaire de ces derniers. Il

ajouta : « que les troupes étaient partout mal reçues, comme si elles étaient des Turcs, des Tartares, des démons : que le duc de Friedland, qui était instruit de tout cela, était décidé à déposer le commandement suprême, pour ne point s'exposer à être une seconde fois destitué brutalement et d'une manière indigne ; qu'une seule chose lui causait un vif chagrin, c'était de ne pas pouvoir tenir les promesses qu'il avait faites à l'armée, la cour ne lui permettant pas de disposer des biens confisqués. Qu'ils pouvaient tous se convaincre du tort immense que leur ferait l'éloignement du duc de Friedland ; puisque, après avoir levé à leurs frais des régiments et des compagnies, y étant engagés par Wallenstein, il ne leur en revenait rien, leurs services et leurs sacrifices étant méconnus par ceux qui auraient dû les reconnaître. »

Ce discours insidieux, débité avec la chaleur d'une profonde conviction, et le vin qui coulait à grands flots échauffèrent tous les esprits. La plupart des assistants ignoraient le but caché et véritable de Wallenstein ; mais tous s'écrièrent comme ne faisant qu'un même vœu, « que Wallenstein ne devait pas abandonner l'armée, et qu'ils étaient prêts à verser pour lui jusqu'à la dernière goutte de leur sang. » Ils lui envoyèrent aussitôt une députation, pour le prier de rester à leur tête : il leur déclara enfin, quoiqu'y parais-

sant forcé par eux, « qu'il garderait son commandement pour aviser aux moyens de leur être encore utile, et de s'occuper de leur entretien et de leur solde. »

Illo et Terzky profitèrent de ce moment d'enthousiasme, et dirent à l'assemblée qu'il serait juste qu'ils s'engageassent tous par écrit envers le général en chef, pour lui prouver par-là que leur intention formelle était de tenir ce qu'ils venaient d'exprimer ici. Ce qui fut adopté à l'unanimité. Les deux orateurs leur présentèrent ensuite une déclaration rédigée d'avance, contenant cette promesse avec l'addition : «—Tant que le duc de Friedland serait au service de Sa Majesté impériale et les conserverait à son service. » Tous les officiers signèrent, et Terzky déclara *parjure et infâme* quiconque ne tiendrait pas pour Wallenstein.

Mais ce n'était pas là ce que le duc de Friedland désirait. Il voulait une déclaration absolue pour la montrer aux Saxons et aux Suédois et leur prouver que l'armée dont il était le créateur, ne reconnaissait de chef que lui et dépendait de lui seul. Illo et Terzky tenaient cette déclaration prête à être signée et la présentèrent aux convives pendant le repas. L'addition dont il vient d'être question n'y figurait pas. Mais les officiers frémirent en entendant la lecture qu'on en fit. Leur fidélité envers l'empereur ne put être ébranlée, et quoique la plupart d'entre eux fussent échauf-

fés par les fumées du vin et liés au duc, tant par l'intérêt que par le sentiment de la reconnaissance, ils refusèrent cependant de signer. Enfin, après mille instances Illo et Lerzky parvinrent à triompher de leur résistance; ils signèrent, mais d'une manière parfaitement illisible pour ne point se compromettre. Wallenstein envoya de semblables déclarations à d'autres officiers supérieurs absens sur la fidélité desquels il croyait pouvoir compter aussi.

Wallenstein espérait donc avoir à peu près atteint son but; mais une seule chose l'inquiétait : les généraux les plus distingués, *Gallas*, *Calloréda* et *Altringer* n'avaient pas assisté à l'assemblée; le seul *Piccolomini* s'y trouvait, mais celui-ci instruisit aussitôt l'empereur de tout ce qui s'était passé. Pour s'assurer donc de leur fidélité, il les invita tous trois à se rendre à Pilsen, mais Altringer s'excusa pour cause de maladie et n'alla que jusquà Frauenberg où il resta avec *Maradas* son ami. Gallas qui s'était entendu auparavant avec Piccolomini reçut une pareille injonction de se rendre auprès d'eux pour les amener tous deux à Pilsen.

Cependant Wallenstein changea tous les commandants de l'Autriche et de la Silésie sur la fidélité desquels il ne pouvait pas compter, ou qui lui paraissaient trop dévoués à l'empereur. Comme ces changements firent du bruit et s'opérèrent

dans beaucoup de localités à la fois, Ferdinand ne put plus douter qu'on n'en voulût à sa personne et à sa famille, et donna des ordres secrets à quelques généraux de s'assurer de Wallestein, de Terzky et d'Illo et de leur faire subir un interrogatoire. Il envoya en même temps au général Gallas un rescrit dans lequel il prononça la destitution du duc Friedland, ajoutant que tous les officiers eussent à obéir audit général Gallas jusqu'à l'arrivée de son fils Ferdinand, roi de Hongrie. Ferdinand accorda une amnistie pleine et entière de tout ce qui s'était passé à Pilsen, n'en exceptant que Wallenstein et ses principaux adhérens Illo et Terzky qui devaient être traduits devant un conseil de guerre pour rendre compte de leur conduite.

Gallas prit aussitôt les mesures nécessaires et fit prêter un nouveau serment de fidélité aux soldats. Prague fut occcupé par Suys, Lintz par Piccolomini qui s'approcha de Pilsen avec plusieurs mille hommes de toutes armes. Les soldats, malgré les belles promesses qu'on leur avait faites, ne dévièrent point de la ligne du devoir, et on n'en vit pas un seul qui épousât la cause du parjure Friedland, tant était saint à leurs yeux le serment prêté à leur empereur; la rébellion les trouva inébranlables.

Cependant Wallenstein conserva toute sa présence d'esprit même au milieu du danger qui le pressait de

toutes parts. Pour prévenir l'effet des injonctions de son monarque, il fit publier un ordre du jour défendant sous les peines les plus sévères d'obéir à Gallas, à Altringer, à Piccolomini ou à qui que ce fût, excepté à lui, à Illo et à Terzky. Il fit occuper sur le champ Buvweis, Thabo, Konigratz et plusieurs autres places environnantes et ordonna à tous les régiments de se réunir à Prague au plus tard le 25 février, comptant se rendre lui-même dans cette ville. Des courriers furent expédiés aux généraux qui commandaient à Ratisbonne, à Oxenstierna, à Arnheim. Tous consentirent aux propositions de Wallenstein dont ils avaient si longtemps snspecté la sincérité. Déjà on prévoyait une jonction des armées ennemies, déjà les dispositions pour aller à Prague étaient prises, puisque dans cette ville on devait jeter le masque, marcher sur Vienne, dicter des lois à l'empereur ou le précipiter du trône.

Terzky s'était mis en route avec quelques officiers, lorsqu'il apprit, à son grand étonnement, que Prague était occupé au nom de l'empereur, que Wallenstein était déclaré traître à son prince et parjure, que Leutmeritz venait de même d'être remis à des officiers dévoués à Ferdinand. Wallenstein apprit cette nouvelle sans se déconcerter, mais au lieu de se rendre à Prague, il alla à Eger avec une suite peu nombreuse pour se rapprocher de l'ennemi et attendre l'issue des négociations

entamées avec le duc Bernard de Weimar. Chemin faisant il rencontra le major *Leslie*, irlandais, auquel il découvrit son plan et tout ce qui s'était passé à Pilsen ; il ajouta que sous peu plusieurs régiments allaient le rejoindre, que Arnheim et le duc de Lauenbourg allaient passer sous ses drapaux, et qu'en moins d'un mois il entrerait en Autriche à la tête de forces plus imposantes que jamais.

Leslie entendit en frémissant ces tristes nouvelles. A peine fut-il de retour à Eger qu'il alla en faire part au colonel *Buttler* qui y commandait et au lieutenant-colonel *Gardon*. Ils tinrent conseil pour savoir ce qu'il y aurait à faire dans des circonstances aussi critiques. Leur première pensée fut d'arrêter le duc de Friedland, de le mettre en lieu de sûreté et d'instruire de ce fait la cour de Vienne.

Vers le milieu de la nuit on vit arriver un courrier de Prague qui apporta à Wallenstein entre autres lettres un exemplaire du rescrit que l'empereur avait publié contre lui. Le duc de Friedland fit appeler aussitôt le major Leslie et lui annonça qu'il n'y avait plus d'autre moyen de salut, vu l'urgence du moment, que de faire entrer les Saxons en Bohême, de céder au comte-palatin de Birkenfeld *Eger et Elnbogen*, de faire occuper *Cronach et Forchhen* par Illo, et de s'assurer, en cas de retraite, de la forteresse de *Plessenbourg*;

il ajouta qu'il avait appris de la Silésie que *Schaf-gotsch* était sur le point de lui amener six mille hommes pour s'emparer de Lintz et lui livrer le *Collarédo*.

Peu de temps après on vit arriver un nouveau courrier expédié par le duc de Lauenbourg qui annonça que le duc Bernard de Weimar avait consenti à tout, qu'il désirait seulement avoir encore un entretien avec Wallenstein au sujet de la jonction des troupes. Leslie ne manqua pas de faire part de tout cela au commandant de la forteresse ainsi qu'au lieutenant colonel Gordon.

Il était temps d'agir; et quoique ces deux derniers eussent de la peine à se décider, il leur semblait qu'un devoir impérieux les obligeait à recourir à des moyens extrêmes pour sauver leur monarque si lâchement trahi et si indignement attaqué. Ils ne pouvaient se faire à l'idée de devenir les meurtriers d'un homme qui fut leur bienfaiteur, dont ils avaient jusqu'alors exécuté les ordres avec tant de zèle, et qui, avec tous ses défauts, avait cependant beaucoup de grandeur d'âme; mais le salut et l'intérêt de leur empereur, le serment de fidélité qu'il lui avaient prêté, le danger qui menaçait la monarchie et qui croissait à tout instant, l'emportèrent à leurs yeux sur toute autre considération. Ils croyaient encourir la plus grande responsabilité, en laissant échapper l'occasion de se défaire des ennemis de Ferdinand.

Pour en imposer davantage, Gordon invita à un goûter, dans la forteresse, *Illo*, *Tersky*, *Guillaume Kinsky et le capitaine Heumann*. (C'était le 25 février 1634). Tous arrivèrent, se mirent à table et furent très-gais. Au dessert on but à la santé des nouveaux alliés, et *Humann* exprima le vœu atroce *de pouvoir bientôt se baigner dans le sang de la maison d'Autriche*. A un signal donné par Leslie, le major *Géroldini* et six dragons de Buttler entrèrent dans la salle, en s'écriant : *Vivat Ferdinandus*, percèrent sur-le-champ Kinsky et Tersky, tuèrent ensuite Illo, qui se défendit vigoureusement, et attaignirent enfin Humann, qui était allé se cacher dans un caveau et qui demandait grâce.

Buttler, Gordon et Leslie tinrent conseil entre eux, et comme le danger augmentait à chaque instant, la mort de Wallenstein fut résolue. Séni, le fameux astrologue, venait d'avertir ce dernier, que l'heure du danger n'était pas encore passée; mais le duc lui répondit d'un ton de conviction : — « Tu te trompes, le danger est passé; je lis seulement dans les constellations, que tu iras sous peu en prison. » — Ce qui arriva en effet plus tard, et les soldats impériaux ne le laissèrent sortir qu'après lui avoir arraché les mille couronnes que son maître lui avait données la veille même de sa mort.

A peine les trois officiers ci-dessus nommés

eurent-ils formé le dessein de se défaire du duc de Friedland, que Buttler et le capitaine *Déveroux* entrèrent en ville avec une troupe nombreuse, et gardèrent toutes les avenues qui conduisaient au château, occupé par ce général. Déveroux, armé d'une pique et suivi de six hallebardiers, courut aussitôt à l'appartement de Wallenstein; ils tuèrent en passant un page, qu'ils rencontrèrent sur l'escalier, percèrent de coups un valet de chambre, qui se trouvait dans le vestibule et qui, présumant quelque trahison, voulut faire du bruit; forcèrent ensuite la porte de la chambre à coucher du duc. Celui-ci, réveillé par les cris des femmes et du bruit que faisaient les assaillants, s'était mis en chemise à une fenêtre.

« Es-tu le scélérat, lui dit Déveroux écumant de rage, qui a formé le projet de livrer à l'ennemi l'armée impériale, et d'arracher la couronne de la tête de Sa Majesté? Il faut que tu meures pour ce crime. »

Wallenstein ne daigna pas lui répondre.

Déveroux attendit un instant et s'écria de nouveau: — « Il faut que tu meures! » Wallenstein remuait à peine les lèvres, et étendit les bras comme pour recevoir le coup mortel dans la poitrine. Il tomba aussitôt, percé de plusieurs coups de pique. Ainsi termina sa carrière, cet homme si digne d'un meilleur sort, et périssant par un lâche assassinat, lui qu'avaient plusieurs fois res-

pectés les balles ennemies sur les champs de bataille. Cette mort arriva le 25 février 1634; Wallenstein était âgé de cinquante-un ans.

Le bruit de cette fin tragique se répandit avec la rapidité de l'éclair par toute l'Europe, et fit une pénible impression sur les amis comme sur les ennemis du duc. L'empereur en fut vivement affecté et fit dire trois mille messes pour le repos de son âme. Il parut en même temps une foule d'écrits tant pour que contre la mémoire de Wallenstein, ainsi que des épitaphes en langues allemande, latine et italienne; en voici une des plus belles, conservée par Khévenhiller.

« Nobilis Miles, Dux, imperator Cæsar isimilis,
Hic jacet Albertus Friedlandiæ Dux,
Victor victus, Dèsertor desertus.
Dùm sceptrum quærit,
Feretrum invenit,
Disce viator,
Non semper audaces fortuna juvat.

Buttler et Gordon adressèrent aussitôt à tous les chefs de corps et commandants des environs, une instruction détaillée sur les événements qui venaient de se passer, y alléguant les motifs qui les avaient fait agir, et les avertissant d'être sur leurs gardes, pour ne pas être victimes des dispositions que Wallenstein avait prises avant sa mort, et

ces précautions ne furent pas inutiles; car tout avait été arrangé pour livrer l'armée à l'ennemi et trahir l'empereur; Khévenhiller, entre autres preuves, rapporte aussi le fait suivant :

« Durant le cours de ces événements, le duc François-Albert de Saxenlauenbourg, à son retour de Ratisbonne, avait envoyé à Eger un gentilhomme, nommé Gebhard Molka, pour annoncer à Illo qu'il pouvait compter sur le secours de Weimar, et que les troupes qui le composaient étaient en marche. Mais, comme il demandait qu'on lui envoyât un trompette jusqu'à Priempt, Buttler et Gordon lui en envoyèrent un, l'engageant à se rendre au plus tôt à Eger. Ils lui adressèrent en même temps, au nom de Wallenstein, un capitaine de cavalerie, nommé Moser, avec son escadron pour le chercher. Lors donc que ce dernier fut arrivé à Turschenreut, il y apprit qu'il s'était présenté des fourriers, annonçant que le lendemain il y arriverait quelques régiments des alliés.

Après s'être arrêté quelque temps dans la contrée, il vit dans le lointain une troupe de cavaliers, qu'il rejoignit aussitôt. Le duc François Albert se trouvait au milieu d'eux. Ce prince se fit reconnaître et dit au capitaine qu'il était venu en ami. Comme Moser n'était pas assez fort pour l'arrêter, et qu'il s'attendait à voir arriver à tout instant les régiments en question, il ordonna à

ses soldats de remettre leurs sabres dans le fourreau.

Le duc lui demanda par ordre de qui il était vu là? Si le duc de Friedland était déjà arrivé à Eger avec Illo et Tersky? Combien de régiments ils avaient avec eux!

Moser lui répondit qu'il y était venu par ordre de Tersky, que Wallenstein avait réuni huit régiments autour de lui, qu'il en attendait encore quatre.

Le duc parut enchanté d'apprendre ces nouvelles et dit : « Tout va bien, pourvu que le duc de Friedland ait eu l'idée de s'assurer de Landsberg, de Francfort-sur-l'Oder, de Grosglaugau, de Troppau et de Dilsen. Les armées vont opérer sous peu leur jonction; le duc de Weimar envoya un corps de cavalerie de six mille hommes, et la Saxe un autre de quatre mille hommes, décidés à marcher partout où Wallenstein les conduirait; avec ces forces on fera la loi à l'empereur, à ses prêtres, à Gallas et à Piccolomini. »

Pendant la marche il parla des armements formidables de la France et de plusieurs autres princes contre l'empereur, ainsi que des troupes qui arrivaient des Pays-Bas. Il ajouta que les villes impériales étaient en leur pouvoir, et que de cette manière on en finirait bientôt avec les impériaux.

Lorsqu'ils étaient enfin arrivés à Waldsachsen,

le capitaine suivit un moment favorable pour s'emparer du duc. Il donna le signal à sa troupe, se précipita sur ce prince, lui mit le pistolet sur la gorge et lui demanda s'il voulait se rendre ou non, ayant assez fait connaître ses intentions hostiles à l'empereur.

Le duc l'avertit de ne pas pousser les choses plus loin, parce qu'autrement il en répondrait à son colonel et à Wallenstein. Mais Mosnier lui apprit que le duc de Friedland, Illo, Tersky et Heumann avaient été tués à Eger. Le duc pâlit en apprenant cette terrible nouvelle, demanda grâce, essaya même d'embaucher l'officier ou de se sauver par la fuite, lui offrant une rançon de dix mille ducats, avec un domaine en Saxe ainsi que de l'avancement dans son corps d'armée. Mais Moser resta inébranlable, et le duc se rendit enfin. Le capitaine, malgré toutes ses réclamations, le conduisit à Eger, pour le remettre entre les mains de Gallas. — Telle est la relation de Kévenhiller. — Cette conspiration eut encore d'autres suites, telles que la prise de *Landshat*, la victoire des Saxons près de Leipsic, la conquête de *Francfort-sur-l'Oder* et de plusieurs autres villes.

L'empereur nomma ensuite pour commander l'armée de la Ligue, son fils Ferdinand, roi de Bohême et de Hongrie. Ce choix fut très-heureux, ce jeune prince était doué de toutes les qualités écessaires et donnait les plus belles es-

pérances. On leva aussitôt des troupes dans les états héréditaires, cette levée se fit avec une telle scélérité, que le roi se vit à la tête d'une armée de quarante mille hommes, bien équipés. Après en avoir passé la revue à Pilsen, il partit sur-le-champ pour le Haut-Palatinat, afin de se réunir à Altringer, d'attaquer Ratisbonne et de chasser les Suédois du pays. Le siége de cette dernière ville fut donc commencé. Les Suédois se défendirent avec la rage du désespoir, repoussèrent sept assauts, firent plus de deux cents sorties qui leur coûtèrent huit mille hommes, et se battirent comme des lions pendant six semaines ; les assiégeants jetèrent deux mille grenades dans la ville. Les Suédois se seraient maintenus plus longtemps encore, si le manque de poudre ne les eût forcés à accepter une capitulation honorable, que le roi leur accorda. Ils sortirent de la ville, le 16 juillet 1634, avec tous les honneurs de la guerre. Le jeune Ferdinand s'était placé dans une plaine pour les voir défiler. Les généraux descendirent de cheval, Ferdinand leur serra la main et loua leur courage. Parmi eux se trouvait le vieux comte Mathias Thurn, qui se borna à saluer le roi sans descendre de cheval. Interrogé sur ce fait, il répondit, qu'étant vassal de Sa Majesté impériale, et ayant pris du service à l'étranger, il ne se sentait pas le courage de présenter sa main au roi, de crainte que Ferdinand n'eût refusé de la presser.

ce qui l'aurait couvert de honte devant tout le monde.

Pendant que le jeune roi était occupé au siége de Ratisbonne, il envoya le général Altringer à Landshut, qu'assiégeait le duc Bernard de Weimar, lui enjoignant d'empêcher la prise de cette ville, jusqu'à ce qu'il pût lui-même voler à son secours. Mais le duc prit la ville par assaut, et traita horriblement les habitants. Altringer perdit la vie dans cette circonstance; ce qui navra de chagrin le cœur de l'empereur.

A cette même époque les Saxons chassèrent les Impériaux de la Lusace, firent une irruption en Silésie et les battirent près de Liegnitz, s'emparèrent de Breslau, de Grosglangau, pénétrèrent de nouveau en Bohême, et s'avancèrent même jusqu'à Prague. Le roi Ferdinand, qui avait résolu de livrer une bataille au Suédois, ne voulut point perdre son temps à poursuivre lui-même les Saxons, il se contenta d'envoyer contre eux quelques régiments de vieilles troupes; quant à lui, il se dirigea vers *Hordlingen*, et prit en passant Donauwerth, occupé par les Suédois, ce qui lui livra tout le cours du Danube.

Les Suédois, qui craignaient de perdre Hordlingen, comme ils avaient perdu Ratisbonne, concentrèrent leur armée autour de cette ville. *Gustave Horn* et Bernard de Weimar s'en approchèrent, en augmentèrent la garnison, y firent

entrer des vivres et se retirèrent ensuite à Bopfingen, où ils attendirent l'arrivée du rhingrave Othon Louis et du feld-maréchal Cratz.

Le cardinal-infant, qui amenait d'Italie un corps de dix mille hommes de troupes d'élite, pour les conduire dans les Pays-Bas, se joignit au roi auprès de Hordlingen. C'était à ce corps que Wallenstein devait envoyer six mille hommes de cavalerie, ce qui fut la cause de sa perte, sa conspiration ayant éclaté à propos de son refus d'obtempérer aux ordres de l'empereur. On tint aussitôt un conseil de guerre, auquel assista le cardinal-infant, qui y fit preuve de profondes connaissances stratégiques, et qui ne contribua pas peu à assurer le gain de la bataille, par les dispositions qu'il prescrivit.

Les Suédois ne purent d'abord s'entendre entre eux sur le parti à prendre. Le feld-maréchal Hora fut d'avis qu'on évitât une bataille, les Impériaux étant bien supérieurs aux troupes des Alliés; il craignait qu'en s'exposant ainsi, on ne mît tout en jeu, ce qui entraînerait des conséquences peut-être irréparables pour la cause qu'ils défendaient; mais le bouillant Bernard de Weimar, parla avec tant d'assurance de la certitude qu'il avait de battre les Impériaux, qu'il fut écouté. Dès que le général Gratz fut arrivé avec ses troupes, Bernard fit avancer l'armée pour commencer le combat. Mais ses troupes s'égarèrent dans leur

marche, par l'effet d'un mal-entendu et de la difficulté des chemins, tandis que les Impériaux s'emparèrent des hauteurs où ils se retranchèrent, enlevant ainsi à l'ennemi les positions les plus avantageuses.

Ce fut le six septembre 1634, à la pointe du jour, que commença cette bataille sanglante. Les Suédois firent des prodiges de valeur, *Horn et Bernard* déployèrent toutes les ressources de leur génie pour s'emparer des hauteurs d'où l'on pouvait foudroyer le camp autrichien. Ils réussirent même dans cette attaque de laquelle dépendait le sort de cette journée et de l'avenir; mais le désordre se mit dans leurs rangs, le feu prit à quelques barils de poudre, ce qui occasiona une explosion épouvantable. Le carnage dura pendant huit heures. Le jeune roi Ferdinand fit preuve de courage au point de voir tomber à ses côtés le jeune *Piccolomini*, le duc *Aldobrandino* et le colonel *Achatz.* Il commandait en chef l'action principale. Gallas était à la tête de l'infanterie, le duc de Lorraine à la tête de la cavalerie. Le fameux régiment suédois dit le Jaune, si célèbre par sa valeur, livra dix-sept assauts qui furent tous repoussés. L'artillerie impériale parfaitement bien servie et les formidables charges des dragons, au moment de la terrible explosion, contribuèrent surtout à cette célèbre victoire, la plus brillante de toute la guerre de Trente ans. Douze mille enne-

mis gisaient morts sur le champ de bataille, quatre mille furent faits prisonniers par le duc de Lorraine et le chef de partisans *Jean de Werth*; parmi ces derniers se trouvait le général Horn avec trois autres généraux. Parmi les morts on comptait le margrave Frédéric d'Anspach, un langrave de Darmstadt et beaucoup de colonels et d'autres officiers. Toute l'artillerie, consistant en quatre-vingts canons de gros calibre, près de quatre mille voitures de transports et trois cents drapeaux et étendarts, tombèrent au pouvoir des vainqueurs. Un hasard préserva Bernard de Weimar d'être fait prisonnier; il parvint avec peine à ramasser les tristes débris de son armée dans les environs de Francfort.

La nouvelle de la défaite des Suédois et de l'importante victoire de l'armée impériale répandit la joie et la terreur par l'Allemagne. Le parti protestant tremblait, le parti catholique au contraire fit éclater son enthousiasme, lui qui depuis si long-temps gémissait sous le poids de l'oppression de ces étrangers. Le jeune Ferdinand, qui avait si bien signalé son entrée dans la carrière militaire, ne perdit pas son temps et profita des avantages que lui assurait cette victoire pour reprendre les villes tombées au pouvoir des Suédois et forcer ceux-ci à la retraite, espérant pouvoir faire une paix avantageuse, objet des vœux de tout le monde. Les Bavarois allèrent investir Augsbourg

et s'emparèrent, après une longue résistance, de cette ville, qui avait prêté le serment de fidélité au gouvernement suédois. Heilbronne, qui avait de même promis de se défendre jusqu'à l'extrémité, fut forcé de se rendre, après un terrible incendie qui consuma une partie de la ville. Piccolomini entra dans la Franconie avec une autre division de l'armée, reprit les villes de *Mergentheim*, *de Kitzingen*, *d'Ochsenfurt*, *de Schweinfurt*, *de Rothenburg*, *de Wurtzbourg*, *de Windesheim et de Wissenbourg*; le duc de Lorraine se dirigea vers la Forêt-Noire, pour protéger le Brisgau et l'Alsace. Enfin le jeune Ferdinand entra avec une forte division de son armée dans le Wurtember pour châtier le duc de ce pays, ce prince, mis au ban de l'empire, s'étant plus que tout autre rendu coupable du chef de trahison envers l'empereur; mais le duc n'attendit pas l'arrivée de Ferdinand, prit la fuite, se retira à Strasbourg, abandonnant au vainqueur toutes ses richesses. Les soldats de l'empereur lui firent payer bien cher son attachement aux Suédois,

Le traité que les princes Protestants avaient fait à Heilbronn s'en alla en fumée, la plupart des parties contractantes y avaient déjà ou formellement renoncé, ou n'en avaient pas exécuté les conditions prises dans un moment d'exaltation irréfléchie.

Cependant les Suédois, revenus de leur première

terreur, s'assemblèrent sous la conduite du rhingrave Otton Louis, qui disposait d'un corps de cinq mille hommes. Mais ces troupes qu'avait si long-temps caressées le bonheur et qui avaient secoué le frein de toute discipline, firent éclater leur mécontentement et refusèrent de recommencer la guerre jusqu'à ce qu'on leur eût payé leur solde arriérée. Mais il fut difficile de les contenter. Oxenstierna demanda de l'argent aux états; mais ceux-ci, épuisés par cette longue guerre et fatigués de son despotisme et de ses exigences toujours croissantes, le pressèrent au contraire de mettre un terme à cette lutte désastreuse, et de faire la paix avec l'empereur redevenu plus puissant que jamais depuis la bataille de Nordlingen. Mais ce n'était pas là le plan du chancelier; il n'entendait pas avoir en vain ravagé l'Allemagne et avoir fait verser le sang suédois; il demandait une concession de terrain, et personne ne voulait lui en donner.

Il s'adressa donc à l'électeur de Saxe; mais Jean Georges rejeta sa demande et continua à négocier secrètement avec l'empereur pour faire la paix. Oxenstierna eut alors recours à l'électeur de Lunebourg, le priant de lui envoyer des troupes, les Impériaux se fortifiant chaque jour en Westphalie. Le duc lui répondit que ses soldats suffisant à peine à défendre ses propres États, il ne pouvait pas lui en fournir.

Voyant donc que tous ses efforts étaient inutiles, le chancelier s'adressa au roi d'Angleterre, le conjurant de s'intéresser à l'état de l'Allemagne prête à succomber de nouveau sous le colosse impérial; il envoya de même un ambassadeur à Venise pour représenter à cette puissante république le danger qui menaçait la liberté de l'Allemagne, danger qui pourrait bien s'étendre jusqu'à Venise même; enfin il s'efforça aussi d'obtenir des Hollandais une forte somme d'argent pour continuer la guerre. Mais tous ses efforts furent à peu près stériles.

Dans cette perplexité Oxenstierna tourna ses regards vers la France pour engager cette puissance à lui fournir du secours et à déclarer officiellement la guerre à l'empereur. Le prix de cette complaisance devait être la belle province d'Alsace dont le chancelier avait déjà en partie remis la clé à Richelieu par la cession de l'importante forteresse de Philippsbourg. Les princes de l'Allemagne supérieure placèrent toutes les villes fortes, même celles qui n'étaient pas en leur pouvoir sous la protection de la France, c'est-à-dire, les lui cédèrent; et le monarque français protégea contre leur souverain légitime les diocèses allemands de *Metz*, *Toul* et *Verdun*, ainsi que le pays de Trèves; l'électeur avait depuis long-temps imploré l'assistance française, et Richelieu s'était prononcé à cet égard, ayant dit « que l'électeur de Trèves

pouvait aussi bien dire sa messe sur le territoire français que sur le territoire allemand. »

Après de longues discussions, la France promit enfin de fournir douze mille hommes, et de les entretenir en Allemage, au cas où l'on en vînt à rompre avec l'Autriche. Ces troupes devaient prêter le serment de fidélité tant au roi de France qu'aux Alliés, et être employées d'après le vœu du Directoire. Il fut aussi stipulé qu'on payerait un demi-milion de livres à l'armée alliée. Oxenstierna ouvrit de nouvelles négociations avec la France, au sujet de l'augmentation et de l'entretien de cette armée. Une réunion eut lieu à Warms, mais sans résultat; les affaires furent reprises, l'année suivante (1635), lorsque le duc de Weimar reçut de nouveau le commandement suprême de l'armée.

Mais toutes ces promesses de la France ne réparèrent point l'échec que les Suédois avaient subi à Fordlingen, ni la perte de la Franconie, de Wurtemberg et d'une foule d'autres villes importantes d'Allemagne; encore moins celle de la fameuse forteresse de Philippsbourg, que le colonel Ramberger surprit, le 14 janvier 1735. La France avait choisi cette ville pour en faire une place d'armes. Les Autrichiens y trouvèrent cent vingt-huit canons, quatre cents barils de poudre, quarante mille sacs d'avoine et de blé, dix mille sacs de farine, douze mille tonnes de sel,

seize tonnes remplies d'or, une immense provision de vin et beaucoup d'objets de prix, que le duc de Wurtemberg et d'autres riches particuliers y avaient fait conduire pour les mettre en lieu de sûreté.

Mais ce qui attrista surtout les Alliés, ce fut le traité de paix que l'Electeur de Saxe conclut à cette époque avec l'empereur. La Saxe avait depuis long-temps senti le besoin de terminer une guerre qui avait ruiné ce pays; l'électeur, de son côté, ne supportait plus l'arrogance d'Oxenstierna, et se plaignit, non-seulement de l'usurpation de l'autorité que le chancelier s'était arrogée dans ses états, mais encore de la direction des affaires, laissée presqu'exclusivement aux mains de cet étranger. Il était jaloux de ce qu'on ne recourait plus à ses conseils, de ce qu'en dépit des droits de son fils sur le diocèse de Magdebourg, on s'était permis d'aliéner plusieurs domaines qui y étaient renfermés, ce qui avait aussi eu lieu au sujet des biens du diocèse de Halberstadt, et toujours au détriment de ses fils. Les préliminaires de cette paix qui avaient été arrêtés d'abord, furent enfin formellement signés à Pragne, le 10 mai 1635.

L'empereur se montra généreux, espérant attirer par-là les autres états protestants, à imiter l'exemple du duc Jean-Georges; mais ces derniers élevèrent d'horribles clameurs contre l'électeur,

l'attaquèrent dans une foule d'écrits passionnés ; lui reprochant d'avoir lâchement déserté la cause protestante, et d'avoir sacrifié la liberté à son intérêt privé et à sa jalousie. Les réfutations qui parurent pour réduire les choses à leur juste valeur, n'eurent point d'effet dans le principe, quelques plumes continuant à semer le trouble et la discorde parmi les Etats.

Cependant l'orage se dissipa insensiblement. L'Allemagne reconnut le bienfait de la paix. Les villes impériales se soumirent aux conditions imposées par Ferdinand, ainsi que plusieurs princes, comtes et seigneurs qui s'arrêtaient à Strasbourg, et cet exemple fut suivi par le duc Guillaume de Saxe-Weimar, les ducs de Lunebourg, les villes anséatiques et autres. Il n'y eut que Bade-Dourlach et le landgrave de Hesse-Cassel qui ne firent aucune démarche ; le duc Bernard de Weimar, qui avait perdu son prétendu duché, formé des duchés de Wurzbourg et de Bamberg, depuis la bataille de Hordlingen, ne se présenta pas non plus : la France lui avait promis l'Alsace, pour l'indemniser de cette perte; mais cette belle et riche province qui avait été dans les premiers temps réunie aux Gaules, convenait trop à ce royaume pour qu'il s'en privât ; c'est ce que le duc prévit bien, et il se berça dès-lors de l'espoir de s'emparer d'un autre état, pour se payer de la part qu'il avait prise à cette

guerre ou de récupérer même l'Alsace, si cela lui devenait possible.

La paix dont il vient d'être question n'avait pas seulement mécontenté les Protestants; les Catholiques s'en plaignirent aussi comme étant trop favorable aux premiers. Et cependant Ferdinand n'avait pas agi légèrement, et s'était entouré des lumières de plusieurs cardinaux, évêques, abbés, chanoines et religieux de plusieurs ordres, avant de la signer. Ce ne fut que d'après leurs conseils qu'il consentit à laisser aux Protestants la jouissance des biens ecclésiastiques, dont ils étaient en possession, le 12 novembre 1627, et qu'ils avaient pris depuis la convention de Passau, *encore pendant l'espace de quarante ans*, à dater de la promulgation de la présente paix, sauf quelques exceptions de droit stipulées dans le traité.

Mais comme la cour de Rome et la plupart des états catholiques continuaient à accuser l'empereur d'avoir trop accordé aux Protestants, Ferdinand fit remettre à son ambassadeur, à Rome, une apologie qu'il rendit publique plus tard, et dans laquelle il prouva que les Catholiques gagnaient en effet par cette paix. Il la termina par ces paroles :

« Si cependant quelqu'un persiste à dire que l'église catholique n'a pas été avantageusement traitée dans cette paix, qu'il s'en prenne à celui qui nous en a empêché. Car ce reproche ne nous

atteind pas, mais le roi très-chrétien, qui n'a pas rougi d'exciter contre nous et contre la ligue catholique la puissance des Protestants, d'appeler à leur secours un monarque étranger, et de faire une alliance avec eux en les appuyant tous deux; d'attaquer non obstant la parole qu'il nous en avait donnée, et sans motif légitime, nos états et les états de l'empire germanique, en engageant même nos frères catholiques à se révolter contre nous.»

Cependant l'Allemagne reconnut bientôt les bienfaits de la paix, et y parut sensible après la longue tourmente qui l'avait si cruellement affligée. Il ne restait presque plus de mécontent que l'insatiable Oxenstierna, qui ne put pardonner à l'électeur de Saxe d'avoir fait la paix avec l'empereur, et d'avoir entraîné les autres puissances à entrer dans ses vues. Il s'établit une longue correspondance entre le chancelier et l'électeur, qui finit par payer aux Suédois trois millions de florins pour les indemniser, moyennant quoi ils s'engageaiet à évaquer les forteresses allemandes, qui étaient encore en leur pouvoir. Mais Oxenstierna persista à demander une province allemande, ainsi qu'une gratification pour ses troupes, quoique celles-ci eussent fait la guerre avec l'argent des Allemands et des Français, même conjointement avec les soldats allemands; cette discussion se termina par une déclaration de guerre entre la Suède et la Saxe. Ri-

chelieu profita de cette disposition, pour rallumer le feu de la guerre prêt à s'éteindre, et fit une alliance avec les Suédois contre la maison impériale d'Autriche, prétendant en trouver un motif suffisant dans la prise de Philippsbourg. Mais une autre cause parut l'y décider encore.

L'empereur et les autres électeurs avaient été blessés de voir l'électeur de Trèves, sous prétexte de neutralité, se jeter dans les bras de la France, et ouvrir ses places fortes aux troupes françaises. Ils prirent la résolution de l'en punir. Le gouverneur de Luxembourg reçut l'ordre de l'arrêter. Ce général partit, en effet, le 26 mars 1635, avec un corps de troupes espagnoles, surprit la ville de Trèves, fit passer au fil de l'épée une partie de la garnison française, enleva l'électeur, qu'il conduisit d'abord à Bruxelles, de là à Gand et enfin à Vienne. Par suite de cet événement, la France déclara, par un héraut la guerre à l'Espagne, et rompit formellement avec l'Autriche. Mais l'armée française, réunie au prince d'Orange et forte de cinquante mille hommes, n'entreprit rien d'extraordinaire dans la Belgique, assiégea Louvain qu'elle ne put prendre, et manquant de vivres, fut décimée par les maladies; tandis que les Espagnols pénétrèrent au cœur de la Hollande qu'ils firent trembler.

Le cardinal de Lavalette et le duc Bernard, qui se joignirent au Rhin, prirent Saverne; mais le gé-

néral Gallas passa ce fleuve auprès de Brisach, pénétra en Franche-Comté et força le prince de Condé à lever le siége de Dôle; tandis que les Espagnols firent une irruption en Picardie, prirent plusieurs villes, et que le chef de partisants Jean de Werth, fit des excursions jusqu'aux environs de Paris, où sa présence répandit la consternation.

Pendant ce temps-là les Saxons chassèrent les Suédois du diocèse de Magdebourg, et forcèrent le général Banner à se retirer dans le pays de Hildesheim, ensuite dans le Brunswick et enfin dans la Poméranie. Pour mettre les Suédois en état de mieux résister, la France leur rendit l'insigne service de prolonger encore pour vingt-six ans la trêve conclue entre la Pologne et la Suède; cette dernière puissance renonça même à la Prusse-Polonaise, que le roi Gustave-Adolphe avait autrefois conquise au prix de tant de dangers et de sang répandu, et dont la possession lui était si avantageuse pour exercer sa domination sur la mer Baltique.

Cette mesure débarrassa Oxenstierna de la crainte d'une nouvelle guerre, qu'il n'aurait pu continuer en Allemagne, et lui permit de rappeler autour de lui les troupes suédoises qui étaient encore dans la Prusse-Polonaise.

Ce renfort changea la face des choses. Le général Saxon Baudis fut défait près de Domitz sur l'Elbe, au moment où il allait s'emparer de cette ville. La chance de la guerre flotta long-temps

incertaine entre les deux armées impériale-saxonne et suédoise; les pays qu'elles occupèrent furent cruellement ravagés, et cet état de destruction parut devoir se prolonger, lorsque le général Banner ayant fait sa jonction avec les troupes de *Wrangel*, attaqua les Impériaux-Saxons, commandés par le comte Hatzfeld, auprès de *Witstock* et les défit entièrement; les derniers ayant presque reconquis toute la Basse-Saxe, et étant sur le point de chasser entièrement les Suédois du territoire de l'empire.

Cette victoire ranima les espérances de ces conquérants et rehaussa singulièrement leurs prétentions, la paix parut plus éloignée que jamais; cependant, sur les instances de l'empereur, de l'Espagne, du Danemarck et du chef de l'église catholique, Urbain VIII, on entama des négociations à Lubeck et à Cologne; mais il s'écoula quatre ans avant qu'on pût s'entendre dans cette paix si désirable ne fut enfin conclue que sous le règne de *Ferdinand III*, et mê-me après des guerres opiniâtres, qui firent encore couler des flots de sang.

Pendant qu'on s'occupait des préliminaires de cette paix, l'empereur fit convoquer par l'électeur Anselme-Casimir de Mayence, une diète extraordinaire à Ratisbonne. Cette assemblée se réunit, le 7 juin 1636. L'empereur y parut lui-même, appela l'attention des électeurs sur la situation dans laquelle se trouverait l'empire si au milieu des

conflits, des guerres, des intrigues de quelques puissances étrangères, lui-même venant à mourir, on serait exposé à un interrègne. Il lui fut facile de leur prouver qu'il était urgent de s'occuper sur-le-champ d'un successeur au trône impérial, d'autant plus qu'on avait trouvé dans les papiers de l'électeur de Trèves des preuves non équivoques des prétentions de la cour de France sur la couronne d'Allemagne. L'empereur leur proposa donc d'élire, pour lui succéder, son fils aîné, Ferdinand, déjà roi de Hongrie et de Bohême, comme un prince possédant non-seulement toutes les qualités nécessaires pour régner, mais ayant donné des preuves de sa valeur et de sa sagesse, ce qui lui avait valu la confiance des électeurs. L'électeur de Saxe fit quelques observations auxquelles on répondit sommairement.

Quant à l'électeur de Trèves qui était toujours retenu en prison, les électeurs crurent devoir l'exclure de son droit de voter, « parce qu'ayant fait connaître son intention de donner sa voix à un prince étranger, s'étant par là gravement compromis, et ayant manqué à l'empereur, à l'empire, à la Bulle-d'or et aux électeurs, il était tenu de se justifier d'abord et d'attendre l'issue de son procès pendant lequel on ne pouvait pas surseoir à l'élection. »

Le roi de Hongrie et de Bohême fut donc élu empereur d'Allemagne sous le nom de Ferdinand III

le 22 décembre 1636, et couronné avec les cérémonies d'usage, huit jours après à Ratisbonne.

Ferdinand II ne survécut pas long-temps à l'accomplissement de ce vœu si cher à son cœur; car il s'était senti si faible à Ratisbonne même qu'on avait cru ne devoir pas différer plus long-temps l'élection en question. Il quitta cette ville dans un état de langueur qui fit pressentir une fin prochaine, et se rendit à Vienne où il mourut dans les plus grands sentiments de piété et la plus vive confiance en Dieu, le 5 février 1637, emportant dans la tombe les regrets de ses sujets, de ses amis et l'estime de ses ennemis même.

« Ce prince, dit Hormayr, était d'une belle taille, mais un peu maigre; les traits ainsi que la couleur de sa figure rappelaient une origine plutôt espagnole qu'allemande, il avait les yeux bleus, les cheveux blonds, les lèvres un peu grosses. Ses manières étaient simples, affables, cordiales; son maintien noble et vraiment digne d'un empereur toutes les fois qu'il était obligé de représenter. »

Un auteur protestant en dit de même: « La bonté de son cœur était frappante, sa loyauté et sa sincérité admirables, sa simplicité était naturelle et subjuguait les cœurs, sa confiance en Dieu inébranlable au milieu des épreuves les plus cruelles, ses mœurs sévères et irréprochables. Il montrait une grande habileté dans les affaires. »

D'autres historiens protestants lui rendent le

même témoignage ; le seul reproche qu'ils lui font, c'est d'avoir été trop attaché à la religion catholique, attachement qui, selon eux, lui fit commettre les plus grandes injustices ; le cours de cette histoire à prouvé ce qu'il faut penser de cette accusation.

FIN.

LIMOGES. — IMPR. DE BARBOU FRÈRES.

